

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
LUC BELLERIVE

«Problèmes conjugaux et divorce dans les
courriers du coeur de la fin des années
soixante au début des années quatre-vingt»

JANVIER 1996

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

REMERCIEMENTS

J'exprime d'abord ma profonde gratitude à mon directeur de recherche, M. Serge Gagnon, pour son aide précieuse et sa généreuse disponibilité. Ses conseils et son expérience m'ont été d'un grand soutien tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Je remercie également ma co-directrice de recherche, Mme Thérèse Nadeau Lacour, du Département de théologie. Ses multiples qualifications philosophiques, sociologiques, littéraires et théologiques ont grandement enrichi la supervision attentive dont ont profité mes premières esquisses.

Enfin, je remercie tous les professeurs ainsi que le personnel du Centre interuniversitaire d'études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières, particulièrement MM. Normand Séguin et Claude Bellavance, qui m'ont permis de collaborer à d'importants projet de recherche concernant la société québécoise.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
INTRODUCTION.....	1
 CHAPITRE I LA LÉGISLATION DU DIVORCE	4
Le divorce et la loi	5
La montée du pouvoir féminin	8
La montée du divorce	13
 CHAPITRE II LE COURRIER D'UN QUOTIDIEN: <i>LE</i>	
<i>NOUVELLISTE</i>	44
Le «Courrier de Mamie» (1968)	45
Insatisfaction conjugale	46
Infidélité conjugale	51
Indices de libéralisation	57
Le «Courrier de Mamie» (1975)	60
Insatisfaction conjugale	62
Infidélité conjugale	65
Indices de libéralisation	66
Le courrier «Chère Louise» (1983)	68
Insatisfaction conjugale	71
Infidélité conjugale	78
Indices de libéralisation	78
 CHAPITRE III LE COURRIER D'UN HEBDOMADAIRE	
<i>SPÉCIALISÉ: LA TERRE DE CHEZ NOUS</i>	84
Le «Courrier de Marie-Josée» (1968)	85
Insatisfaction conjugale	86

Infidélité conjugale	94
Indices de libéralisation	99
Le «Courrier de Marie-Josée» (1975)	104
Insatisfaction conjugale	105
Infidélité conjugale	111
Indices de libéralisation	115
Le «Courrier de Marie-Josée» (1983)	116
Insatisfaction conjugale	117
Infidélité conjugale	124
Indices de libéralisation	128
 CONCLUSION	 135
BIBLIOGRAPHIE.....	139
ANNEXES	
I Extrait de la loi de 1968 sur le divorce	143
II Extrait de la loi de 1985 sur le divorce.....	146

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

TABLEAUX

I	Nombre de divorces au Québec et provinces voisines: 1969-1975.....	23
II	Sexe du demandeur en divorce: 1971-1974.....	24
III	L'augmentation des divorces au Québec: 1960-1985.....	42

FIGURES

I	Taux de divorce pour 100 000 habitants: 1965-1975....	23
II	Naissances illégitimes au Québec: 1955-1965.....	96

INTRODUCTION

«Un mariage sur trois, en Amérique du Nord, court désormais le risque de se terminer par un divorce (contre un seulement pour six ou sept en Europe occidentale), un chiffre qu'il faut opposer à la quasi-inexistence du divorce dans la société traditionnelle¹». C'est à l'avènement au Québec de cette radicale transformation du rapport conjugal qu'est consacré le présent mémoire. Le divorce occupe une histoire relativement courte dans l'histoire des moeurs québécoises puisque la première possibilité d'y recourir à peu de frais ne remonte qu'à 1968.

Dans un premier chapitre, une analyse des transformations législatives ayant encadré l'institution matrimoniale s'intégrera à l'examen de la mutation des conditions sociales et culturelles. Malgré l'apport de quelques données statistiques, la présente étude se veut avant tout qualitative. Les principales sources consultées concernent, de près ou de loin, la question du mariage ou du divorce. Des parutions traitant de diverses manières du changement de mentalité survenu au Québec depuis la Révolution tranquille figurent également parmi les travaux mis à contribution.

Un deuxième et un troisième chapitre s'attarderont à l'analyse de deux courriers du coeur dépouillés en regard des correspondances concernant la question du divorce. Les

1 Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, p.15.

deux journaux servant d'échantillon sont le quotidien *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières et l'hebdomadaire agricole *La Terre de Chez Nous*. Le choix de deux courriers, le premier tiré d'un média d'une petite ville et le deuxième destiné à une clientèle rurale, permettra de constater comment, en dehors de Montréal, s'érode le sentiment de culpabilité face à la question divorciaire². Les trois années-échantillons retenues, 1968, 1975, 1983, permettront également de saisir ce changement de mentalité qui provoqua les transformations législatives vues au chapitre premier. Pour chacune de ces trois années, le courrier dépouillé sera réparti selon les trois sous-thèmes suivants:

Insatisfaction conjugale

Infidélité conjugale

Indice de libéralisation (des moeurs québécoises)

Le courrier du coeur a, depuis quelques années, servi d'indicateur pour décoder la conjoncture socio-affective du raz-de-marée sentimental évoqué par Edward Shorter³ pour caractériser la révolution sexuelle des années soixante. En France, une analyse sémiologique de Claude Chabrol⁴ publiée en 1971 prend pour objet le courrier du coeur de différents

² J'ai emprunté à l'auteur français Philippe Ronsin le terme divorciaire qui, dans la présente étude, servira d'épithète référant à la notion de divorce.

³ Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, p.135.

⁴ Claude Chabrol, *Le Récit féminin: contribution à l'analyse sémiologique du courrier du coeur et des entrevues ou «enquêtes» sur la femme dans la presse féminine actuelle*, coll. «Approaches to Semiotics», n° 15, Paris, Mouton, 1971, 142 p.

magazines français pour également percevoir la mutation culturelle en cours. Ici au Québec, Edith Manseau fut la pionnière des études consacrées aux courriers du coeur. En 1985, elle réalise un mémoire de maîtrise intitulé «La Presse du coeur: un indicateur culturel»⁵ portant sur les 731 correspondances reçues en 1968 dans le courrier du coeur de l'hebdomadaire *La Terre de Chez Nous*. Ont suivi les travaux de Marie-José Des Rivières, *Châtelaine et la littérature*⁶, et ceux de Gaston Desjardins, *L'Amour en patience*⁷.

⁵ Édith Manseau, «La Presse du coeur: un indicateur culturel», M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1985, ix-137 p.

⁶ Marie-José Des Rivières, *Châtelaine et la littérature, 1960-1975. Essai*, préface de Micheline Lachance, coll. «Centre de recherche en littérature québécoise», n^o 13, Montréal, L'Hexagone, 1992, 378 p.

⁷ Gaston Desjardins, *L'Amour en patience: la sexualité adolescente au Québec, 1940-1960. Transformation des normes sexuelles au Québec*, Ste-Foy, PUQ, 1995, xii-261 p.

CHAPITRE I

LA LÉGISLATION DU DIVORCE

L'évolution sociale conduisant à la légalisation du divorce au Québec s'inscrit dans le processus de sécularisation occidental de l'après-guerre accéléré par la seconde révolution sexuelle des années 1960¹. Depuis le moyen âge, les législations sur le mariage régissant la majorité des pays d'Europe et d'Occident s'inspirent, jusqu'aux Réformes, du magistère de l'Église Romaine. Pendant les XI^e et XII^e siècles, l'Église convint de l'indissolubilité du mariage après plus d'un millénaire de débats ecclésiaux et d'examens bibliques. Le mariage fut alors jugé indissoluble et le divorce devint, par conséquent, interdit.

À partir du XVI^e siècle, un mouvement de sécularisation progresse principalement en Angleterre. En matière conjugale, plusieurs théologiens commencent à prôner le droit au divorce et au remariage pour des cas d'exception comme l'infidélité de l'épouse. D'ailleurs, l'histoire du divorce dans presque tous les pays d'Occident fut principalement caractérisée par un rejet progressif de la position catholique. Le point de départ d'une étude sur le divorce s'observe ainsi la plupart du temps dans les premières défections collectives envers la morale catholique. Le cas du Québec ne fut guère différent de celui des autres pays occidentaux. En 1867, on attribue au

¹ Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, p.135.

gouvernement fédéral le droit de légiférer en matière de divorce au Québec. À l'exception de Terre-Neuve, les provinces maritimes possèdent déjà alors leur propre loi leur permettant d'accorder des divorces sur leur territoire. Mais tout comme le Québec et Terre-Neuve, l'Ontario ne possède pas alors cette compétence qui ne lui sera octroyée qu'en 1930².

L'étude de la première loi (1968) légalisant le divorce au Québec ainsi qu'un survol des principaux événements favorisant son avènement permettront de cerner le processus de sécularisation alors à l'oeuvre dans la société québécoise, mutation dont les effets sont particulièrement décisifs sur la législation matrimoniale et divorciaire. Nous verrons ensuite, dans la deuxième réforme divorciaire majeure (1985), comment d'autres phénomènes sociaux et culturels de l'époque moderne ont pu provoquer l'avènement de cette seconde réforme.

Le divorce et la loi

Depuis le partage des compétences entre le gouvernement canadien et celui des provinces lors de la Confédération promulguée le 1^{er} août 1867, les dirigeants politiques du Québec se sont toujours opposés à la légalisation du divorce et ce, jusqu'à la Révolution tranquille. Le Québec demeure soumis à l'article 185 du Code civil du Bas Canada qui stipule que le mariage ne peut être dissout que par le décès

² Canada, Statistique Canada, division de la recherche et de l'analyse et coll., *Divorce: la loi et la famille au Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 1983, p.11.

naturel de l'une des parties, alors qu'il est indissoluble du vivant des deux parties. Selon le partage des pouvoirs législatifs de 1867 (Acte de l'Amérique du Nord Britannique), le mariage et le divorce relèvent exclusivement de l'autorité du Parlement canadien (article 91, alinéa 26) tandis que «la célébration des mariages» est, quant à elle, dévolue aux juridictions provinciales. Pour que le Québec acquière le droit juridique d'accorder des divorces sur son territoire, il fallait qu'il obtienne l'autorisation (une loi) du Parlement canadien. «Les tribunaux du Québec n'ont jamais possédé de juridiction en matière de divorce [...]»³. De l'arrivée des premiers colonisateurs français jusqu'à la première légalisation du divorce en 1968, le législateur québécois a continuellement considéré qu'une action de l'État en ce sens irait contre la mentalité chrétienne et catholique, intériorisée durant cette période par une forte majorité de la population. En 1866, la conception que se font les Canadiens français de la famille est identique à celle qu'ont les Français de la même époque; l'article 185 du Bas Canada est d'ailleurs inspiré de l'article 227 du Code Napoléon. Se maintient alors, comme rudiment premier de la préservation de l'ordre social, un lien des plus étroits entre le droit et les moeurs.

De 1867 à 1968, la seule possibilité de dissoudre un mariage consiste en une mesure exceptionnelle appelée

³ Canada, Parlement, Comité spécial mixte chargé d'enquêter sur le divorce, *Divorce: rapport du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre de communes chargé d'enquêter sur le divorce*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p.38. Par souci de ne pas trop surcharger les notes infrapaginales, nous utiliserons désormais le terme «Comité spécial mixte» lorsque nous référerons à ce document.

divorce parlementaire. «L'existence du divorce accordé par le Parlement a répondu au besoin des personnes domiciliées dans les provinces qui n'avaient pas de tribunaux du divorce (Québec et Terre-Neuve) et qui désiraient obtenir la dissolution de leur mariage⁴». Un divorce parlementaire est en fait une loi fédérale proclamant la dissolution du mariage civil de deux particuliers. Chaque divorce fait l'objet d'une loi propre du Parlement canadien. Précisons immédiatement qu'une action en divorce (parlementaire) reste, avant les années 1960, une démarche rarement entreprise:

Autrefois le divorce se pratiquait moins, non seulement à cause des objections religieuses à l'égard du divorce et du scandale social qui en résultait, mais aussi parce qu'aux yeux d'une grande partie de la population, le divorce était un luxe coûteux qu'on ne pouvait se permettre financièrement⁵.

Mesure de dissuasion réputée équitable, la rupture est à la charge des intéressés. À une époque où l'État-providence n'entend pas encore suppléer entièrement aux désaffections des particuliers envers leurs responsabilités familiales, le législateur canadien s'inquiète des dépenses que les désunions entraînent, qu'elles soient assumées par la famille, par la communauté environnante du couple ou, comme ce sera le cas éventuellement, par l'État: «[...] lorsque c'est le mari qui est en faute, l'abandon constitue d'ordinaire une catastrophe pour l'épouse et la famille et

⁴ Comité spécial mixte, p.54.

⁵ Comité spécial mixte, p.101.

une injustice pour la collectivité⁶». La désertion ici décriée laisse en effet l'épouse dans une situation de pauvreté. Entasser discrètement ces dépenses sur un déficit gouvernemental ne s'avère pas encore une solution envisageable aux yeux des autorités politiques de l'époque et c'est justement le refus de recourir à l'endettement qui transparaît à travers ce dernier blâme lancé envers les pères déserteurs. Le refus politique de s'en prendre à quelque minorité, attitude qualifiée aujourd'hui de «politiquement correcte», ne prédomine pas encore sur la nécessité de maintenir la cohérence administrative de l'État.

La montée du pouvoir féminin

Durant toute la période où le divorce reste pratiquement interdit, le clergé exerce une influence notable sur la société et, comme les autres instances sociales, il est composé exclusivement d'hommes. Ce dernier facteur s'avère déterminant puisque, selon Claude Chabrol, l'évolution de la condition féminine et la socialisation des femmes qui s'en suivra, mènent à la transformation des lois matrimoniales et conjugales: «En effet, la procréation est liée à la socialisation (et son refus à la non-socialisation et à l'amour) tandis que l'émancipation de la femme ou sa revendication d'égalité sont rapprochées de l'Amour (et de

⁶ Comité spécial mixte., p.14.

la non socialisation)⁷». La socialisation est ici définie par le modèle ménagère-pourvoyeur et elle est maintenue par la volonté d'hommes qui protègent et entretiennent une position sociale qui leur est favorable; l'insubordination des femmes brisera éventuellement le cycle mais, incontestablement selon Chabrol, elle suppose l'avènement d'une perturbation majeure de la vie conjugale, et donc familiale. Une analyse de l'évolution de la condition féminine constitue ainsi le facteur fondamental par lequel l'histoire du divorce au Québec peut être comprise. Non pas que les femmes soient responsables du phénomène divorciaire, mais plutôt que l'émancipation féminine aura laissé vacantes des tâches sans doute moins gratifiantes que les hommes, profitant de leur préséance sociale, déléguaient traditionnellement à leur épouse. L'amélioration de la situation juridique des femmes mariées fut d'ailleurs l'un des enjeux majeurs du mouvement féministe et c'est en grande partie grâce à son action politique que seront apportées les modifications législatives d'importance en regard des lois matrimoniales et divorciaires.

Le statut des femmes ne change guère jusqu'au milieu du XX^e siècle. Après avoir obtenu le droit de vote au niveau provincial, le 28 avril 1940, les associations féminines célèbrent cette victoire majeure en observant par la suite une certaine période d'accalmie en regard de la sphère politique. Malgré la percée de quelques femmes sur la scène publique, les Québécoises restent encore deux bonnes décennies sans exercer un poids significatif dans le champ

⁷ Claude Chabrol, *Le Récit féminin*, p.53.

politique. Créées en 1966, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) réagirent à cette quasi-absence dans l'arène politique, notamment dans la députation (une seule femme en 1968). Elles offrirent donc des programmes de vulgarisation et de formation politique afin de mobiliser leurs membres. Au Québec, la Commission d'enquête sur la situation des femmes fut prise en charge par la Fédération des femmes du Québec (FFQ)⁸.

Pendant la décennie 1950, l'organisation familiale reste à peu près inchangée, c'est-à-dire fortement hiérarchisée. Le droit des individus demeure encore un concept théorique inappliqué au sein des familles. Cette inégalité, dite alors *différence*, se traduit par la puissance maritale et l'incapacité juridique de la femme mariée. Sur le plan matériel, la gestion du patrimoine est entre les mains du mari. Des améliorations de la condition féminine, parfois modestes mais évidentes, voient néanmoins le jour. En 1954, le double standard sexuel pour délit d'adultère est aboli. Dans la majorité des autres provinces canadiennes, cet élément de discrimination avait été enrayé au milieu des années vingt. Avant cette suppression, l'épouse trompée ne pouvait justifier sa requête de divorce, à moins que la maîtresse du mari vive aussi sous le toit conjugal. Par ailleurs, l'adultère féminin restait suffisant pour que le mari réclame un divorce. L'image de la

⁸ Jeannine David-McNeil et Évelyn Tardy, «Les femmes: une longue marche vers l'égalité», dans Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu: comprendre les grands défis*, Montréal, PUQ, 1992, p.193.

femme commence aussi à changer. Avant les années cinquante, la femme de carrière existe, mais surtout chez les Québécoises anglophones. Or, même si tout concourt à maintenir les femmes francophones dans leur statut de subordonnées⁹, ces dernières occupent une place de plus en plus grande sur le marché du travail¹⁰. Le 1^{er} juillet 1964, Claire Kirkland-Casgrain, première femme députée à l'Assemblée nationale, dépose le projet de loi 16 qui met finalement un terme à l'incapacité juridique de la femme mariée. Le gouvernement québécois abolit par là le statut civil «d'incapable» attribué à l'épouse, statut qui la subordonnait juridiquement au mari comme il en est de l'enfant vis-à-vis de ses parents. Jusqu'en 1964 par exemple, une femme célibataire perdait plusieurs droits civils et son autonomie juridique dès qu'elle prenait mari. L'autorisation maritale restait notamment nécessaire à l'exécution de transactions courantes (achat de nourriture, opérations bancaires, etc.). Dans les faits, les commerçants présumaient de l'autorisation du mari; mais une objection formulée de sa part était reconnue par la loi.

La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste revendiquait, depuis 1907, que les droits de la femme célibataire lui soient préservés après son mariage. La dépendance juridique et économique de la ménagère prédisposait, estimait-on, à un rapport interpersonnel de domination qui, dans la presque totalité des cas, jouait en

⁹ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, p.421.

¹⁰ *Ibid.*, p.437.

défaveur des femmes en raison de leur position sociale traditionnelle, celle de maîtresse de maison, responsable de l'éducation des enfants et dépendante du revenu marital. Bien entendu, ce rapport de dépendance n'était pas toujours perçu par l'épouse, surtout lorsque la relation conjugale était harmonieuse. Allan Bloom résume en ces termes les rapports convenus par l'institution:

L'arrangement qui est implicite dans le mariage, même s'il n'est que conventionnel, informe ceux qui s'y engagent de ce qu'ils doivent en attendre et des satisfactions qu'ils sont censés y trouver. En simplifiant, on peut dire que la famille est une espèce d'organisme politique en miniature, où la volonté du mari représente celle de l'ensemble. La femme peut influencer sur la volonté de son mari, et celle-ci est censée être déterminée par l'amour de la femme et des enfants¹¹.

Cependant, en marge de ces situations idéales, c'est-à-dire dans les conjugalités où les rapports s'avèrent plus tendus, le désavantage des femmes est manifeste. Au début des années 1960, ce préjudice force encore plusieurs épouses à renoncer à leurs projets d'émancipation personnelle vis-à-vis de leur mari mais, paradoxalement, le désavantage dorénavant perçu motive de plus en plus chez ces femmes la volonté d'une réforme juridique. Au milieu de la décennie, les hommes sont perçus comme profitant beaucoup plus qu'elles des bienfaits de la révolution sexuelle¹². Quant au droit féminin à la propriété, la loi 16 ne changeait à peu près rien aux régimes des biens des époux, de sorte que la

¹¹ Allan David Bloom, *L'Âme désarmée: essai sur le déclin de la culture générale*, traduction française de Paul Alexandre, avant-propos de Saul Bellow, Paris, Guérin littérature, 1987, p.142.

¹² Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, p.316.

femme désormais «capable» ne possédait toujours pas les moyens d'exercer sa nouvelle capacité théorique. En 1931, on avait créé une catégorie de biens réservés à l'épouse, mais cette mesure visait surtout la protection de la mère et des enfants; le droit féminin à la propriété comptait alors pour bien peu dans l'initiative. Il faudra attendre au 12 décembre 1969 pour voir apparaître une réforme complète et substantielle en ce domaine.

La montée du divorce

À la veille de la passation de la loi divorciaire de 1968, le nombre absolu de divorces reste très bas au Québec (moins de 1 000 par année sur tout le territoire québécois) et le taux de divorce par mariage figure au dixième et dernier rang des provinces canadiennes. L'adhésion des Québécois francophones à la morale catholique, l'encadrement clérical et la réprobation communautaire expliquent en partie ce faible nombre de divorces; les conjoints ne pouvant éviter la désunion optent pour la solution religieuse, c'est-à-dire la séparation de corps sans possibilité de remariage.

Aux termes de la loi du Québec, le mari et la femme se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance (article 173). La femme est obligée de cohabiter avec son mari, et de vivre avec lui quel que soit l'endroit où il juge bon de résider. De son côté, le mari a le devoir de recevoir sa femme, de l'entretenir et de l'assister au mieux de ses capacités et de sa situation¹³.

¹³ Comité spécial mixte, p.63 (tel que stipulé au code de 1931).

Tel est le cadre juridique entourant la conjugalité. Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari (article 174). Si l'un des deux conjoints enfreint la loi, il donne des motifs à l'autre d'exiger la séparation de corps. Celle-ci (appelée aussi séparation juridique) est une reconnaissance par l'État du fait que deux conjoints vivent séparément, tout en continuant d'assumer cependant leur devoir d'assistance l'un envers l'autre et auprès des enfants. Elle consiste donc en un genre de compromis. Les conjoints, qui pour des motifs religieux et culturels renoncent habituellement au divorce, obtiennent par la séparation de corps la permission légale de ne plus vivre ensemble; l'État, en reconnaissant leur séparation, n'aura pas à assumer les frais de subsistance des enfants ou de l'épouse. À cause de la situation religieuse et des conditions juridiques qui règnent au Québec, la séparation judiciaire constitue fréquemment une formule qui supplée à l'interdiction légale de divorcer.

La séparation de corps apparaît comme un mode de séparation juridique incomplète des époux. Séparation juridique, car elle est prévue par la loi et résulte obligatoirement d'un jugement; séparation incomplète car elle dispense seulement les époux d'une part des devoirs du mariage, l'obligation de vivre ensemble. [...] Elle est [...] compatible avec les positions de l'Église catholique sur l'indissolubilité du mariage, puisqu'elle laisse subsister le lien matrimonial¹⁴.

Malgré cette apparence de continuité dans les moeurs conjugales, une tendance est irréversiblement enclenchée. Depuis la Révolution tranquille, la montée incessante des

¹⁴ V. Steininger, *Peut-on dissoudre le mariage?*, Paris, Cerf, 1968, p.108.

revendications féminines et la révolution sexuelle en cours provoquent une vague dont la crête commence à pointer: à partir des années soixante, le nombre de divorces parlementaires va lentement mais progressivement augmenter jusqu'en 1968. Cette croissance devient si lourde qu'en 1963, le Parlement relègue au Sénat le pouvoir de dissoudre les mariages¹⁵. En 1967, le Sénat proclamait 727 divorces en faveur de couples québécois.

Cette progression montre bien que les évolutions législatives ne sont habituellement pas instigatrices des changements culturels mais au contraire en découlent. Pourtant, pressentant bien l'éventuelle controverse qui surgirait autour de la question, Québec hésite à demander une nouvelle législation en matière de divorce. C'est donc suite à une initiative du gouvernement fédéral que le Comité spécial mixte chargé d'enquêter sur le divorce au Canada sera mis sur pied le 15 mars 1966; dans son *Rapport sur le divorce*, il conclut entre autres que l'État fédéral doit chercher à suivre l'évolution des sociétés québécoise et terre-neuvienne plutôt que de tenter de maintenir ces dernières dans un cadre juridique révolu: «L'acceptation des vœux du Comité élargirait l'éventail des motifs de dissolution du mariage, pour répondre aux besoins de la société moderne¹⁶». Si elle résulte souvent de l'action menée par une part significative de la société, la libéralisation du divorce entraîne ensuite une autre fraction de la population à en profiter sans en avoir fait

¹⁵ Comité spécial mixte, p.38.

¹⁶ Comité spécial mixte, p.43.

la promotion. L'opinion publique en 1968 est moins fragmentée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il y a d'abord les citoyens qui n'osent contrevenir à la loi existante ni même la contester. Ainsi des couples mal assortis attendent en silence et espèrent l'avènement d'une loi plus libérale qui, à court terme, leur permettrait de divorcer et, à long terme, apporterait un relâchement de la réprobation communautaire à leur endroit. Le noyau dur, c'est la *majorité silencieuse*, formée de couples qui ne souhaitent pas particulièrement une légalisation du divorce mais ne s'opposeraient pas au changement ou y consentiraient indirectement par leur indifférence.

Voilà qui explique que l'État n'ait pas soulevé de débat en instituant, le 2 juillet 1968, des cours provinciales de divorce (divorce législatif). Bien que formulée différemment, la loi officielle¹⁷ de 1968 s'inspire essentiellement du *Rapport sur le divorce* rédigé par le Comité spécial mixte chargé d'enquêter sur le divorce au Canada. Divorcer est désormais accessible, bien qu'il faille respecter certaines conditions d'éligibilité. Si l'État se conformait jadis à la proscription catholique en matière de divorce, il estime maintenant qu'une majorité de Québécois acceptent la notion de divorce: «Lorsqu'un mariage échoue, ce n'est pas rendre service à la société non plus qu'aux conjoints eux-mêmes que de préserver les apparences juridiques d'une réalité qui n'existe plus¹⁸». La loi

¹⁷ Voir en annexe un extrait de la loi de 1968 concernant les motifs admissibles.

¹⁸ Comité spécial mixte, p.97.

divorciaire permet désormais aux Québécois et aux Terre-Neuviens d'avoir les mêmes opportunités que le reste des Canadiens en matière de divorce; les gouvernements des huit autres provinces canadiennes, de même que ceux du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, possédaient déjà le pouvoir d'accorder des divorces.

La loi de 1968 n'autorise toutefois un divorce que s'il repose sur «une faute ou un délit» commis par l'un des conjoints envers l'autre. Un motif de non-cohabitation est également ajouté. Au total, trois causes principales pourront désormais justifier une action en divorce:

- 1) **L'échec du mariage:** lorsque l'un des deux conjoints a commis une faute ou un crime (manqué à ses obligations) envers l'autre conjoint.
- 2) **L'absence de cohabitation pendant 3 ans:** due à la volonté d'une ou des deux parties, à une maladie incurable ou à l'emprisonnement.
- 3) **La non-consommation pendant l'union.**

Le législateur adopte donc un principe plus individualisé, celui du divorce-sanction (divorce juridique), où l'autre conjoint fait légalement dissoudre un mariage jugé néfaste à la fois pour lui-même et pour la société; et l'on fait disparaître le principe du divorce-remède (divorce parlementaire), où c'était l'État qui annulait un mariage jugé néfaste pour la société. L'esprit de la loi vise toujours cependant le renforcement de l'institution familiale et cherche à exclure de leur famille les conjoints qui nuisent gravement au fonctionnement de

cette dernière; il vaut mieux, selon le législateur, que le nombre de divorces augmente plutôt que celui des séparations de fait suivies de concubinage. La légalisation projetée reste néanmoins restrictive, recherchant une sorte de renforcement de l'institution matrimoniale: «Il ne faudrait pas faciliter le divorce au point que les conjoints ne seraient plus encouragés à surmonter leurs difficultés temporaires et à travailler au succès de leur mariage¹⁹». Il est bien précisé que la procédure juridique ne doit en rien constituer une entrave aux possibilités d'une réconciliation entre les époux. Plusieurs apprécieront la nouvelle loi dans laquelle un motif (absence de cohabitation pendant 3 ans) élimine la nécessité d'une procédure accusatoire entre les conjoints²⁰. On estime dans les circonstances que la loi divorciaire de 1968 constitue un compromis satisfaisant entre la stabilité du mariage et la dignité de la personne.

La loi élargit la gamme des motifs admissibles par lesquels on recourait auparavant au divorce parlementaire. La cruauté physique ou mentale est reconnue civilement comme une faute de l'un des conjoints; auparavant seule l'Église s'indignait suffisamment de cette violence pour lui octroyer une reconnaissance officielle pouvant conduire à une nullité de mariage. Quant à lui, l'État laissait dans ses registres des indications fort peu précises: «Pour constituer un motif de divorce, la cruauté doit, naturellement être marquée et, pour en déterminer l'importance, on peut s'en remettre à la

¹⁹ Comité spécial mixte, p.99.

²⁰ [Anonyme], *Statuts révisés du Canada 1970*, vol. III, chap. D-8, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, xvi-3 493 p.

sagesse et au bon sens des juges canadiens [...]»²¹. Outre la cruauté, la désertion (abandon) et l'adultère figurent au tableau des motifs admis. Comme la désertion maritale laisse notamment l'épouse et les enfants dans une situation économique de dépendance, une possibilité de divorcer pour cause de désertion permet un remariage et favorise ainsi le rétablissement de la sécurité économique de ces femmes ainsi que celle de leurs enfants. Quant à l'adultère, les femmes obtiennent enfin le droit d'invoquer ce motif afin de requérir un divorce. Dans la liste des autres motifs recevables, mentionnons les cas de maladies mentales ou physiques graves, l'emprisonnement prolongé, l'alcoolisme, la toxicomanie, la disparition de l'un des conjoints et finalement, toute situation où la possibilité de reprendre la cohabitation est jugée nulle.

L'Église ne s'opposera pas à cette légalisation (sur le plan civil) du divorce mais «[...] les lois civiles sur le mariage ne changeront en rien la loi de l'Église sur le même sujet»²². L'Église continue de promouvoir la famille, réaffirme le caractère indissoluble du mariage et favorise les mesures visant la réconciliation des conjoints. Consciente de la chute de la pratique religieuse, la Ligue des femmes catholiques du Canada convient aussi de la pertinence d'une dissociation entre référence civile et référence religieuse en matière conjugale:

²¹ Comité spécial mixte, p.13

²² [Anonyme], «Déclaration de l'épiscopat du Québec. "L'introduction du mariage civil ne change rien au mariage des chrétiens"», dans *Le Devoir*, 14/03/69, p.10.

Qu'il ne devrait plus être loisible aux personnes dont les principes religieux s'opposent au divorce sous quelque forme que ce soit d'imposer des restrictions à ceux dont les principes diffèrent à cet égard. [...] Même si nous avons des croyances en matière de mariage, nous voulons souligner qu'il n'entre pas dans nos intentions d'imposer ces croyances à toute la société canadienne par le truchement de la loi civile²³.

Ici, une étude sur l'allégeance religieuse des citoyens québécois requérant un divorce lors des premières années d'application de la loi serait certes pertinente pour connaître avec plus d'exactitude la réaction des catholiques francophones.

Bien que la loi soit entrée en vigueur le 2 juillet 1968, «[...] les effets de cette loi ne seront pas sensibles avant 1969, étant donné que seuls quelques rares cas ont été jugés en vertu de ces termes en 1968²⁴». Des couples qui ne cohabitaient plus au moment de l'entrée en vigueur de la loi vont bien sûr y recourir les premiers. On s'attendait ensuite à ce que redescende, à une moyenne normale et normative, le nombre annuel de divorces. «Par la suite, le rythme ralentira quelque peu. C'est le résultat enregistré dans les pays où on a réformé la loi du divorce²⁵». Mais cette prévision sur le Québec tirée du *Rapport sur le divorce* exécuté par le Comité spécial mixte chargé d'enquêter sur le divorce au Canada ne s'accomplit guère.

²³ Extrait de délibération cité dans loi 1968, p.98.

²⁴ Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada. Annuaire statistique*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970-1971, p.338.

²⁵ Comité spécial mixte, p.101.

Au Québec, le phénomène divorciaire s'avéra effectivement massif, mais également soutenu. Le nombre très élevé de divorces, observé lors des premières années de la loi, s'est maintenu dans les années suivantes. Alors que le nombre de divorces parlementaires s'élevait à une moyenne inférieure à 500 par année de 1960 à 1965, le nombre de divorces juridiques passe à une moyenne de 5512 par année pour la période de 1969 à 1973. Il crût jusqu'à une moyenne annuelle de 13 850 entre 1974 et 1976. Selon une étude parue dans l'*Annuaire du Canada*, l'ampleur du phénomène divorciaire ne peut se réduire à l'information quantitative des données absolues recueillies pour l'année 1968:

Une analyse plus raffinée consiste à établir un rapport entre les divorces d'une année et les cohortes de mariages dont ils sont issus, ce qui permet d'obtenir, pour une année donnée, la proportion des mariages qui seraient éventuellement dissous par divorce si les conditions de cette année-là se maintenaient indéfiniment²⁶.

Encore là, ce genre d'analyses s'avère effectivement exact mais il ne concerne que la courte période ayant servi à l'échantillonnage; une société en pleine mutation culturelle agit considérablement sur la précision d'un tel calcul et, finalement, laisse entrevoir peu de perspectives fiables. Voilà qui explique sans doute la prévision erronée sur le Québec énoncée dans le document préparant la venue de la loi. En regard de la prévision statistique, une mutation culturelle demeure un phénomène d'ensemble imprévisible pour lequel l'application rétroactive d'une

²⁶ Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada. Annuaire statistique*, 1973, p.215.

méthode empirique reste encore le procédé qui fournit la plus grande exactitude.

Quand on parle du nombre élevé de divorces pour les premières années d'application de la loi, faut-il également spécifier qu'il veut révéler la croissance du phénomène au Québec car, comparativement aux provinces anglophones voisines, le nombre absolu de divorces au Québec reste relativement modeste (voir tableau I et figure I).

Même si, à prime abord, le divorce semble offrir une meilleure opportunité aux épouses malheureuses, le nombre élevé de ruptures légales, lors des premières années qui suivirent sa légalisation, va révéler que «les inégalités économiques entre époux [...] propulsent des milliers de femmes vers la pauvreté avec leurs enfants²⁷». Les études montrent en effet que le divorce entraîne l'épouse et les enfants vers une situation économique précaire alors que celle des hommes s'en trouve améliorée; et lorsque la condition de la femme se renforce à la suite d'un divorce, cela reste en grande partie imputable à la collaboration extérieure de proches parents²⁸.

²⁷ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p.528.

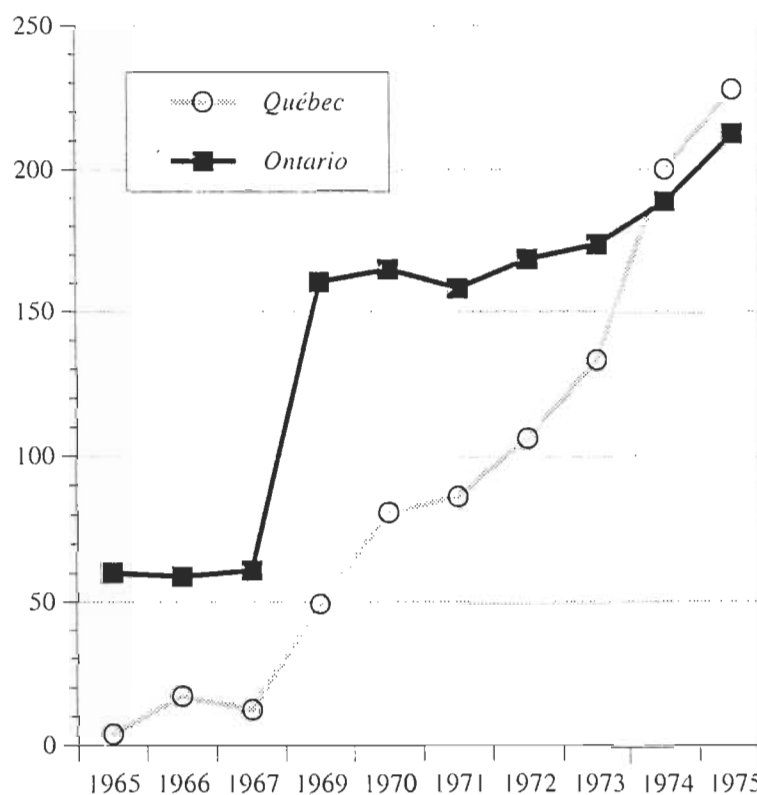
²⁸ Johanne Charbonneau, «L'aide familiale après une rupture conjugale: une question d'autonomie et de dépendance. Étude comparée entre la France et le Québec», dans Gilles Pronovost, dir., *Comprendre la famille. Actes du 1^{er} Symposium québécois de recherche sur la famille* (Trois-Rivières, 24-25 octobre 1991), Sillery, PUQ, 1992, p.551.

TABLEAU I
NOMBRE DE DIVORCES AU QUÉBEC ET PROVINCES VOISINES:
1969-1975

	Terre- Neuve	Nouvelle- Écosse	Île-du- Prince- Édouard	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
1969	103	791	102	347	2947	11845
1970	140	823	65	386	4865	12451
1971	150	721	61	482	5201	12205
1972	177	927	65	466	6421	13183
1973	224	1249	54	574	8091	13781
1974	301	1591	96	755	12272	15277
1975	380	1597	75	758	14093	17485

Source: Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada. Annuaire statistique*, 1973, 1978-79.

FIGURE I
TAUX DE DIVORCE POUR 100 000 HABITANTS: 1965-1975



Sources: Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada. Annuaire statistique*, 1965-1980.

La loi de 1968 exige une procédure accusatoire à laquelle, semble-t-il, plus d'épouses que de maris semblent pouvoir répondre. La femme ayant souvent plus de motifs pour imputer une faute légale à son mari que l'inverse, c'est elle qui porte le plus souvent l'action en divorce et cette proportion augmente considérablement au début de années soixante-dix (voir tableau II). Alors que les hommes qui demandent le divorce le font d'ordinaire pour rejoindre une autre compagne, les femmes s'y résolvent quant à elles principalement pour sortir d'une situation conjugale devenue intolérable.

TABLEAU II
SEXE DU DEMANDEUR EN DIVORCE: 1971-1974

	1971		1972		1973		1974	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T.-Neuve	62	88	61	116	84	140	90	211
Î-P-E.	10	51	23	42	20	34	36	60
Nouvelle-Écosse	277	444	325	602	429	820	517	1074
Nouveau-Brunswick	183	299	182	284	189	385	295	460
Québec	2250	2951	2504	3917	3055	5036	3723	8549
Ontario	4559	7646	4823	8360	5087	8694	5747	9530

Source: Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada. Annuaire statistique*, 1976-77.

Dans la même année 1968, l'État québécois institue aussi le mariage civil²⁹ dans le but, entre autres, de favoriser le remariage des gens divorcés qui n'auront pas droit à un second mariage religieux. Le législateur espère d'abord que ces remariages amélioreront les conditions de vie des enfants du divorce et celles de leur mère en ramenant un pourvoyeur au foyer; l'État souhaite également que le remariage des divorcés réduise les dépenses gouvernementales liées à l'assistance des familles monoparentales.

«C'est en 1969 qu'on voit apparaître les premiers groupes féministes³⁰». Le mécontentement des femmes s'est suffisamment répandu pour déboucher sur un mouvement concerté et orienté vers la revendication. Le féminisme justifie sa légitimité par la subordination sociale et juridique des femmes, par l'absence de communication entre époux et par l'indifférence affective des hommes qui cherchent à préserver leur préséance sociale traditionnelle³¹. La forte structure religieuse souvent défavorable au droit féminin et la subordination juridique évidente des femmes, notamment des femmes au foyer,

²⁹ [Anonyme], *Statuts du Québec*, Québec, Imprimeur de la Reine, 1968, p.577.

³⁰ Diane Lamoureux, «Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe», dans Gérard Daigle et Guy Rocher, dir., *Le Québec en jeu: comprendre les grands défis*, p.702.

³¹ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p.469.

durciront le mouvement féministe québécois et feront de lui l'un des plus vigoureux de l'Occident³².

En entrant dans la décennie soixante-dix, les femmes obtiennent des gains, comme le droit de devenir jurée acquis en 1971. Cependant, juge-t-on, l'équité tarde à venir. La Révolution tranquille n'a toujours pas —les femmes s'en rendent maintenant compte— réparti équitablement les avantages entre hommes et femmes. Les femmes ne touchent en moyenne que 56% du salaire alloué aux hommes. L'élan féministe du début des années soixante-dix poursuit donc la croisade pour le droit féminin que la Révolution tranquille avait laissé tomber en cours de route: «Au début des années 70, ce n'est donc pas la famille, ni le désir d'enfants qui sont mis en cause mais les rôles sexuels stéréotypés et le mariage de type traditionnel³³». Traditionnellement, la femme a été rattachée à la sphère «domestique» (maison, enfants) et les hommes à la sphère «publique» (profession à l'extérieur). Même si la volonté d'émancipation hors du foyer gagne en popularité, notamment chez les jeunes femmes, la résistance au changement demeure très forte:

Les jugements à l'égard de celles qui continuent à s'occuper de l'extérieur de la maison après la naissance des enfants sont extrêmement sévères: leur travail est une échappatoire à leur instabilité, à leur indifférence à l'égard de leurs enfants; c'est aussi un signe de frivolité car chacun est persuadé que celles qui travaillent

³² Renée B.-Dandurand, «Le couple: les transformations de la conjugalité», dans Denise Lemieur, dir., *Familles d'aujourd'hui*, Québec, IQRC, 1990, p. 32

³³ Renée B.-Dandurand, *Le mariage en question: essai sociohistorique*, Québec, IQRC, 1988, p.111.

cherchent surtout à avoir plus d'argent pour en dépenser davantage pour leur parure [...] ³⁴.

Il faut aussi tenir compte de la difficulté rencontrée par celles qui maintiennent une activité professionnelle à l'extérieur du foyer. Elles restent malgré cela seules à assumer les tâches domestiques puisque plusieurs maris préfèrent conserver leurs acquis, rejettent la proposition égalitariste et refusent de changer. Même après un divorce, ces maris, affirme-t-on, tiennent à conserver l'attitude que leur permettaient les rôles sexuels traditionnels et ils maintiennent en conséquence des comportements égocentriques, distants et autoritaires; ils passent plutôt d'une conjointe à une autre (jusqu'à ce qu'ils trouvent la soumission féminine recherchée) afin de conserver le même type de rapport conjugal.

Et quand des femmes auront pris conscience de cette situation, voudront la changer et [...] en auront enfin la possibilité dans un contexte social favorable à ce changement, le système matrimonial commencera à se désarticuler et le mariage, à être rompu, délaissé ou transformé ³⁵.

Avec l'avènement du divorce de masse durant les années 1970, les régimes matrimoniaux doivent être plus explicites pour ne pas congestionner le nouveau tribunal sur le divorce. S'instaure ainsi au tournant de la décennie un nouveau régime matrimonial fondé sur la société d'acquêts (loi 10). Dans le rapport présentant la loi 10, on lit:

³⁴ Colette Moreux, *Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, préface de Guy Rocher, Montréal, PUQ, 1969, p.383.

³⁵ Renée B. Dandurand, *op. cit.*, p.36.

On sait que, depuis déjà longtemps, notre régime de communauté connaît une complète désaffection et une compilation récente a même révélé que, depuis 5 ans, plus de 70% des époux québécois avaient préféré se marier sous un régime différent [de celui de la communauté de biens]³⁶.

Alors que l'absence de contrat de mariage laissait auparavant intervenir automatiquement le régime de communauté légale de biens, c'est dorénavant le régime de la société d'acquêts qui s'applique à défaut de précision contraire. La communauté de biens prévoit une répartition souvent inéquitable des avoirs du couple en cas de rupture. Quant au régime de la société d'acquêts, elle oblige la séparation en valeur égale des biens acquis au cours de l'union conjugale; les acquis antérieurs ou provenant de succession, legs ou don échapperont cependant au partage.

L'instauration du programme d'aide sociale en 1969 réorganise la répartition de la richesse collective et procure un revenu minimal aux personnes et familles moins bien nanties³⁷. Le programme d'aide sociale supplée ainsi à une série de programmes d'assistance secourant jusque-là chacun des groupes sociaux défavorisés (mères nécessiteuses, handicapés, personnes désœuvrées, etc.). L'arrivée de l'assistance sociale rend davantage possible la survie de l'épouse sans la contribution salariale du mari. Même si elles doivent toujours subir une diminution de leurs

³⁶ [Anonyme], *Lois du Québec*, chap. 77, [s.l.], Éditeur officiel du Québec, p. 531

³⁷ Paul-André Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain. Tome 2. Le Québec depuis 1930*, coll. «Boréal compact», n° 15, nouvelle édition refondue et mise à jour, Montréal, Boréal Express, 1989, p.640.

conditions de vie matérielles, les femmes aux prises avec un mari violent ou une situation jugée insupportable pourront désormais saisir cette opportunité de survivre sans lui. La création d'un service d'aide juridique en 1972 permettra encore à d'autres femmes, notamment parmi les plus démunies (le nombre d'assistés sociaux augmente de 40% en 15 ans³⁸) ou simplement victimes de la division sexuelle du travail, d'avoir financièrement accès aux procédures divorciaires.

Sur le plan familial, les femmes bénéficient d'une position privilégiée, renforcée par la division sexuelle du travail.

La femme a souvent été l'être fort de notre héritage québécois, et c'est elle qui semble aujourd'hui la mieux équipée pour affronter les temps nouveaux. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas des conditions socio-économiques où la femme est souvent en position de faiblesse, d'injustice et même de pauvreté. Nous parlons plutôt ici de ses forces psychologiques et morales, de ses forts ancrages culturels, et plus récemment sa capacité de relier le privé et le public, le quotidien et le politique³⁹.

De même sur le plan des relations filiales, le législateur doit réagir et composer avec l'irresponsabilité masculine de plus en plus perceptible à mesure que les femmes quittent le foyer et cessent par conséquent de combler les manquements masculins.

³⁸ *Ibid.*, p.641.

³⁹ Alain Deschênes et Solange Lefebvre, «L'homme en transit», dans Jacques Grand'Maison et Solange Lefebvre, dir., *Une Génération bouc-émissaire: enquête sur les baby-boomers*, coll. «Cahiers d'études pastorales», n° 12, Montréal, Fides, 1993, p.238.

Créés en 1973, le Conseil consultatif de la situation de la femme (fédéral) et le Conseil du statut de la femme (provincial) auront pour tâche d'analyser les anciennes et récentes politiques gouvernementales se rapportant au respect du droit de la femme. La faiblesse du droit de propriété ressort des différentes observations. On exige un accès égal à l'emploi, des plans de pensions et bénéfices liés à l'occupation des femmes, et une égale responsabilité sociale dans un monde qu'on prévoit de plus en plus complexe. Le Conseil consultatif —il le mentionne directement dans son rapport— cherche avant tout à attirer l'attention du public et à susciter un mouvement de sympathie à l'égard des femmes. En 1975, le Québec adopte la Charte des droits et libertés qui proclame l'égalité juridique des conjoints. Même si cette charte servira d'assises à l'abolition des lois discriminatoires, les attitudes et mentalités sexistes mettent du temps à disparaître. Des féministes s'inspirent donc de l'année de la femme (1975) pour produire un document revendicateur intitulé *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*. La publication de ce document suscitera la création de plusieurs regroupements féminins partout en province. La résignation féminine, qui cherchait à préserver la stabilité familiale et qui souvent expliquait l'absence apparente de tensions conjugales, est publiquement contestée. Les leaders féministes récupèrent et redirigent la part féminine composant l'élan d'intolérance qui avait contribué à l'avènement de la Révolution tranquille quinze ans plus tôt. Ce désir de changement investit aussi le cercle des rapports conjugaux où les maris ont jusque là profité de leur statut pour s'aménager un climat domestique souvent confortable.

Les regroupements pour l'amélioration de la condition féminine jugent donc qu'il est temps que les droits consentis sur la place publique soient respectés dans le privé⁴⁰. En effet, les maris s'accommodent fort bien du *statu quo* et ils expriment en 1978 un taux de satisfaction conjugale supérieur à celui des femmes⁴¹. En conséquence, plusieurs d'entre eux résistent autant qu'ils le peuvent devant les nouvelles aspirations féminines.

En 1976, les travaux de l'AFEAS sur la condition des femmes dans l'entreprise familiale conduisent à la fondation de l'Association des femmes collaboratrices. Celles-ci dénoncent en premier lieu les procédures à tendance accusatoire exigées par la loi, seule voie par laquelle l'épouse peut faire reconnaître son droit de propriété dans l'entreprise familiale. En conséquence, plusieurs épouses renoncent à entreprendre une confrontation juridique avec leur mari, ne voulant pas risquer de compromettre la paix du ménage, ainsi, «[...]comme leurs revendications devaient être faites [formellement] auprès de leur conjoint, plusieurs d'entre elles se montraient réticentes à réclamer certains droits⁴²». Les conflits au sujet de la propriété des biens surgissent surtout lors d'un divorce ou d'une séparation de corps⁴³. Dans un ouvrage consacré à la

⁴⁰ Collectif Clio, *op. cit.*, p.482.

⁴¹ Renée B. Dandurand, «Le couple: les transformations de la conjugalité», dans Denise Lemieux, dir., *Familles d'aujourd'hui*, p. 35.

⁴² Collectif Clio, *op. cit.*, p.519

⁴³ Pierre Ciotola, «Les principales mesures de protection économique des conjoints», dans Gilles Pronovost, dir. *Comprendre la famille*.

monoparentalité, Renée-B. Dandurand fait allusion à cette lacune de la définition du droit de propriété:

Il serait intéressant de savoir combien d'automobiles ou même de maisons, inscrites comme propriétés du conjoint uniquement, n'auraient pas été achetées sans les salaires des femmes et dont elles ont perdu jouissance après une rupture, n'en étant légalement ni propriétaires, ni copropriétaires⁴⁴.

La fondation de l'Association des femmes collaboratrices en 1980 va, la même année, concourir à la reconnaissance du salaire dû à la femme collaboratrice; celui-ci sera dorénavant cumulé aux autres dépenses de l'entreprise. Ce même droit sera officiellement reconnu par le Parlement fédéral l'année suivante. En cas de dissolution matrimoniale, la ménagère pourra aussi recevoir une «prestation compensatoire» pour le travail domestique effectué gratuitement auprès des enfants et du mari. Le travail de la ménagère est reconnu mais, dans son cas cependant, aucune évaluation financière n'est suggérée. Dans l'esprit de cette reconnaissance du travail de la femme, la prestation compensatoire est plus facilement acquise par la femme collaboratrice; la simple ménagère en reste encore souvent privée puisque la valeur de son travail reste quantitativement mal reconnue⁴⁵.

En 1977, un amendement au code civil remplace le concept de puissance paternelle par celui d'autorité

Actes du 1^{er} Symposium québécois de recherche sur la famille (Trois-Rivières, 24-25 octobre), p.193.

⁴⁴ Renée B.-Dandurand et Lise Saint-Jean, *Des Mères sans alliance*, Québec, IQRC, 1988, p.92.

⁴⁵ Pierre Ciotola, *op. cit.*, p.183.

parentale, ce qui affirme la responsabilité égale des conjoints vis-à-vis de l'éducation des enfants. Les résultantes sociales de la loi divorciaire ne sont pas étrangères à la réforme. Comme le dénote Renée B. Dandurand: «Il est vrai que le droit manifeste du père dans la famille devenait gênant devant, par exemple, l'irresponsabilité d'une majorité de pères divorcés face à leurs obligations alimentaires [...]»⁴⁶. La même année, l'État resserre son contrôle sur la famille en promulguant la Loi sur la protection de la jeunesse; l'État peut ainsi superviser des parents qui s'occupent inadéquatement de leur progéniture. Non pas que les familles soient toutes inefficaces à assumer cette fonction traditionnelle, mais le nombre grandissant d'enfants laissés à eux-mêmes sur ce plan nécessite désormais l'intervention étatique ou du moins celle de structures sociales intermédiaires. Progressivement, c'est l'État qui prend en charge la transmission des savoir-vivre en exerçant une emprise grandissante sur l'instance familiale au lieu de se fier à elle. Le processus ressemble à celui qu'a reconstitué Jacques Donzelot pour le cas français:

Enchâssée dans ce double réseau de tuteurs sociaux et techniciens, la famille apparaît comme colonisée. Il n'y a plus deux instances face à face: la famille et l'appareil, mais, autour de l'enfant, une série de cercles concentriques: le cercle familial, le cercle de techniciens, le cercle de tuteurs sociaux. Résultat paradoxal de la libéralisation de la famille, de l'émergence d'un droit de l'enfant, d'une rééquilibration du rapport

⁴⁶ Renée B.-Dandurand, «Peut-on encore définir la famille?», dans Fernand Dumont, dir., *La Société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC, 1990, p.56.

homme-femme: plus ces droits sont proclamés,
plus se resserre autour de la famille pauvre
l'étau d'une puissance tutélaire⁴⁷.

L'amendement au code civil de 1977 répond également aux nouvelles exigences féminines: si les femmes se contentaient assez facilement d'un bon pourvoyeur au début des années soixante, elles revendiquent dorénavant davantage de collaboration notamment auprès des enfants et dans l'exécution des travaux domestiques.

La montée de la sensibilisation à la condition féminine dans la dernière moitié de la décennie soixante-dix est fulgurante; elle permettra de plus en plus à des femmes violentées de quitter leur conjoint. Des «refuges» existaient bien auparavant, tenus la plupart du temps par des communautés religieuses; on y accueillait les femmes violentées mais le divorce ou la fuite restaient souvent imprescriptibles compte tenu du contexte culturel et ce, même dans les cas de cruauté physique. En référant au bien de leurs enfants, on incitait les femmes battues au moindre mal: c'est-à-dire à la prière et au pardon. Mais les responsables des nouveaux refuges qui s'instaurent à la fin des années soixante-dix adoptent une approche différente: «On ne vise plus à maintenir à tout prix l'unité d'une famille, mais on privilégie davantage un support aux femmes en tant que personnes ayant un droit fondamental à vivre avec leurs enfants dans un contexte non violent⁴⁸».

⁴⁷ Jacques Donzelot, *La Police des familles*, coll. «Critique», Paris, Éditions de Minuit, 1977, p.97.

⁴⁸ Collectif Clio, *op. cit.*, p.554.

Malgré le fait que plusieurs épouses aient rejoint le marché du travail pendant la décennie 1970, les femmes continueront d'assumer seules les tâches domestiques. En clair, la ménagère seconde désormais le pourvoyeur en participant financièrement aux charges du ménage, bien que celui-ci ne l'assiste pas encore dans l'exécution des tâches féminines traditionnelles. Sur le plan divorciaire, le législateur ne peut contourner une donnée aussi significative de la famille québécoise. Paradoxalement, bien que la famille soit toujours sous la responsabilité paternelle (autorité maritale abolie en 1964 et autorité paternelle abolie en 1977) pendant cette période, c'est pourtant à la mère qu'on assigne généralement la garde des enfants (dans 5 cas sur 6)⁴⁹. Les hommes y trouvent leur compte et fréquemment, ils usent de leur préséance sociale pour déléguer plutôt que pour s'approprier la garde des enfants. L'inhabileté et l'indifférence masculines vis-à-vis des tâches ménagères rajoutées à la doctrine de l'âge tendre –selon laquelle la présence de la mère est essentielle à l'enfant en bas âge– vont favoriser le choix de la mère pour la garde des enfants. Au début des années quatre-vingt, la condition juridique et sociale des femmes s'est ainsi considérablement améliorée tandis qu'on parle au contraire d'une crise de la masculinité⁵⁰ et ce, même chez les hommes qui souhaitent entrer dans un partenariat égalitaire. La satisfaction des deux conjoints devient de plus en plus nécessaire à la préservation du lien conjugal.

⁴⁹ Renée B.-Dandurand et Lise Saint-Jean, *Des Mères sans alliance*, p. 273.

⁵⁰ Guy Corneau, *Père manquant, fils manqué*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1989, 183 p.

La construction théorique du modèle imperfectible du «nouvel homme moderne» culminera dans cette figure stéréotypée qu'est celle de «l'homme rose», dans laquelle sont parfois inversés les rôles attribués traditionnellement dans le modèle ménagère-pourvoyeur⁵¹.

Dès le début de la décennie quatre-vingt, la législature provinciale reformule certaines notions inhérentes aux droits de la famille: en plus de réaffirmer l'égale responsabilité des deux parents à l'endroit des enfants, la réforme de la loi 89 proclame l'égalité des époux dans leurs obligations l'un envers l'autre. Autres apports de la réforme: les femmes gardent désormais leur nom de famille à la naissance et peuvent le transmettre à leurs enfants; on abolit la distinction entre enfant légitime et illégitime; on permet le huis-clos lors des procédures judiciaires en matière familiale pour faciliter les dénonciations; on apporte des améliorations à la perception des pensions alimentaires; et on instaure enfin, en cas de séparation de corps ou divorce, une prestation compensatoire qui permettra à l'épouse ayant contribué à enrichir le patrimoine familial d'obtenir du tribunal une compensation. Cette dernière modification découle principalement des droits antérieurement obtenus par les femmes collaboratrices et dont étaient encore privée —nous l'avons précédemment mentionné— la simple ménagère. Chacun des conjoints devient donc responsable des dettes du ménage, de même qu'il doit veiller à la bonne condition morale et matérielle de la

⁵¹ Expression de Renée B. Dandurand mentionnée dans «Le couple: les transformations de la conjugalité», dans Denise Lemieux, dir., *Familles d'aujourd'hui*, p.25.

famille. De plus, l'épouse peut désormais s'impliquer dans le choix de l'emplacement de la résidence familiale; elle n'est plus strictement tenue de suivre le mari. Si, avec la loi 89, le mariage n'entraîne dorénavant plus cette perte de droits et d'autonomie juridique que subissait auparavant la femme qui se mariait, celle-ci perd pourtant quelques acquis sur d'autres plans. En effet, en alléguant notamment la nouvelle responsabilité de l'épouse à l'égard des dettes (du couple) contractées seulement par le mari, on craint que, dans les faits, le nouveau partage de la responsabilité de pourvoir à la famille nuise à certaines ménagères, forcées dorénavant de travailler à l'extérieur en assumant toujours seules les tâches domestiques.

La loi 89, mise en vigueur (en partie seulement) le 2 avril 1981, s'avère en fait une réaction législative à la croissance d'une situation de pauvreté constatée chez les enfants, de plus en plus nombreux, vivant dans des familles monoparentales:

Ainsi, au moment de la séparation, presque toutes se retrouveront sans épargne. Ce sont néanmoins les femmes qui, deux fois sur trois, prennent l'initiative de briser le lien conjugal; et quand les hommes s'en chargent, c'est presque toujours pour amorcer une nouvelle union, la présence d'une autre femme étant le motif principal de la rupture pour eux⁵².

Ainsi quand il s'agit des motifs de rupture, les mêmes différences entre hommes et femmes subsistent plus d'une décennie après la légalisation du divorce. Comme nous y faisons allusion plus tôt, en pratique, les responsabilités

⁵² Renée B.-Dandurand, *op. cit.*, p.33.

familiales incombent davantage aux femmes; celles-ci mettent également plus de temps et d'énergie à élever les enfants qu'elles n'en concèdent à leur vie amoureuse. Le taux de remariage des femmes se trouve donc plus bas, plusieurs d'entre elles étant mères⁵³, tandis que les hommes, ayant en général moins de responsabilités à assumer envers les enfants d'un premier mariage, se trouvent plus disponibles pour en contracter un nouveau. Bien que le féminisme revendicateur se soit atténué au début des années quatre-vingt, les associations féminines ont tout de même proliféré et continué à exercer des pressions politiques afin que la subordination juridique et sociale des femmes disparaisse totalement.

En 1982, l'Assemblée nationale reconnaît la séparation de corps par consentement mutuel. Le projet de loi 18 vise à assurer l'application de la réforme du droit de la famille de deux façons: en incorporant au *Code de procédures civiles* des règles visant à régir les litiges familiaux et en modifiant diverses lois pour y éliminer les inégalités entre conjoints ou entre enfants. Il faut noter que tant les règles du Code civil que celles du Code de procédures peuvent dorénavant être appliquées par les tribunaux alors compétents à se prononcer en matière familiale, tout en respectant l'absence de compétence du Québec à légiférer en matière de divorce. Les mentions que le Code de procédures contenait à ce propos s'inscrivaient dans la lignée du Code

⁵³ Louis Duchesne et Laurent Roy, «Les changements dans les modes de vie conjugale et leur incidence sur la fécondité», dans Québec, Bureau de la statistique du Québec, *Démographie québécoise: passé présent, perspectives*, Montréal, Bureau de la statistique du Québec, 1983, p.169.

civil du Québec, mais elles étaient inopérantes tant que subsistait la loi sur le divorce et tant que les tribunaux supérieurs ou le gouvernement fédéral resteraient seuls compétents à édicter des règles de procédure en cette matière.

En 1985, le gouvernement fédéral évacue finalement la notion de faute jusqu'alors nécessaire à la plupart des actions en divorce. Pour ce faire, on facilite le recours au seul motif sans faute utilisé jusque-là, soit la non-cohabitation dont la durée exigée passe de trois à une seule année⁵⁴. L'échec du mariage est ainsi décrété par un juge lorsque celui-ci constate que les époux ont vécu séparément pendant au moins un an avant le prononcé de la décision sur l'action en divorce et vivaient séparément à la date d'introduction de l'instance. La période de non-cohabitation d'un an est considérée comme minimale afin d'éprouver le sérieux des requêtes présentées. Même lorsqu'une faute est présente et qu'elle provoque la rupture conjugale, il n'est plus nécessaire aux époux de l'alléguer; le motif de non-cohabitation garde au secret l'histoire du couple. L'ancienne loi de 1968 pénalisait les conjoints intègres qui, refusant de commettre (ou d'avouer) délibérément un délit pour obtenir un divorce, restaient prisonniers l'un de l'autre pendant trois ans tandis qu'elle incitait au mensonge les conjoints moins embarrassés du fait de se parjurer sous serment. Dorénavant, le principe du divorce-sanction est sauvegardé (pour adultère, cruauté, ou

⁵⁴ Voir en annexe un extrait de la loi de 1985 concernant les motifs admissibles.

autres délits) mais la simple volonté mutuelle des deux époux suffit également pour obtenir la proclamation d'un divorce. Fait nouveau et jugé d'un grand libéralisme pour certains conservateurs, la demande de divorce peut être également déposée par un seul des deux époux, même en l'absence de faute. La volonté d'un seul des conjoints suffit pour obtenir un divorce ou, comme le dénonceront certains, pour briser une famille. Même en n'ayant aucun reproche à formuler, l'un des conjoints peut quitter l'autre spontanément et présenter une demande après douze mois de non-cohabitation. La Conférence des évêques canadiens estime alors que le contrat matrimonial n'engage plus les conjoints envers la société. Le mariage est désormais moins un contrat social qu'un contrat privé, ce à quoi s'oppose les évêques catholiques canadiens: «[...] nous ne pouvons accepter aucune proposition de réforme qui considérerait le mariage uniquement comme un contrat privé que deux particuliers peuvent résilier à leur gré⁵⁵». Mais l'influence de l'Église est moins considérable en 1985 et, pour calmer les opposants à la loi de 1985, le législateur insistera seulement sur l'ouverture à la réconciliation que doivent favoriser juges et avocats pendant toute la durée de la démarche divorciaire.

La situation matrimoniale des Québécois au milieu des années 1980 a sans doute provoqué cette modification majeure de la loi divorciaire. La loi de 1968 paraît désuète quand

⁵⁵ Conférence des évêques catholiques du Canada, *Mémoire au Comité permanent de la justice et des questions juridiques de la Chambre des communes sur le projet de loi C-47: loi concernant le divorce et les mesures accessoires, présenté par la Conférence des évêques catholiques du Canada (C.E.C.C.), [s.l.n.é.], 1985, p.2.*

on apprend que le motif de non-cohabitation pendant 3 ans —seul motif de la loi 68 qui n'impute aucune faute à l'un ou l'autre des conjoints— s'avère largement invoqué (36,5%)⁵⁶ dans les requêtes de divorce. Bien que la loi de 1968 criminalise toute coalition entre les époux en vue d'obtenir un divorce, il faut présumer que plusieurs couples s'entendaient pour mettre fin à leur union.

Les données statistiques concernant les couples divorcés témoignent souvent davantage de l'évolution des mœurs conjugales que de la législation qui les encadre. Les données en croissance (voir tableau III), particulièrement, révèlent les éventuelles nécessités d'ajustement ou de resserrement législatif à opérer. Le gouvernement québécois aura ici choisi l'ajustement, présumant sans doute inopérable un retour en arrière par une loi coercitive.

La législation divorciaire au Québec aura donc suivi la même trajectoire que celle observée dans d'autres populations catholiques. Seule l'Irlande fait toujours exception; le divorce y est toujours proscrit au milieu des années quatre-vingt-dix. Mais en Espagne, en Italie et au Portugal, la révolution sexuelle aura eu raison des résistances. La particularité québécoise tient à la vitesse de la sécularisation dans une société où le catholicisme et la tutelle cléricale ont maintenu leur influence sur la législation civile relativement plus longtemps que dans la

⁵⁶ Renée B.-Dandurand et Lise Saint-Jean, *Des Mères sans alliance*, p.113.

majorité des pays occidentaux. Le fait français et la coupure culturelle avec le reste de l'Amérique du Nord expliquent cette ténacité des Québécois à se référer à l'Église catholique pour préserver leur distinction culturelle. Cela explique également et en grande partie la lenteur avec laquelle débute la sécularisation et la rapidité avec laquelle elle s'accomplit par la suite. C'est qu'il faut rapidement se remettre à jour face au mouvement occidental auquel les nouvelles générations du Québec commencent, surtout à partir des années soixante, à s'identifier.

TABLEAU III
L'AUGMENTATION DES DIVORCES AU QUÉBEC: 1960-1985

	Nombre annuel	Taux/100000
1960	481	9,4
1961	348	6,6
1962	Aucune donnée	—
1963	491	9,0
1964	844	15,0
1965	226	4,0
1966	988	17,1
1967	727	10,2
1969	2950	49,2
1970	4872	80,9
1971	5203	86,3
1972	6426	106,1
1973	8112	133,1
1974	12272	200,1
1975	14093	227,80
1976	15186	243,60
1977	14501	230,80
1978	14856	236,60
1979	14379	228,8
1980	13899	220,2
1981	19193	298,1
1982	18579	286,6
1983	17365	266,3
1984	16845	257,2
1985	15814	240,3

Sources: Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada*.
Annuaire statistique, 1960-1988.

Par la première législation, avant tout restrictive, on cherche fondamentalement à renforcer la famille en la dépouillant des individus qui nuisent à son fonctionnement. La loi de 1968 au Québec veut ainsi seconder les familles qui fonctionneraient mieux avec un seul des conjoints en la déchargeant conséquemment de celui qui s'avère un fardeau plutôt qu'un soutien. Survient en 1985 ce qu'on a appelé le divorce sans faute. Cette deuxième réforme majeure de la loi divorciaire au Québec est essentiellement individualiste. Elle fait du mariage un contrat privé, passablement déchargé de sa valeur d'engagement social. La loi de 1985 donne désormais libre accès au divorce à toute personne qui le désire et qui ne cohabite plus avec son conjoint depuis au moins douze mois. Élément paradoxal des lois divorciaires, de mêmes arguments généraux sont allégués en 1968 pour maintenir certaines restrictions et pour les supprimer en 1985; la notion du bien des enfants et celle du bien pour la société figurent au nombre de ces justifications redondantes.

Et c'est sans doute en concluant sur l'évolution législative de la situation divorciaires que la vitesse des changements peut s'avérer la plus flagrante: en quelque 17 ans au Québec, on sera passé d'une interdiction à peu près totale de divorcer au divorce sur demande.

CHAPITRE II

LE COURRIER D'UN QUOTIDIEN:

LE NOUVELLISTE

Dépouillé en regard d'une étude portant sur le phénomène divorciaire au Québec depuis la Révolution tranquille, le courrier représente un indicateur culturel de première ligne où les incertitudes, les interrogations et les débats viennent témoigner des mutations culturelles en cours. Ils permettent de cerner les conflits de valeurs que l'analyse statistique permet bien sûr de conjecturer mais sans jamais révéler les itinéraires personnels et le vécu qu'ils comportent. Le courrier du coeur permet aussi de corriger la surpondération de la matérialité dans le processus de transformation culturelle. «Il est impossible d'expliquer les transformations du comportement conjugal par des raisons purement économiques. Il faut nécessairement chercher l'explication du côté d'une transformation des mentalités¹». Aux tendances décelées par les séries statistiques, les courriers du coeur ajoutent les témoignages des acteurs les moins scolarisés. Dans les courriers, des opinions rivales se confrontent et le conflit de générations suscite parfois des échanges nourris et passionnés. Jeunes ou aînés cherchent alors à obtenir l'approbation de cette autorité arbitrale fréquemment conférée à la courriériste.

¹ Jean-Louis Flandrin, *Familles: parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, [s.l.], Hachette, 1976, p.227.

Basé sur la correspondance du courrier du coeur publié dans le quotidien *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, ce travail a pour but d'analyser l'évolution des attitudes et des sentiments à partir de trois années-échantillons choisies et étalées sur une période de 15 ans, soit les années 1968 et 1975 (courrier de «Mamie»), puis l'année 1983 (courrier «Chère Louise»). D'abord, 1968 constitue l'année d'implantation du divorce législatif, première loi rendant financièrement accessible un recours en divorce au Québec. Les années 1975 et 1983 permettront ensuite d'observer, à partir d'un média à rayonnement régional, la transformation culturelle agissant au centre du Québec habité.

Le «Courrier de Mamie» (1968)

La Révolution tranquille ne transforme pas les moeurs québécoises au même rythme en province que dans la région métropolitaine de Montréal. En 1968, la Mauricie reste fortement imprégnée par le catholicisme. Les cas de séparation, même ceux autorisés par le clergé, font souvent l'objet de réprobation sociale, surtout en milieu rural où les conjoints vivent rarement anonymement dans leur communauté. En témoigne ce cas d'une lectrice qui demande à la courriériste si elle a bien fait d'inviter sa belle-soeur en instance de séparation à l'occasion des Fêtes. La réponse de Mamie affiche une certaine réticence: «[...] je ne vous désapprouve pas d'avoir invité votre belle-soeur, à cause de ses enfants²». La courriériste suggère ensuite de ne l'inviter qu'une fois par année, aux Fêtes, «et elle

² «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 12/01/68.

devrait se rendre compte qu'elle n'est pas bien accueillie par le reste de la famille³». Mamie, soucieuse d'épargner à sa communauté de mauvais exemples parfois jugés incitatifs, exhorte même à une certaine mise à l'écart des personnes séparées: «Ayez des gentilles pour leurs enfants, mais ne vous occupez pas trop d'eux. [...] Ce n'est pas à nous de les juger, mais nous ne devons pas avoir l'air de les approuver». L'intolérance sociale qui entoure les dissolutions matrimoniales montre l'importance du contrôle exercé par la communauté ambiante de même que l'intériorisation, ou du moins la soumission à l'idéal catholique.

Insatisfaction conjugale

En 1968, les couples trifluviens en instance de séparation subissent la sanction populaire. Face aux valeurs communes, les conjoints malheureux n'ont souvent d'autre choix que d'assumer les difficultés conjugales, faute de pouvoir s'y soustraire à moindre dommage. C'est pourquoi les mariages insatisfaisants font l'objet de plusieurs demandes d'aide presque exclusivement sollicitées par des femmes (plus de 90% du courrier publié). À une lectrice qui se plaint ici de l'égoïsme de son mari, cas typique de la correspondance féminine de 1968, la courriériste conseille la tolérance: «Souriez, montrez-vous aimable plutôt que de le gronder et de vous plaindre. Les

³ Dans les deux chapitres consacrés à l'étude de courriers du coeur, certaines notes de bas de pages seront parfois sous-entendues pour faciliter la référence. Les extraits de journaux pour lesquels ne figurera aucun renvoi référeront au dernier extrait pour lequel un renvoi est spécifié.

choses iront mieux si vous suivez cette ligne de conduite⁴». Cet avis de Mamie, comme plusieurs autres, laisse clairement entendre que c'est à l'épouse d'assumer la responsabilité de l'entente conjugale car «on change difficilement un homme fait. La seule personne que vous pouvez changer c'est vous-même⁵». En terminant sa longue réponse à cette dernière correspondante, la courriériste ajoute même quelques reproches: «vos constantes récriminations peuvent faire tort à votre ménage. Cessez de vous plaindre et de le critiquer». Alors que plusieurs maris maintiennent un réseau de sociabilité hors du foyer, l'épouse y demeure presque constamment, accablée le jour comme le soir par le soin aux enfants et par les tâches domestiques. Comme soutien moral, elle n'a plus qu'à s'encourager du fait que son sacrifice aide ses enfants et son mari à prospérer. Les sorties et dépenses restaient constamment à remiminaliser pour la femme au foyer. L'abnégation maternelle et le dévouement à la famille ne permettait guère quelque concession à la beauté corporelle, aux sorties officielles hors du cercle de la parenté ou des amis, encore moins à ces «folleries de catalogue» dont seule la femme profite. Pour les épouses, les dépenses exclusivement personnelles s'avéraient d'un superflu dangereux, menaçant la survivance d'une famille où ne parvenait dans la plupart des cas qu'un seul revenu. Une autre lectrice éprouve quant à elle des difficultés avec un mari qui «colle encore les jupes de sa mère⁶». La

⁴ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 29/01/68.

⁵ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 01/10/68.

⁶ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 31/01/68.

courriériste renvoie encore sa lectrice à elle-même: «Dans la vie il faut bien supporter ce qu'on ne peut changer. La seule personne qu'on peut changer c'est soi-même. Essayez d'être douce et compréhensive afin de dialoguer avec votre mari». Dans une autre situation pénible où cette fois le mari est alcoolique, des remontrances impératives de la courriériste reportent toute la responsabilité de l'harmonie conjugale sur la lectrice: «Mais il était comme ça quand vous l'avez épousé. Il vous faut l'accepter maintenant⁷». La malheureuse ne recevra aucun appui moral pour revendiquer le changement comportemental du mari. L'épouse doit plutôt se résigner à une diplomatie sans pouvoir: «Cela vous donnerait l'occasion d'engager le dialogue avec lui, sans vous plaindre, sans lui faire de reproche». Cette suggestion du dialogue est souvent accompagnée d'une valorisation du conjoint; la moindre qualité du mari, s'il en est, est alors mise en évidence par la courriériste: «il y a cependant un bon côté au caractère de votre mari: il est travailleur et il vous fait vivre. Ce que beaucoup d'alcooliques ne font pas⁸». Les comparaisons avantageuses constituent certes un argument majeur de la courriériste visant l'acceptation du conjoint malgré les défauts reprochés. Elle recommande ainsi à ses lectrices d'améliorer et d'apprécier leur situation conjugale.

Wilhelm Reich, dans *La Révolution sexuelle*, avance une explication pertinente à ce sujet:

⁷ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 24/01/68.

⁸ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 09/08/68.

On rencontre sans cesse des femmes qui, malgré leur excellente compréhension intellectuelle des choses, sont incapables de se séparer d'un homme qu'elles n'aiment plus et qui en repoussent l'idée à l'aide de toutes sortes d'arguments ridicules. La véritable raison, inconsciente, peut se formuler ainsi: «Ma mère a supporté son horrible mariage toute sa vie, je dois donc pouvoir en faire autant moi aussi». C'est le plus souvent cette identification à la mère monogame et fidèle qui est le facteur d'inhibition le plus agissant⁹.

L'affirmation de Reich nous aide donc à comprendre pourquoi l'argumentation comparative, à laquelle Mamie recourt fréquemment, s'avère encore dissuasive à la fin des années soixante. Cette relativisation d'une situation matrimoniale problématique produit un effet anihilant sur le mécontentement de l'épouse et suscite la culpabilité chez celles qui seraient tentées de quitter leur mari tandis que tant d'autres «endurent pour le bien de leurs enfants».

Dans les cas plus lourds, la courriériste troque toutefois le ton impératif pour celui de la consolation. Elle s'efforce d'atténuer l'ampleur du conflit, en euphémisant le ton alarmiste de lectrices souvent désabusées. Une épouse déprimée par l'indifférence affective d'un mari, par surcroît vulgaire et grossier, fait désespérément appel à Mamie; la courriériste tente de la consoler en la convainquant de la banalité de sa situation: «Sachez aussi que les maris qui apprécient leur femme sont très rares. Quand ils ont tout ce qu'il faut ils ne pensent

⁹ Wilhelm Reich, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*, Paris, C. Bourgeois, 1982, p.202.

pas à dire des choses aimables et gentilles à leur femme¹⁰». Le dialogue, le bien des enfants, le lien sacramentel viennent aussi justifier la préservation de l'union conjugale. On remarque encore que c'est à la femme d'inviter au dialogue, de supporter, ou d'endurer; la revendication de l'implication masculine dans la réussite du ménage reste absente des recommandations de Mamie. On reprendra ici les propos d'Allan Bloom décrivant ce type de relation conjugale qui expliquerait cette inconsideration de la courriériste envers la plupart des doléances féminines:

L'arrangement qui est implicite dans le mariage, même s'il n'est que conventionnel, informe ceux qui s'y engagent de ce qu'ils doivent en attendre et des satisfactions qu'ils sont censés y trouver. En simplifiant, on peut dire que la famille est une espèce d'organisme politique en miniature, où la volonté du mari représente celle de l'ensemble. La femme peut influencer sur la volonté du mari, et celle-ci est censée être déterminée par l'amour de la femme et des enfants¹¹.

Mais c'est là que survient le principal accroc du système ici décrit; le père ne déborde pas toujours d'attentions protectrices et aimantes envers sa famille. Celle-ci alors est souvent laissée à elle-même. Mamie, de qui l'on s'attendrait à ce qu'elle fasse exception à la règle dans les cas d'abus graves, reste parfois impuissante dans ces circonstances. Ici, même devant un mari qui maltraite violemment sa femme, la courriériste s'incline: «Cela ne vous sert à rien de faire mettre votre mari en prison. [...]

¹⁰ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 24/01/68.

¹¹ Allan David Bloom, *L'Âme désarmée: essai sur le déclin de la culture générale*, p.142.

Et vous ne devez pas tolérer qu'il vous frappe¹²». La courriériste semble convaincue que sa lectrice possède le pouvoir de sauvegarder l'unité familiale, tout en s'évitant les brutalités physiques; elle laisse toutefois sa lectrice à elle-même quant au moyen de concilier les deux prescriptions. Passant par-dessus nos anachronismes, on peut alors mieux comprendre les réserves de Mamie devant ce cas. Faut-il se remémorer qu'avant la loi de 1968, la cruauté physique ou mentale n'était pas toujours reconnue civilement par l'État comme un motif valable pour demander le divorce. Seule l'Église reconnaissait la cruauté physique comme motif recevable pour obtenir une séparation de corps.

Infidélité conjugale

Le cas des unions adultères fournit à la courriériste l'occasion d'explicitement sa pensée sur la question divorciaire. Pour délier des partenaires adultères qui ont habituellement développé un fort sentiment amoureux, Mamie doit recourir à toute sa puissance persuasive. Dans les aventures où l'homme est marié, la courriériste fait très peu état du statut civil de la femme qui sollicite son conseil: «Pour les unes comme pour les autres, cet amour est sans issue¹³». Dans ses vigoureuses dénonciations de ces «unions coupables», elle attribue généralement le rôle de victime à la femme alors que l'homme hérite, à coup sûr, de celui du séducteur manipulateur et mal intentionné.

¹² «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 06/03/68.

¹³ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 17/01/68.

Vous n'êtes pas la seule dans ce cas. Un grand nombre de jeunes filles adolescentes ou moins jeunes, se laissent prendre aux belles paroles d'un homme marié qui se dit malheureux en ménage et incompris de sa femme. C'est ce qu'ils disent tous.

En généralisant ainsi, la courriériste cherche à remettre en question l'authenticité d'un amour dont les lectrices sont habituellement convaincues. De plus, elle tâche de susciter un sentiment de culpabilité chez celles qui laisseraient perdurer des liaisons illégitimes alors que d'autres «ont cessé pour le bien des enfants».

Un cas d'une extrême gravité pour la courriériste reste celui des jeunes femmes célibataires, courtisées par des hommes mariés. Mamie désamorce ici l'illusion d'une jeune lectrice croyant, dans son premier amour (avec un homme marié), avoir atteint l'épanouissement de sa vie affective:

Vous dites que vous ne voudrez jamais refaire votre vie. Vous pensez comme cela aujourd'hui, mais, dans deux ou trois ans, vous penserez autrement. Il n'est aucune femme qui n'aime qu'une seule fois. Et il est rare qu'une jeune fille épouse son grand amour¹⁴.

La dernière phrase trahit peut-être le scepticisme de Mamie envers la valeur persuasive de son premier argument. La courriériste se méfie de la naïveté de sa très jeune lectrice dont les désirs affectifs peuvent être facilement comblés par les attentions intéressées du premier charmeur venu. La courriériste espère sans doute que, au pire, s'il est impossible de désillusionner la jeune fille, elle se résignera tout de même à rompre une relation qu'elle

¹⁴ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 06/03/68.

continuera d'appeler son «grand amour». En réponse à un jeune homme mal marié qui regrette sa première fiancée, la courriériste justifie la résignation de la même manière: «Mais vous seriez surpris de connaître le nombre de garçons et de filles, plus ou moins bien mariés, qui gardent une telle cicatrice et qui ont appris à vivre quand même¹⁵». Mamie retourne autoritairement le jeune homme à son épouse légitime: «Et il faut que vous cessiez de faire des comparaisons. La femme que vous avez épousée a sûrement des qualités. Appliquez-vous à faire ressortir ces qualités». Comme c'était le cas dans les problèmes conjugaux sans liaison adultère, la courriériste s'emploie d'abord à relativiser le problème dans le but d'en atténuer la gravité; elle s'efforce ensuite de valoriser le conjoint légitime. Homme ou femme, elle invite à la résignation celui ou celle qui lui écrit; mais la femme reçoit en plus la proscription générale quant à toute revendication auprès de son mari, quel qu'en soit le bien-fondé.

Si la courriériste est plus compréhensive avec les femmes qu'elle juge victimes des unions adultères, elle use d'un ton beaucoup plus sec lorsque c'est l'homme qui lui écrit. Voici un lecteur qui, comme tant d'autres, cherche à obtenir l'approbation en invoquant le caractère exceptionnel de sa situation; il ne réussit cependant pas à s'affranchir de la prescription générale: «Il faut vivre dans l'ordre, accepter les contraintes de la société et de la morale¹⁶». La marginalité, valorisée et preuve d'indépendance d'esprit

¹⁵ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 10/07/68.

¹⁶ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 22/02/68.

des sociétés pluralistes de la fin du XX^e siècle, reste un objet de mépris dans les réponses de Mamie à la fin des années soixante. Le leitmotiv «s'aimer envers et contre tous» qui boucle triomphalement certaines productions cinématographiques de l'époque ne réussit pas encore à affirmer, dans la culture québécoise, la primauté du sentiment ressenti par rapport à l'engagement solennel.

Choisir l'amour, c'est opter pour la «non socialisation». La femme objet ne peut être alors qu'une victime. Elle va contre son intérêt. Elle est son opposant; choisir la «socialisation», c'est l'assurance pour la femme objet d'être protégée par les lois de la société: c'est s'aider soi-même¹⁷.

La reconnaissance de la société reste encore pour la courriériste le fondement établi sur lequel doit se baser une relation amoureuse. Elle l'exprime d'ailleurs radicalement: «Rentrez dans l'ordre¹⁸». La courriériste incite ses lecteurs à se soumettre à la peur du scandale plutôt qu'à la défier ou l'ignorer. «On ne peut s'aimer en paix que dans l'ordre et la vérité. Pas dans l'amour interdit». La maturité s'acquiert, non dans l'affirmation, mais par le renoncement de soi en sacrifice pour une réalité supérieure. La famille, et non l'individu, constitue en 1968 le plus petit noyau indivisible autour duquel la société doit s'édifier.

Les unions adultères provoquent aussi l'utilisation copieuse d'arguments à caractère religieux, souvent sous-

¹⁷ Claude Chabrol, *Le Récit féminin*, p.37.

¹⁸ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 17/01/68.

entendus lors des cas d'insatisfaction conjugale sans liaison adultère.

Quand vous avez épousé votre mari, vous lui avez juré fidélité au pied de l'autel et vous manquez à votre serment. Je sais bien que ce n'est pas gai de passer sa vie à côté d'un mari froid et expansif, si l'on peut dire. Mais il n'y a pas que ça dans la vie¹⁹.

Mamie suggère alors de sublimer «en s'occupant d'oeuvres utiles». À une autre épouse malheureuse en ménage, elle rappelle l'indissolubilité du sacrement du mariage: «Mais vous connaissez le proverbe: Quand le vin est tiré, il faut le boire²⁰». Souvent combinés à l'argumentation religieuse, ces appels à la conformité empruntent régulièrement un ton autoritaire et expéditif; présumons que si la courriériste passe outre aux justifications, c'est sûrement qu'elle estime la population déjà bien convaincue et solidaire des préceptes affirmés.

Mais l'argument premier de la courriériste dans le cas d'unions adultères consiste à dévaloriser la crédibilité de l'époux infidèle: «Un homme qui a déjà quitté une femme peut en quitter une autre²¹». La directive est fréquemment tournée en slogan et elle vise défavorablement celui qui a déjà abandonné une épouse légitime. La courriériste récuse les unions illicites car, comme le mentionne Gilles Lipovetsky dans *Le Crépuscule du devoir*, celles-ci menacent la stabilité conjugale: «Si les amants ne se jurent plus une

19 «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 10/05/68.

20 «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 10/07/68.

21 «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 24/05/68.

"éternelle fidélité", c'est qu'en un sens ils ont intériorisé, bien que la refusant, la dure loi réaliste de l'inconstance et de la précarité du désir amoureux²²». Et c'est bien cette résignation de la vertu que Mamie cherche à combattre. À une jeune fille courtisée par un homme pourtant séparé, la courriériste assure toujours à celle-ci qu'un homme qui a déjà quitté une femme peut en quitter une autre. Des considérations morales associées à l'indissolubilité du mariage catholique orientent toujours les réponses de Mamie lorsqu'elle ajoute à cette même lectrice que «non seulement il est beaucoup plus âgé que vous mais c'est un homme marié et séparé²³». Ni la séparation légale, ni quelques décisions civiles n'affectent, aux yeux de Mamie, l'indissolubilité du mariage catholique.

Si Mamie n'autorise jamais ses lectrices à s'affranchir des interdits religieux, elle les prévient du double standard sexuel prévalant à l'époque. À un lecteur qui lui confie sa liaison avec une femme mariée, elle recommande impérativement en terminant sa longue réponse: «Ne soyez pas l'instrument du malheur de cette femme puisque vous lui voulez du bien. On pardonne l'infidélité ou la vie irrégulière d'un homme, mais on est sans pitié pour la femme²⁴». Dans un autre cas, elle confirme, sans s'y

²² Gilles Lipovetsky, *Le Crépuscule du devoir: l'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, coll. «NRF essais», Paris, Gallimard, 1992, p.71.

²³ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 24/05/68.

²⁴ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 22/02/68.

opposer, ce double standard en matière d'infidélité: «mais il en est d'autres [maris] qui, tout en étant fidèles, se laissent aller parfois, à cause des circonstances, à quelques petites infidélités dont il ne faut pas faire un drame²⁵». La nature «instinctive» de l'homme est implicitement alléguée et suffit généralement à le déculpabiliser. Par contre, l'adultère commis par la femme reste invariablement objet de scandale et de mépris.

Indices de libéralisation

Concernant cette subordination sociale de la femme, il est manifeste que la société subit une transformation significative sous les yeux de la courriériste: l'écart, qui tourne presque en contradiction, entre son opinion générale sur le rôle de la femme et ses conseils particuliers aux lectrices le démontre. Alors qu'en livrant une opinion générale, elle conseille aux femmes mariées de toujours «prendre une attitude revendicatrice et toujours parler de ses droits, de justice et d'égalité», jamais dans ses réponses particulières elle ne défiera les inégalités sexistes; elle les signale tout au plus et invite implicitement ses lectrices à les considérer comme règles du jeu plutôt que de s'y opposer. Même que, dans un commentaire sur une belle-soeur un peu trop «sorteuse», elle en appelle directement à l'autorité du mari pour régler la situation: «Mais de votre part, les conseils seraient superflus. Elle est mariée et c'est à son mari à lui faire

²⁵ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 17/10/68.

voir tout ce qu'il y a de peu convenable dans sa conduite²⁶». Le schéma de cohésion civile paraît très simple: le père obtient l'autorité (légalement reconnue jusqu'en 1964) pour diriger les membres de sa famille comme il l'entend mais, en contre-partie, il doit répondre d'eux s'ils commettent quelque infraction aux normes de la société. Évidemment, un tel encadrement social s'avère défavorable aux femmes et certaines ne réussissent à y survivre que dans un profond isolement affectif. Wilhelm Reich explique encore ici le fondement du malaise souvent ressenti par l'épouse ménagère:

Si un chien qui est enchaîné à la maison ne s'enfuit pas, personne ne le considérera pour autant comme un compagnon fidèle. Aucune personne sensée ne parlera d'amour lorsqu'un homme cohabite avec une femme qu'il achète par l'entretien qu'il lui assure ou par sa puissance sociale. Aucun homme convenable ne prendra l'amour qui n'est pas donné librement. La moralité compulsive telle qu'elle se présente dans le devoir conjugal et l'autorité familiale est la moralité d'individus peureux et impuissants qui sont incapables d'expérimenter par l'effet d'une capacité d'amour naturelle ce qu'ils essayent en vain d'obtenir grâce à l'aide de la police et des lois du mariage²⁷.

En fait, les lois civiles et matrimoniales structurent et coordonnent le double standard sexuel; le mari recourt à ces lois pour exercer la domination qu'elles lui assurent alors que les rares femmes qui s'y réfèrent cherchent plutôt à se placer sous le minimum de protection que leurs garantissent ces mêmes lois. Compte tenu de la faible participation féminine dans le travail rémunéré et, par

²⁶ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 23/02/68.

²⁷ Wilhelm Reich, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*, p.79.

conséquent, de la dépendance matérielle de l'épouse, le mariage devient une institution sociale qui protège la femme, moyennant cependant un consentement tacite et forcé vis-à-vis de sa propre subordination.

Mais reste néanmoins perceptible dans le courrier une certaine montée de la sensibilisation à la condition féminine; elle rejoint et influence suffisamment la courriériste pour que celle-ci croie bon de mettre à la page —elle ne le fera cependant que théoriquement— son discours sur la condition féminine. Pour la question du divorce, on dénotera ce même écart entre l'opinion générale et les réponses aux cas particuliers:

Pour les couples qui sont catholiques, on considère plutôt la séparation que le divorce. Mais quand les principes religieux ne sont pas en cause, je n'ai aucune objection au divorce et au remariage des conjoints qui n'ont pas pu vivre ensemble²⁸.

Plus loin, la courriériste avoue son incertitude lorsque le couple malheureux est jeune:

J'ai même une grande amie qui a divorcé et s'est remariée et, quand on connaît son histoire dans le détail, on ne pourrait pas la blâmer. Je dirais qu'en principe je suis contre le divorce mais je ne peux faire autrement que de l'accepter dans certains cas.

Pourtant, dans l'ensemble des réponses particulières rendues, jamais Mamie n'aura conseillé un divorce. Si la courriériste fait preuve d'ouverture dans son opinion générale, elle ne conseillera qu'une seule fois au cours de l'année 1968 la séparation légale à une épouse devenue

²⁸ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 21/05/68.

servante, sous son propre toit, de son mari et sa maîtresse. Malgré la légalisation du divorce pendant cette année 1968, Mamie perçoit sans doute qu'une transgression des prescriptions catholiques susciterait l'indignation d'une part significative du lectorat auquel elle s'adresse.

Le «Courrier de Mamie» (1975)

En ce début d'année 1975, les baby-boomers, jeunes adultes lors de la Révolution tranquille, entrent en masse sur le marché matrimonial. La désacralisation du mariage, principalement chez ces jeunes couples, est remarquée par la courriériste du *Nouvelliste* qui semble d'ailleurs beaucoup s'en inquiéter:

Pour beaucoup de ménages le serment devant l'autel ne compte plus beaucoup. C'est l'amour qui importe le plus. Trop de jeunes se marient sans réfléchir en se disant qu'ils divorceront s'ils ne sont pas heureux ensemble. Au premier petit désaccord ils se séparent. Des contrariétés il en survient dans tous les ménages. Il s'agit de faire chacun quelques concessions²⁹.

Mamie réprimandait ici une lectrice qui incitait sa jeune soeur au divorce parce que son mari, sans même exagérer sur l'alcool, allait à la taverne pour rencontrer des camarades. La médisance qu'engendre la conduite du mari, jugée irréprochable par son épouse elle-même, ne saurait sûrement pas justifier le recours au divorce: «Surtout si elle l'aime malgré son défaut d'aimer un peu trop la taverne. Si votre beau-frère n'abuse pas de l'alcool sa femme ne peut lui reprocher de vouloir de temps

²⁹ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 21/05/75.

en temps être en la compagnie d'autres hommes». Ici, on peut percevoir l'influence de la nouvelle avenue divorciaire combinée à celle du mouvement féministe en plein essor au milieu des années soixante-dix. Une jeune épouse dit en effet aimer son mari mais une nouvelle pression sociale agit sur elle: on l'incite à considérer la fréquentation (pourtant sobre) des tavernes comme un motif acceptable de divorce, bien qu'elle-même ne s'en plaigne nullement. Les jeunes femmes des années soixante-dix acceptent souvent mal la non-implication masculine sur le plan familial; le seul rôle de pourvoyeur ne suffit plus. L'absence affective du père comme son désistement de la sphère domestique cause de plus en plus l'insatisfaction féminine en matière conjugale. Il y a lieu de présumer qu'une telle indignation, même si elle avait été ressentie, n'aurait pas été exprimée une décennie plus tôt.

Cette libéralisation des mœurs, que remarque la courriériste, n'est pas sans exercer ses influences sur sa propre opinion. Au milieu des années 1970, Mamie manifeste certaines distances avec la position catholique. Le 10 septembre 1975, une femme séparée et esseulée cherche un compagnon de vie pour sortir de sa solitude et procurer une présence masculine à ses enfants. Mamie lance rapidement sa mise en garde: «Le genre d'homme que vous recherchez est assez rare et croyez-vous qu'il se contenterait de vos beaux yeux et de vos sourires?³⁰». Le statut de femme séparée expose à de futures relations sentimentales ambiguës que certains opportunistes pourraient exploiter. «Si vous étiez

³⁰ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 10/09/75.

divorcée, vous pourriez espérer refaire votre vie». La courriériste suggère à l'épouse séparée d'acquérir sa liberté civile par un divorce; une pleine autonomie sur le marché matrimonial offrirait évidemment à cette mère de quatre enfants la possibilité de trouver un meilleur parti. Mamie conseille cependant à sa lectrice de prendre temps et réflexion avant d'agir: «Soyez bien prudente de ce côté. Ne vous pressez pas trop. Croyez que je ne porte pas ici de jugement moral. Vous êtes libre de diriger votre vie comme vous l'entendez, pour votre bien comme pour celui de vos enfants». Il est intéressant de constater que, en l'absence de présence masculine, le «bien des enfants» entre maintenant en contradiction avec le respect du lien sacramentel alors que les deux concepts restaient étroitement liés en 1968. L'éventuelle monoparentalité d'une famille comptant quatre enfants peut expliquer la position de Mamie qui favorise un remariage pour sa lectrice: «La rupture des mariages a révélé la pauvreté des femmes qui ne peuvent concilier un travail rémunéré à faible salaire avec le soin des enfants³¹».

Insatisfaction conjugale

Les cas de querelle conjugale évoquent aussi cette nouvelle sensibilité à la condition féminine. Une lectrice réagit à la lettre de la mère d'une épouse malheureuse et y va de ses propres recommandations: «Ouvrez votre maison à votre fille et votre gendre ne se fiera pas que sa pauvre

³¹ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p.534.

femme va l'attendre à la maison comme un petit chien qui attend son maître. Cela le fera peut-être réfléchir³²». Devant le ton catégorique et contrarié que semble afficher sa lectrice, Mamie craint qu'il y ait eu malentendu sur sa propre réponse et elle se défend bien d'avoir voulu nuire à l'épouse en difficulté:

J'ai simplement dit que la mère de l'un ou l'autre conjoint n'a pas à se mêler des questions de séparation ou de divorce d'un jeune ménage. [...] Que la mère accueille sa fille en difficulté, ce n'est pas la même chose que de la pousser à se séparer en venant habiter avec elle. Cela ne ramènera pas le gendre à de meilleurs sentiments, croyez-moi.

Si la courriériste semble ici préserver l'union conjugale, la sensibilité populaire donne une autre tournure au débat et les moyens de Mamie pour mettre fin à la mésentente tranchent radicalement sur ceux recommandés en 1968: «Il n'est pas mauvais cependant que la jeune femme parte pour quelques jours et menace son mari de le quitter. Mais j'ai connu des cas où la femme s'est fait dire: "Prend [sic] la porte, je n'attends que ça"». Mamie suggère ici la négociation à sa lectrice. Jamais elle ne l'aurait osé en 1968. Il ne s'agit cependant pas pour elle de combler le désir individualiste et ponctuel d'une épouse malheureuse mais plutôt de concilier la protection de la famille avec la montée de la sensibilisation à la condition féminine. Alors qu'en 1968, Mamie s'assurait de protéger d'abord le lien familial pour ensuite suggérer expéditivement à l'épouse le dialogue comme seul recours, sept ans plus tard elle suggère

³² «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 15/01/75.

une stratégie susceptible d'aboutir au divorce tout en redoutant fortement le recours à cette éventualité.

Une autre lectrice, quant à elle, demande directement à Mamie: «Que faut-il faire pour un divorce? J'ai une sorte de séparation qui n'a aucun sens. Je reçois 25 dollars par semaine par enfant. Je dois défrayer toutes les dépenses pour les vêtir, les nourrir, les frais de transport, autobus et taxi ainsi que les médicaments³³». La femme ajoute qu'elle craint même pour sa vie. Ces précisions, en regard du droit canonique, autoriseraient la séparation légale du couple. Mamie va cependant plus loin dans ses recommandations: «Il y a des mariages qui n'en sont plus et il arrive qu'on doive recourir au divorce. Surtout lorsque la vie de la femme est menacée. Mais c'est très pénible pour les époux et surtout les enfants. Ceux qui ont passé par là disent que la principale difficulté provient du côté financier». En effet, la société québécoise offre peu d'opportunité à des divorcées «appartenant à une génération de femmes élevées pour devenir mères et ménagères, peu scolarisées et avec des possibilités très médiocres d'insertion professionnelle³⁴». Il faut surtout remarquer que la courriériste utilise la nouvelle avenue créée par l'avènement de la loi civile sur le divorce en 1968. Mamie avise toutefois son interlocutrice qu'il «est des cas où la séparation légale est suffisante»; il s'agit sans doute des situations où, pour raison d'âge ou autres, la femme ne peut

³³ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 30/07/75.

³⁴ Renée B.-Dandurand, *Le mariage en question: essai sociohistorique*, p.120.

de toute manière envisager de fonder une nouvelle famille. Dans ces cas, aussi bien entreprendre les procédures formelles minimales qui satisfassent en premier lieu la volonté de l'épouse (se séparer du conjoint), sans toutefois faire fi des édits religieux: conseil judiciaire de la courriériste puisqu'il évite à ses lectrices, quand cela est possible, de s'exposer inutilement aux formes d'intolérance religieuse. «Mais quand la femme est encore jeune et désire refaire sa vie elle doit recourir au divorce», et donc passer outre cette interdiction religieuse au remariage. L'incertitude que Mamie manifestait sur ce point, dans une opinion générale sur le divorce livrée en 1968, s'est ainsi estompée suite à la libéralisation des mœurs. Terminant sa réponse, la courriériste raffermait davantage sa dissidence envers l'indissolubilité du mariage: «Ne vous occupez pas des critiques des voisins et de celles de la parenté. Votre vie vous appartient et vous devez en faire le meilleur usage que vous pouvez. Ce ne sont pas eux qui prendront soin de vos enfants». Alors qu'en 1968, Mamie justifiait l'intolérance sociale et alléguait ces sanctions communautaires probables comme éléments dissuasifs, elle en appelle maintenant à la maturité de l'épouse malheureuse et l'invite à faire fi des qu'en-dira-t-on.

Infidélité conjugale

Si la courriériste s'affranchit occasionnellement de certaines prescriptions religieuses, ces dernières demeurent toutefois en toile de fond de son argumentation. Devant un cas typique d'infidélité conjugale, la courriériste conseille ici de ne rien révéler au mari pour la sauvegarde

du lien sacramentel: «Je n'ose vous dire de tout raconter à votre mari. Cela ne ferait qu'envenimer les choses. Cela vous acculerait à la séparation ou au divorce, ce que vous ne désirez pas[...]»³⁵. Mamie invite sa lectrice à «sublimiser ses instincts» et à se distraire au sein d'associations sociales. Dans tous ces cas où la lectrice n'a rien à reprocher à son mari, Mamie à coup sûr l'encouragera à protéger et améliorer sa relation conjugale.

Indices de libéralisation

Le féminisme en émergence demeure fréquemment l'objet du courrier de Mamie en 1975. Aux lectrices indignées du sexisme de la société québécoise, elle accorde son support: «Vous avez raison de dire que les lois, faites par les hommes, protègent surtout les hommes. Mais, grâce à l'effort des femmes, cela s'améliore un peu plus chaque année»³⁶. En cette année 1975, proclamée année de la femme, le thème de la «femme libérée» est omniprésent dans la presse québécoise et il embarrasse plusieurs lectrices. Qu'est-ce qu'une femme libérée? Pour quelques-unes, il s'agit de la femme libérée maritalement et sexuellement affranchie des prescriptions religieuses; Mamie s'empresse cependant de rattacher une dimension spirituelle au concept:

Une femme libérée ne veut pas dire nécessairement celle qui travaille à l'extérieur et qui lutte contre les hommes. Celle qui est traitée en égale par son mari qui respecte sa personnalité, celle qui est

³⁵ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 20/08/75.

³⁶ «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 30/07/75.

libre en esprit, qui est consultée dans les décisions graves est une femme libérée³⁷.

Il est à remarquer que la notion de libération chez Mamie reste tributaire de l'attitude de son mari. Chez elle, la notion de «femme libérée» n'a pas subordonné la conception judéo-chrétienne de la femme soumise; elle s'y est plutôt greffée. Mamie, visiblement, cherche à rendre la ménagère traditionnelle admissible au statut de femme libérée. Le thème de la femme au travail est omniprésent au milieu des années soixante-dix. Si, en 1960, les femmes laissaient leur emploi pour se marier, elles ne regagnaient plus leur foyer, au début de la décennie soixante-dix, qu'à la naissance de leur premier enfant. Puis, au milieu de la même décennie, plusieurs franchissent une autre étape en conservant désormais leur emploi au-delà de ce premier enfant. Parallèlement et conséquemment à ce phénomène, une connotation péjorative affecte de plus en plus le rôle jadis valeureux conféré à la ménagère. Sans critiquer la percée féminine sur le marché du travail, Mamie pressent comme mauvaise cette désertion du milieu domestique que les hommes —elle en prévient l'auditoire— ne compenseront pas par des efforts supplémentaires. Cette réticence prévisible des hommes à accepter le nouveau rapport social qui s'établit ne fera que majorer le coefficient de désintégration et, conséquemment, orienter dans une tendance conservatrice la position de la courriériste.

Dans les sept ans qui séparent 1968 de 1975, les opinions de la courriériste concernant le divorce subissent

37 «Courrier de Mamie», *Le Nouvelliste*, 21/05/75.

des modifications importantes. Évidemment, la légalisation du divorce améliore la position de la femme dans le rapport de force conjugal. Reflétant les changements de mentalité, l'évolution de la courriériste s'explique aussi par l'influence d'une opinion publique de plus en plus susceptible face à la servitude de la femme mariée. Aux épouses en difficulté, Mamie cesse de suggérer «le dialogue seulement» et propose, en 1975, des initiatives plus radicales. Cet ajustement argumentationnel témoigne avec certitude d'une montée de sensibilisation à la condition féminine. Mamie croit sans doute qu'endosser la doctrine catholique au dépend du désir d'émancipation d'une épouse persécutée susciterait, en 1975, l'indignation de ses lecteurs.

Le courrier «Chère Louise» (1983)

Au début des années 1980, la révolution des mœurs au Québec a passablement disqualifié la morale stoïco-chrétienne³⁸ qui, jusqu'aux années soixante, régissait la vie sexuelle et conjugale. «[...]les modalités de la découverte de l'autre se transforment de manière importante: une connaissance concrète et plus immédiate est préférable à une connaissance abstraite³⁹». La remise en question du mariage et la généralisation des pratiques contraceptives ont

³⁸ L'expression «morale stoïco-chrétienne» provient des travaux de l'historien Jean-Louis Flandrin mentionnés en bibliographie.

³⁹ Roch Hurtubise, «Les amoureux et l'intime: à propos du discours et du silence amoureux», dans Manon Brunet et Serge Gagnon, dir. *Discours et pratiques de l'intime*, Québec, IQRC, 1993, p.153.

transformé l'institution familiale et la vie des couples⁴⁰. Même si elle n'est jamais directement mise en cause, la question de la contraception a pu influencer sur le courrier et se manifester à travers les conflits conjugaux qui en découlent. La rapidité historique des changements culturels a fait du Québec un cas particulier parmi les sociétés occidentales; des processus de sécularisation ayant mis des décennies, voire des siècles, à s'opérer dans le reste de l'Occident, n'auront mis que quelques années pour culminer dans la société québécoise. Par exemple, en seulement une décennie, le Québec a sécularisé son système d'éducation, ses institutions, ses moeurs sexuelles et conjugales⁴¹. Ainsi accéléré, le phénomène évolutionniste est d'autant plus intéressant à observer qu'il répartit principalement dans deux générations successives les formes culturelles dominantes résultant de ces bouleversements éthiques: d'un côté les *baby-boomers* qui menèrent la Révolution tranquille et qui pour plusieurs sont adultes et parents en 1983, et de l'autre la génération stoïco-chrétienne ayant tout juste précédé celle des *baby-boomers*. Ces deux générations se sont affrontés tout au cours du processus de libéralisation des moeurs.

Les courriers du coeur restent des lieux privilégiés pour observer les difficiles rapports qu'entretiennent ces deux générations aux valeurs souvent antagonistes. Ici, une grand-mère fait part de son incompréhension devant le

⁴⁰ Paul-André Linteau et Coll., *Histoire du Québec contemporain*. Tome 2. *Le Québec depuis 1930.*, p.433.

⁴¹ *Ibid.*, p.651.

divorce et l'insouciance paternelle de son fils, témoignage qui marque bien l'érosion qu'a parfois subie le sens de la famille en passant d'une génération à l'autre: «[...] de nos jours, les jeunes n'endurent plus rien. Nous on en endurait trop, [...]. Sa femme a pris le bord avec son enfant, et il n'a même pas l'air de souffrir⁴²». Dans ces cas de rupture réelle ou virtuelle, la courriériste du *Nouvelliste* qui a pris la relève de Mamie reste muette sur les devoirs sacramentels ou civils des époux l'un envers l'autre. Mais elle rappelle régulièrement la responsabilité envers l'enfant: «Si votre enfant de 6 ans demeure avec vous, elle souffrira sûrement de la séparation d'avec ses frères et son père qui la gâte, sans compter la vie de famille brisée⁴³». La nécessité de préserver «le bien des enfants», étant une notion laissée ici suffisamment vague pour être admise de tous, sert encore à justifier les prescriptions de la nouvelle courriériste. Celle-ci se garde bien toutefois de préciser ce qu'est «le bien d'un enfant». On ne sent plus, en arrière plan de l'argumentation, les empreintes de la morale ni ces tentatives de rappels à l'ordre social auxquelles Mamie référerait sans cesse. Les prescriptions dirigistes, fermes et autoritaires ont désormais fait place aux suggestions distantes et conciliatrices. En réaction au pluralisme d'opinion qui s'instaure dans la société québécoise, la nouvelle courriériste adopte cette attitude, aujourd'hui qualifiée de «politiquement correcte», largement inspirée du psychologisme ambiant. La titulaire de la

⁴² Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 07/07/83.

⁴³ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 22/03/83.

chronique ne doit pas s'aliéner ni les «anciens» ni les «modernes».

Insatisfaction conjugale

Au début des années quatre-vingt, les motifs pour demander une séparation ou un divorce se multiplient et s'étendent rapidement au champ émotionnel et libidinal. Des causes de tensions conjugales manifestées en 1968 constituent quinze ans plus tard des motifs de rupture. Frustrée et déçue d'une vie sexuelle insatisfaisante, une femme demande à Louise si elle doit partir. La réponse de la courriériste n'est pas sans témoigner de l'évolution d'une morale hédoniste au sein de la société québécoise: «La faillite de votre vie sexuelle a sûrement de quoi vous frustrer et vous rendre malheureuse [...]. Lui avez-vous déjà fait lire des livres érotiques et des livres sur les techniques de l'amour?⁴⁴». Ce n'est certes pas Mamie qui, en 1968, aurait recommandé et présenté la lecture de livres érotiques comme une forme de thérapie conjugale. Nouvel indice d'une progression des valeurs hédonistes, la réussite de la vie sexuelle devient désormais une autre condition au bonheur et la performance sexuelle s'aligne au nombre des nouvelles revendications féminines: «les inhibitions sociales n'empêchent plus désormais les femmes de tirer parti de l'avantage tactique que leur offre l'actuelle

⁴⁴ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 08/02/83.

obsession [masculine] de l'évaluation sexuelle⁴⁵». Le féminisme et un usage banalisé des contraceptifs auront amené certaines femmes à formuler de nouvelles exigences à l'égard des hommes et à disqualifier ceux qui ne pouvaient y répondre. Si, deux décennies plus tôt, pourvoyeur était synonyme de mari, plusieurs épouses exigent désormais davantage d'implication.

Mamie recommandait habituellement à ses lectrices malheureuses de «sublimier» leurs pulsions, de chercher le bonheur dans le soin de leurs enfants et dans leurs relations d'amitié. Louise, dans la dernière phrase de sa réponse, suggère plutôt à sa lectrice de prendre du recul, un temps de réflexion «avec un esprit plus clair pour faire votre choix de vie». En 1983, la préservation de l'union conjugale n'est plus une priorité; elle est plutôt mise à la pesée, évaluée par rapport à l'option contraire.

Face à la montée de la revendication féminine, comment s'ajustent les compagnons d'existence de ces dames? Parfois, ces messieurs ne savent que faire pour combler les nouvelles attentes de leurs partenaires. Désabusé par l'attitude toujours insatisfaite de sa femme, un père de trois enfants demande à Louise ce qu'il pourrait faire de plus, lui qui ne boit pas, ne sort pas et affirme se plier à tous les caprices de son épouse vraisemblablement en panne de désir: «Ma femme veut la séparation en me disant qu'elle

⁴⁵ Christopher Lasch, *Le Complexe de Narcisse: la nouvelle sensibilité américaine*, traduit de l'américain par Michel L. Landa, coll. «Libertés 2 000», Paris, Robert Laffont, 1980, p.261.

n'a que de l'amitié pour moi⁴⁶». Dans sa longue lettre, l'homme allègue son amour pour sa femme et sa peur de voir ses enfants privés de la présence de leur mère. Considérant l'ardeur amoureuse du mari mais surtout la présence des trois jeunes enfants, Louise plaide en faveur de la préservation de l'union conjugale:

Si elle vous aime encore, elle reviendra peut-être, sinon, il vous faudra trouver un «modus vivendi», dans la paix et l'élégance, tant que les enfants ont besoin de vos deux présences. Ils sont bien jeunes pour souffrir la séparation de leurs parents.

La sortie des femmes de leurs foyers, pour des raisons professionnelles ou culturelles, laisse dorénavant agir d'autres tensions sur la famille nucléaire:

L'indépendance économique croissante de la femme l'aide à surmonter ses inhibitions sexuelles; elle est moins attachée au foyer et aux enfants et fait la connaissance d'autres hommes; son entrée dans le processus de la production l'incite à réfléchir à des choses qui jusque-là dépassaient son horizon⁴⁷.

Selon le témoignage du dernier lecteur, il semble que certaines femmes, au fil de leur prise d'autonomie, contractent des «défauts» jusque-là reprochés exclusivement aux hommes. S'ensuit un desserrement de l'encadrement familial autour des enfants, les hommes comblant rarement les rôles domestiques délaissés par l'épouse.

La présence d'enfants reste d'ailleurs, pour Louise, le seul empêchement majeur au divorce. Par conséquent, dans le

⁴⁶ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 13/05/83.

⁴⁷ Wilhelm Reich, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*, p.221.

cas des couples sans enfant, la dissolution conjugale n'effraie guère la courriériste. À une lectrice qui se plaint de devoir faire vivre son mari, Louise conseille tout simplement de lui faire face: «Faites-vous violence s'il le faut, et mettez vite fin à vos largesses envers un mari paresseux et profiteur. Il travaille et apporte sa quote-part à l'entretien de toute la famille ou il part, c'est à prendre ou à laisser[...]»⁴⁸. Il serait peu probable que Louise dise la même chose à un mari se plaignant de devoir faire vivre sa femme. La question n'est pas encore d'abolir les doubles standards sexuels ou d'établir des théories égalitaristes mais bien d'améliorer la condition féminine. Pour Louise qui n'a pas à préserver l'union conjugale afin de satisfaire l'opinion publique, l'ultimatum reste très efficace: il règle le problème ou l'élimine. Pour Mamie, le recours à des moyens extrêmes restait hasardeux car évidemment il ne garantissait pas la capitulation de l'autre conjoint, qu'elle considérait nécessaire pour l'épouse en 1968⁴⁹. Il faut sans doute déduire que la sensibilisation populaire à la cause féministe jointe au déclin de l'influence religieuse avaient, en 1983, relégué aux oubliettes le caractère sacré du lien sacramentel.

Le 22 mars 1983, une lettre intitulée «Partir ou rester» et signée «40 ans bien sonnés» aborde de front la question du divorce: «[...] je connais des personnes qui me disent que depuis leur séparation, ils sont bien heureux d'avoir posé ce geste, mais d'autres le regrettent. Je

⁴⁸ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 06/10/83.

⁴⁹ Voir le cas du 15/01/75.

voudrais que des personnes qui ont passé par là me disent ce qu'elles en pensent⁵⁰». Cette lectrice, mariée depuis 20 ans, lance un appel à l'aide car elle craint surtout d'être séparée de ses enfants dont un ou deux (sur trois), selon elle, resteraient avec leur père. La courriériste lui suggère quant à elle la stratégie du choix calculé: «Avant de poser un geste aussi grave, réfléchissez bien, mettez, par écrit, sur papier, les avantages et les désavantages d'une séparation, faites votre bilan, il vous permettra de prendre une décision mieux éclairée».

La solution proposée est loin de susciter l'unanimité auprès du public lecteur à en juger par le fait que toutes les réponses publiées proviennent de lectrices en désaccord avec la courriériste.

Je crois que la moindre des ententes entre époux est encore mieux que la séparation s'il n'y a pas de gros problèmes, si les deux le veulent et croient encore à un reste d'amour [...]. Ce qui est important c'est réussir sa vie, et non réussir dans la vie⁵¹.

Une autre lectrice, après avoir fait part de son expérience difficile, prévient les épouses tentées par la démarche divorciaire:

Ceci pour venir à dire que, dans la vie, quand on est marié, il faut se parler, dialoguer avant de tout lâcher. Moi, j'ai été mariée, maintenant, je suis divorcée, je vis avec un autre homme et ce n'est pas mieux. Cet homme est pire que le premier

⁵⁰ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 22/03/83.

⁵¹ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 08/04/83.

qui était mon mari et que je regrette beaucoup⁵².

Une autre lectrice précise que seuls des motifs extrêmes pourraient justifier un divorce: «Mesdames, si votre mari vous bat ou maltraite les enfants, je suis d'accord avec vous que vous vous sépariez, mais si c'est seulement parce que vous pensez que vous ne l'aimez plus, je peux vous dire que ce n'est pas mieux ailleurs [...]»⁵³. La préservation du lien conjugal ne tient plus à des motifs religieux mais bien au profil des conjoints potentiels encore disponibles.

Parmi ces désenchantées du divorce, une femme aux prises avec un mari indélicat qui lui faisait «mille misères⁵⁴» raconte d'abord son départ prémédité à Louise:

Cinq ans déjà que je suis partie, que j'ai laissé mon mari, ma maison, mes amies, un milieu où j'étais à l'aise. Un coup de tête bien réfléchi, ça faisait longtemps que j'y pensais. Quand les enfants seront grands, que je me disais, je partirai! [...] Entreprendre la grande aventure de me prouver à moi-même que je pouvais être autre chose qu'une Marie-Torchon.

Mais la lectrice explique ensuite comment elle fut vite déçue de sa nouvelle vie: «Je sais maintenant que le marché du travail est une jungle dans laquelle on ne peut se lancer sans les outils nécessaires, et qu'une femme qui sort de ses quatre murs n'y est pas prête». Elle ajoute qu'il faut constamment «ne pas se plaindre de la suprématie des hommes,

⁵² Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 13/04/83.

⁵³ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 16/04/83.

⁵⁴ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 23/04/83.

de la discrimination des sexes, des âges», ce qui n'avancerait guère la situation des femmes. Après le récit pathétique de sa propre expérience, la lectrice fait finalement part de sa recommandation aux autres épouses qui seraient tentées de partir: «Était-ce nécessaire de partir pour apprendre à lutter dans la jungle? N'aurait-il pas été plus sage de lutter pour rebâtir ma vie de couple ou de lutter pour garder ce que j'avais? Je ne conseille à personne de partir [...]». Les droits qu'ont obtenus les femmes n'ont guère changé favorablement le sentiment des hommes à leur égard.

La désillusion unanime de ces «ex-ménagères» renvoie au problème d'employabilité des femmes peu instruites: «je trouve le cheminement très cruel, et les conséquences de mon acte très difficiles à assumer». En fait, l'envie de quitter le nid demeure même si «voler de ses propres ailes» constitue encore une opportunité sociale incertaine. Si la marge de manoeuvre des épouses malheureuses s'est accrue sur le plan législatif, le marché du travail rend encore très pénible la survivance économique de plusieurs mères divorcées à une époque où le capital accumulé au cours du mariage n'est guère sujet à partage.

La révolution sexuelle a fait basculer toute une jeunesse du côté du ça. Elle n'a cependant pas amnésié du jour au lendemain le surmoi parental. Elle n'a surtout pas été une révolution sentimentale. Des femmes ont élevé la voix pour crier au manque de tendresse⁵⁵.

⁵⁵ Serge Gagnon, «Confession, courrier du coeur et révolution sexuelle», dans Manon Brunet et Serge Gagnon, dir, *Discours et pratiques de l'intime*, p.77.

Infidélité conjugale

Aucune infidélité n'a été rapportée en 1983. Cette absence exprime sûrement une nouvelle réalité sociale. L'adultère est probablement devenu une pratique suffisamment admise en 1983 et d'une telle évidence dans la société qu'elle ne retient plus l'attention des médias toujours à l'affût de l'insolite.

Indices de libéralisation

Les derniers obstacles au divorce qui persistent en 1983 ne comportent plus de connotations religieuses; ils sont d'un tout autre ordre. Avec l'avènement de la société de consommation, Dieu et son paradis deviennent graduellement des notions caduques puisqu'elles réfèrent à un avenir lointain et exigent une attente au-delà des contrariétés terrestres; mais avec la défection massive des Québécois envers la pratique catholique, le paradis change de contenu et perd de sa magnificence insaisissable. On l'exige désormais ici-bas et le plus tôt possible. Évidemment, ce changement de mentalité n'est souvent pas aussi radical que sa description le laisse présumer, mais il entraîne incontestablement certaines répercussions qui viennent ébranler l'institution familiale. La jeune génération supporte plus difficilement la structure familiale qui, même dans les meilleurs cas, entraînera forcément quelques privations ou renoncements, aussi minimes

soient-ils⁵⁶. Et ces renoncements deviennent d'autant plus lourds qu'une profonde récession a marqué le tournant de la décennie quatre-vingt. Comme l'écrivait déjà Wilhelm Reich: «Il est établi que le taux des divorces est maximum dans les périodes de crise économique⁵⁷».

Avec la montée de l'individualisme, les conjoints supportent moins les exigences de la vie commune. Ce changement de mentalité n'échappe d'ailleurs pas aux plus vieilles générations qui risquent parfois quelques interventions à contre-courant. On dénonce alors les tendances matérialistes ou superficielles sur lesquelles reposent plusieurs unions sentimentales: «Aimer l'autre moitié pour elle-même et non pour son salaire, sa profession ou sa réputation, et ne pas se marier avec l'optique que le divorce est facile à obtenir⁵⁸». Une jeune fille se demande quant à elle: «Pourquoi toutes ces personnes prennent-elles le moyen le plus facile, la séparation ou le divorce, plutôt que le dialogue ou même un week-end amoureux⁵⁹»; tandis qu'un homme fait remarquer l'attitude démissionnaire et le manque de conviction qui semblent s'installer dans les relations conjugales québécoises: «Il y a peu de personnes qui

⁵⁶ Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 1992, p.364.

⁵⁷ Wilhelm Reich, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*, p.209.

⁵⁸ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 26/07/83.

⁵⁹ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 08/04/83.

penseraient comme moi. S'il y en avait, il y aurait moins de divorces⁶⁰».

Bien qu'ordinairement menées d'un ton accusateur exagéré, ces dénonciations témoignent tout autant, sinon davantage, de la libéralisation des mœurs québécoises:

Lorsqu'on se trouve confronté à des manières de vivre qui sortent de notre idéal de vie conjugale et familiale, on se montre aisément agressif. [...] Mais derrière ces réactions apparemment vertueuses, se dissimule trop souvent une pointe de nostalgie. Des individus critiquent vigoureusement souvent portés par une sorte de pulsion inconsciente de frustration. Frustration et jalousie du fait qu'ils ne soient pas nés eux-mêmes un quart de siècle plus tard⁶¹.

Puisqu'elles s'attaquent à l'ensemble de la société, ces dénonciations ou frustrations, tout en demeurant des indicateurs approximatifs et perfectibles, sont à même de rendre une mesure parfois plus proportionnée de l'envergure sociale des bouleversements éthiques.

Les lectrices abordant directement la question du divorce font, quant à elles, rarement état du contexte social et limitent leur description à leurs problèmes personnels. Si elles témoignent à coup sûr d'une certaine libéralisation en cours, ces lectrices malheureuses ne nous renseignent cependant guère sur l'ampleur du changement culturel apparu. Si l'on ne devait compter que une série de

⁶⁰ Courrier «Chère Louise», *Le Nouvelliste*, 14/05/83.

⁶¹ Michel Legrain et Hervé Boulic, *Les Chrétiens face au divorce: entretiens avec Hervé Boulic*, coll. «C'est-à-dire», Paris, Le Centurion, 1991, p.98.

cas personnels pour entreprendre l'analyse historique, il faudrait recourir à l'induction pour estimer l'envergure du phénomène divorciaire et, par conséquent, toujours composer laborieusement avec la puissance déformatrice de l'échantillon-courrier où –nous le savons– les conjugalités problématiques restent fortement sur-représentées par rapport aux conjugalités satisfaisantes. Claude Chabrol, dans une étude sociolinguistique sur les courriers du coeur, a justement noté cette difficulté: «La finitude du corpus entraîne une première conséquence: il est toujours partiel. Cet ensemble fini d'une totalité non finie la représente-t-il convenablement?⁶²». Il n'en demeure pas moins que les indices de libéralisation confirment l'existence d'un changement d'envergure, et l'exemple ultime en est que l'insatisfaction sexuelle chez les jeunes couples pouvait en 1983 suffire pour entraîner ceux-ci à la désunion. Il s'agit là d'un fait qui aurait été absolument impensable deux décennies plus tôt.

Des changements importants se sont produits dans le courrier du *Nouvelliste* au cours de la quinzaine d'années qui a suivi l'adoption d'une loi sur le divorce. Il faut noter au départ ce changement de courriériste entre 1975 et 1983. Loin d'exercer un effet déformateur sur l'analyse du courrier, le changement de courriériste catalyse l'émergence de nouvelles attitudes face à la révolution sexuelle. Alors que les lettres se font rares en 1975 et que le courrier de Mamie n'attire presque plus de lecteurs et ne paraît plus qu'une fois par semaine, «Chère Louise», aidée d'une plume

⁶² Claude Chabrol, *Le Récit féminin*, p.17.

beaucoup plus libérale, fera reparaître à tous les jours le courrier du coeur du *Nouvelliste*. Le changement de courriériste représente sans doute ce point de rupture ou plutôt d'articulation par lequel, à l'exemple de la société ambiante, le courrier du coeur du quotidien trifluvien s'est adapté au décrochage progressif face à la morale religieuse. La disparition des cas de liaison adultère dans le courrier (une en 1975; aucune en 1983) semble indiquer que le sentiment amoureux légitime désormais l'existence d'une relation sexuée entre deux êtres, quel que soit leur statut matrimonial. À ce sujet, les Québécois éprouvent de moins en moins de problèmes de conscience qui les inciteraient à solliciter l'approbation ou le conseil de la courriériste.

L'analyse laisse aussi transparaître cette augmentation des motifs pulsionnels par lesquels, de plus en plus, les lecteurs expriment leur insatisfaction conjugale. Le désir sexuel envers un partenaire étant de nature imprévisible ou instable, les couples dont la formation repose exclusivement sur lui seront ainsi plus susceptibles de remettre éventuellement leur union en question.

Côté famille, écrit Jacques Donzelot, cette dénivellation entre régime des alliances et registre sexuel menace en permanence la paix des foyers par les pratiques de séduction, de détournement qu'elles engendrent et que les traités de droits s'évertuent à codifier⁶³.

Parmi les changements significatifs, il faut noter l'augmentation de la participation masculine au courrier «Chère Louise». En recourant à l'autorité au foyer, les

⁶³ Jacques Donzelot, *La Police des familles*, p.28.

maris pouvaient auparavant palier sitôt à la plupart des insatisfactions conjugales s'exerçant sur eux. Par cela s'expliquait principalement la faible participation des hommes aux courriers du coeur⁶⁴. La loi sur le divorce de 1968 aura, entre autres, amélioré la position féminine dans le rapport de force conjugal et les épouses toléreront de moins en moins l'indifférence de leur mari. En réaction, ces derniers recourront davantage aux conseils de la courriériste pour assumer le nouvel ordre conjugal qui s'élabore. La mauvaise humeur, l'indifférence affective, l'infidélité, la fréquentation des tavernes et l'ivrognerie s'avèrent les principaux défauts reprochés aux hommes. Les rares récriminations à l'endroit des femmes apparaissent autour des années quatre-vingt et dénoncent des attentes changeantes, insaisissables et difficiles à combler.

Finalement, la différence entre l'opposition au divorce de 1968 et celle de 1983 illustre bien en elle-même la montée de l'individualisme. À la fin de l'année 1968, le principal obstacle au divorce repose sur la proscription religieuse; en 1983, on n'évalue plus l'alternative du divorce que selon ses conséquences sur son itinéraire et son équilibre personnels.

⁶⁴ Edith Manseau parle de 4 témoignages d'hommes contre 43 féminins sur le thème des relations conjugales pour l'année 1968 dans *La Terre de Chez Nous*. Edith Manseau, «La Presse du coeur: un indicateur culturel», p.41.

CHAPITRE III

LE COURRIER D'UN HEBDOMADAIRE SPÉCIALISÉ:

LA TERRE DE CHEZ NOUS

Pour la sélection du deuxième courrier à soumettre à la présente recherche, il paraissait opportun de cibler un nouveau type de clientèle. Le choix s'est finalement arrêté sur le «Courrier de Marie-Josée» qui paraît dans le journal *La Terre de Chez Nous*. Il s'agit d'un hebdomadaire dont la clientèle reste en grande partie constituée de travailleurs de la terre, cultivateurs, agriculteurs et autres occupations semblables. N'est pas pour autant inexistante une part de lecteurs qui, sans être impliqués directement dans la production agricole, s'intéresse au contenu du journal. Ainsi, *La Terre de Chez Nous* s'adresse moins au grand public qu'à un sous-groupe d'intérêts communs. Il n'est pas distribué en kiosque et ne s'avère disponible que sur abonnement. Cette clientèle bien particulière au journal permettra de vérifier le préjugé suivant lequel les gens de la terre seraient de moeurs plus conservatrices et, par conséquent, plus résistants aux changements culturels d'importance.

Gardant toujours les mêmes années-repères (1968, 1975, 1983), il sera pertinent de constater les problèmes conjugaux manifestés au moment même de l'adoption (1968) de la première loi sur le divorce au Québec. Les années 1975 et 1983 permettront ensuite d'observer les effets de cette loi sur la conjugalité en parallèle avec les autres

transformations culturelles agissant sur les communautés rurales québécoises¹. L'échantillon fourni par la clientèle du courrier, conjugué aux objectifs de la présente recherche, permettront également de cerner le développement de la condition féminine, davantage perceptible sur les fermes familiales considérant les tâches professionnelles qui s'ajoutent souvent au fardeau de la ménagère.

Le «Courrier de Marie-Josée» (1968)

Dans les ménages québécois des périphéries rurales, tout le groupe familial doit habituellement participer aux travaux de la ferme. Cette dernière, unité de la production, induit au rapprochement des membres de la famille². La famille souche n'est pas morte. Par exemple, lors de la transmission du patrimoine, habituellement légué de père en fils, diverses circonstances forceront souvent un jeune couple à cohabiter, à ses débuts, avec les parents du jeune marié. La jeune épouse éprouvera fréquemment des difficultés d'adaptation avec sa belle-famille. Qu'il s'agisse du manque d'intimité, de la surveillance subtile des beaux-parents ou encore de l'étroitesse physique des lieux, il s'agit d'aspects contraignants qui, dans les années soixante, s'avèrent le lot des familles souches;

¹ Comme le précise Serge Gagnon dans les actes d'un colloque portant sur le concept de l'intime: «Le courrier du coeur exerce une fonction médiatrice au cours de la révolution sexuelle, mutation morale sans précédent de la civilisation occidentale». Serge Gagnon, «Confession, courrier du coeur et révolution sexuelle», dans Manon Brunet et Serge Gagnon, dir., *Discours et pratiques de l'intime*, p.84.

² Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, p.43-44.

toutefois lorsque ces situations potentiellement conflictuelles agissent à la fois sur les deux nouveaux conjoints, elles créent des tensions généralement mineures qui n'affecteront pas le couple en lui-même. Les véritables complications apparaissent lorsqu'un facteur de tension domestique s'exerce exclusivement sur la nouvelle venue. L'exemple par excellence, qui ressort du courrier, témoigne de la persistance d'une emprise paternelle ou maternelle sur le mari.

La position des mères à l'égard du mariage de leurs enfants est ambiguë; nous avons vu qu'elles les y poussaient mais en même temps elles font en sorte d'en préparer l'échec. Aux garçons qu'elles gâtent et magnifient, elles semblent vouloir donner une nostalgie de la mère, dont elles sont conscientes et qu'elles cultivent³.

Les questions d'autorité entre bru et belle-mère entraînent ainsi de grandes ambiguïtés dans ces ménages où habitent deux générations. Et lorsque le fils prend constamment le parti de sa mère plutôt que celui de son épouse, cette dernière sent son importance diminuer et se voit lentement glisser, elle aussi, sous l'autorité dirigiste de belle-maman.

Insatisfaction conjugale

Une jeune épouse fait ici part de ce problème du «mari-enfant» à la courriériste. Mais celle-ci porte très peu de considération à ce genre de conflit domestique où, selon elle, c'est à la jeune fille d'assumer l'adaptation: «C'est

³ Colette Moreux, *Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, p.375.

avant le mariage qu'il faut régler ces sortes de problèmes. Après c'est souvent trop tard⁴». Trop tard pour exiger le soutien du mari, trop tard pour défier la belle-mère. Marie-Josée a simplement exhorté la jeune épouse à assumer les conséquences de ses engagements. Pour atténuer les frictions, la courriériste lui suggère tout de même «de se faire un coin à elle» dans la maison et de demander, si possible, l'intervention délicate d'une tierce personne. Pour l'épouse, il ne s'agit pas de conquérir combattivement le respect de soi et de ses revendications mais plutôt de gagner diplomatiquement, par des chuchotements retenus et mendiants, quelque progrès à ses conditions de vie.

Plus que dans toute autre famille, les parents des ménages ruraux exercent une influence considérable sur la destinée de leur progéniture. Ici une lectrice, ayant dû se marier avec un jeune homme choisi par sa mère, regrette amèrement son ancien amoureux qu'elle dit toujours aimer. Mais la courriériste ramène sur terre la jeune femme aux tendances jugées bien trop rêveuses:

Vous ne deviendriez probablement jamais follement amoureuse du père de vos enfants, mais ces petits qui ne sont aucunement responsables de votre erreur, ou de l'erreur de votre mère, font entrer un élément nouveau et pesant dans la discussion. Vous êtes responsable d'eux et de leur bonheur. Vous êtes aussi responsable du bonheur de cet homme qui lui, vous aimait probablement quand il s'est lié à vous pour la vie⁵.

⁴ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 17/01/68.

⁵ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 20/03/68.

Marie-Josée, soucieuse de préserver l'union légitime, fait appel aux intérêts familiaux (le bien des enfants et les sentiments honnêtes du mari) avant d'évoquer toute considération religieuse. Pour boucler sa démarche persuasive, Marie-Josée atténue la souffrance de sa lectrice en ces termes: «Vous ne seriez pas la seule à devoir renoncer à un amour impossible et à essayer de trouver dans ce qui est votre vie de tous les jours, des joies et des consolations qui compensent». En relativisant ainsi les misères de sa correspondante, la courriériste tente de pondérer son mécontentement et, du même coup, espère susciter un sentiment de culpabilité chez celles qui seraient tentées de quitter leur époux alors que tant d'autres «endurent pour le bien des enfants».

Les mariages précipités ou précoces risquent davantage la désillusion et, à moyen terme, l'apparition de tensions conjugales permanentes. Les épouses mariées précocement ou contre leur gré recourent maintes fois aux conseils de Marie-Josée. Ici, une jeune mère de 18 ans avoue avoir épousé un homme alcoolique parce qu'elle était enceinte de lui. Même si elle croit aimer son mari, la jeune femme est désespérée du fait qu'il ait récemment attouché sa nièce de 14 ans lors d'une fête familiale au jour de l'An. Marie-Josée, percevant un état d'extrême fragilité psychologique chez sa correspondante, estime sans doute qu'elle aurait encore moins de chance seule qu'elle n'en a sous le toit du mari: «C'est à cause de la petite que vous vous êtes mariée, c'est encore à cause d'elle que vous allez essayer de

raccommoder les morceaux⁶». La courriériste conseille de garder le silence dans les moments d'ébriété du mari et d'engager plutôt le dialogue lorsqu'il est sobre. Elle disculpe même en partie ce dernier :

Évitez de le provoquer ou disputer. [...] Votre homme est sans doute bien jeune lui aussi, les responsabilités doivent l'écraser, voilà pourquoi il cherche à oublier et à s'évader. Quand il est sobre, montrez-vous affectueuse et compréhensive. [...] Soyez présente et souriante lorsqu'il revient du travail. Essayez de créer une atmosphère accueillante et reposante dans la maison. Soyez toujours coquette et soignée. [...] Oubliez les erreurs du passé, même si vous avez eu raison de vous montrer mécontente de ses attitudes, vis-à-vis des autres femmes. [...] Beaucoup de femmes ont réussi à mener à bien des unions très mal engagées au départ.

La courriériste ne s'arrête pas au problème virtuellement pédophilique du mari, ce qui peut surprendre le lecteur d'aujourd'hui. Comment peut-elle considérer parmi les «autres femmes» une adolescente de 14 ans? Il semble que la préservation du tissu familial incite la courriériste à négliger un délit grave qu'elle relie vraisemblablement à l'état d'ébriété du mari.

Un autre mari grossier, volage et alcoolique inflige mille misères à son épouse. Le conseil de Marie-Josée, représentatif de l'ensemble de ses recommandations habituelles, ne cherche pas à illusionner sa malheureuse correspondante: «il faut ma pauvre amie que vous acceptiez ce que vous ne pouvez changer. Ne croyez pas que votre mari puisse devenir du jour au lendemain énergique et délicat.

⁶ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 30/10/1968.

Mais vous, vous pouvez améliorer votre propre situation⁷». La conseillère recommande ensuite à sa lectrice d'aller se distraire et se changer les idées dans des clubs sociaux. «Vous serez ainsi plus forte pour accepter votre mari». La résignation et le travail sur soi-même évitent toute requête de collaboration maritale dans la solution d'un problème dont le mari semble pourtant être la cause. Nul doute que cette collaboration aurait été exigée du mari si ce dernier avait pris part à la consultation. La courriériste enchaîne alors plutôt en disculpant le comportement «indélicat» et les invectives blessantes: «Supportez sans vous plaindre les commentaires peu flatteurs de votre mari. Il est sans doute un peu malheureux au fond de lui-même. L'insécurité le mine [...]. Ayez confiance pour deux. Supportez-le, vous en êtes encore sûrement capable». Les prescriptions sont claires: c'est à l'épouse qu'incombe la responsabilité de maintenir le lien conjugal; elle invite à la résignation la conjointe qui lui écrit, lui rappelle son infériorité dans le rapport de force conjugal et finalement l'encourage à s'y plier. Il faut ici se prémunir contre les anachronismes culturels, souvent bien exploités par certaines factions du féminisme contemporain. La sociabilité masculine, si elle mérite souvent les accusations (infidélité, indifférence affective, fréquentation des tavernes) dont on l'afflige, s'explique dans certains cas par l'exclusion masculine de la sphère domestique. Comme l'a noté Colette Moreux: «Aussi les mâles, coupés avec plus ou moins de diplomatie des fonctions essentielles de la vie familiale, vont-ils se

⁷ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 11/12/68.

refermer sur eux-mêmes et chercher à l'extérieur les exécutoires ordinaires: tavernes, confidentes ou travail⁸».

À la fin des années soixante, ces discours sur la résignation ne plaisent plus à certaines lectrices. L'une d'elles, complètement désabusée par la pusillanimité des conseils de Marie-Josée envers une épouse assujettie, suggère énergiquement une autre stratégie pour amener l'époux à de meilleurs comportements: «Je ne peux croire Madame, qu'en 1968, il y ait encore des femmes qui soient des pâtes molles et qui n'ont [*sic*] pas le droit de dépenser un sou, d'exprimer leur point de vue. Si j'étais à votre place, je mettrais cartes sur table⁹». La lectrice choquée considère trop peu apprécié, par certains maris, le travail acharné des femmes sur la ferme familiale:

Chère Madame, même si vous travailliez 24hrs sur 24, il ne s'en rendrait pas plus compte. Vous ne serez pas plus appréciée. Il vous en croit obligée. Tandis que si vous faites valoir vos droits, s'il sent la soupe chaude, il se comportera autrement. [...] Nous ne sommes plus au temps où les femmes étaient les esclaves.

Cette dernière correspondance témoigne à coup sûr de l'émancipation féminine en action dans la société rurale québécoise. Même si on ne peut alors parler de mouvement féministe, la fin des années soixante est fertile en événements contestataires et la participation de militantes à tous ces événements donne à celles-ci une confiance et une expérience politique qui seront déterminantes pour le

⁸ Colette Moreux, *op. cit.*, p.390.

⁹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 13/03/68.

féminisme québécois¹⁰; plusieurs femmes prennent ainsi conscience que les changements sociaux en cours offrent une occasion propice à la revendication. La volonté d'émancipation perçue dans le courrier peut être interprétée comme faisant partie des premières réactions d'ensemble confirmant l'insatisfaction féminine profonde dans les rapports homme-femme.

Si la courriériste ne s'est pas encore ralliée à ce mouvement de revendications féminines, elle possède tout de même un seuil de tolérance qui, une fois franchi, ne laisse plus les épouses seules dans la résignation. Ici, elle tente de secouer une épouse épuisée et abattue par la persécution:

Cela fait plusieurs fois, pauvre petite madame, que je vous donne le même conseil. Votre mari passe ses nuits dehors, il vous laisse sans argent, ne s'occupe pas de vous, ni de vos enfants. Vous avez été obligée d'appeler la police pour avoir à manger... Qu'attendez-vous pour aller voir votre curé ou vous adresser au Bureau de service social de votre région?¹¹.

Marie-Josée, convaincue cette fois que le sort de la famille ne pourrait être pire sans le mari, conseille à sa correspondante de demander une séparation légale et de recourir ensuite aux services sociaux pour obtenir des moyens de subsistance.

¹⁰ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p.455-456.

¹¹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 24/01/68.

Dans le cas d'une lectrice qui subit les assauts sexuels d'un mari alcoolique, Marie-Josée s'empresse de nuancer la morale catholique à l'épouse abusée qui semble l'avoir mal comprise: «Vous ne lui devez même pas l'acte conjugal normal, s'il est trop ivre¹²». La lectrice se croyait apparemment obligée «en tout temps toute circonstance» au devoir conjugal envers son mari. La courriériste, consciente de la gravité du problème, recommande une tactique susceptible d'exercer une influence décisive sur le mari:

Je comprends que vous endurez bien des choses pour vos enfants, mais il y a une limite. Avant d'envisager la séparation, essayez de vous entendre avec lui. Pour vous protéger ainsi que vos enfants, il vaut mieux obtenir une séparation légale. L'époux est alors obligé de verser une pension convenable à son épouse. Mais il semble que vous n'en êtes pas encore là. Essayez de sauver les restes, avant qu'il ne soit trop tard. Courage.

En fait, la courriériste propose d'exercer des pressions sur le mari: démontrer une détermination et une volonté capable de recourir à la séparation légale s'il refuse de s'amender.

À la fin des années soixante, pour les cas d'insatisfaction conjugale sans liaison adultère, la courriériste cherchera à préserver l'union conjugale. Pour atténuer des tensions que subissent les épouses, elle conseillera de revendiquer la collaboration du mari uniquement s'il y a présence d'abus graves de sa part. Dans

¹² «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 13/03/68.

ces rares cas, à défaut de réconciliation, Marie-Josée recommandera alors la séparation légale.

Infidélité conjugale

Dans les cas d'infidélité, la courriériste établit une discrimination suivant l'âge; rarement elle reconnaît de la maturité à ses jeunes lecteurs. Il faut dire que plusieurs d'entre eux lui soumettent, avec une régularité inquiétante, des situations amoureuses «illicites» très peu fréquentes une décennie plus tôt. Les relations sexuelles d'un jeune homme de 19 ans avec la femme d'«un de ses meilleurs amis¹³» n'inspire guère de sympathie à Marie-Josée qui n'y voit là que l'irresponsabilité débridée d'un «jeune jouisseur étourdi». Or voici que la jeune femme est enceinte des oeuvres de son amant. Le jeune homme ne tient pas vraiment à faire reconnaître sa paternité et le couple adultère, désespéré, s'épuise depuis un bon moment dans des délibérations infructueuses. Désespérément, on délègue finalement à Marie-Josée la responsabilité décisionnelle: avec quel père devra grandir le jeune adultérin? L'intrigue place la courriériste devant un dilemme: la reconnaissance de paternité ou la préservation de l'union conjugale légitime. Elle opte pour «le moindre mal». Sans recommander directement un silence mensonger, elle en fait implicitement la suggestion à son jeune correspondant:

Est-ce que son mari venait la voir la fin de semaine? En ce dernier cas, si cette jeune personne est aussi facile à enflammer, j' imagine qu'elle ne devait pas se contenter

¹³ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 03/04/68.

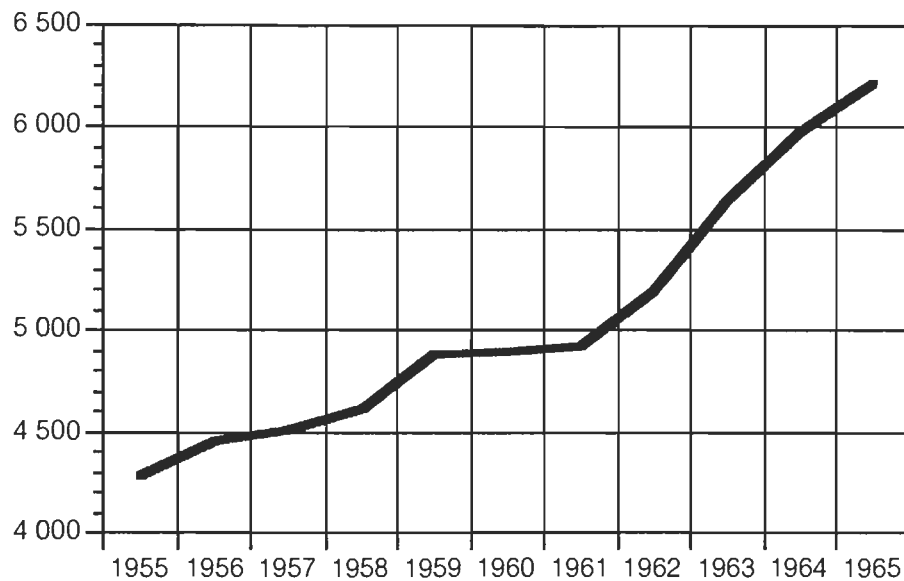
que de vos bons offices. Alors, il serait aussi possible que cet enfant ne soit pas de vous [...].

Bien que le jeune homme se déclare follement amoureux, Marie-Josée ne croit guère aux chances du couple adultère dont elle suppose les fondements bien loin de l'amour authentique. Elle exprime prudemment la solution d'un «statu quo», prenant grand soin de ne pas l'exprimer trop radicalement, de crainte sans doute que certains lecteurs s'insurgent. Terminant sa longue et minutieuse réponse, la courriériste favorise, toujours à mots couverts, la préservation de l'union légitime; elle suggère à l'amant de disparaître, laissant croire au mari qu'il est le père. La courriériste préviendra toutefois le jeune couple adultère des dangereux effets secondaires du traitement, si jamais l'amant avait les cheveux roux!

À partir de 1950, comme nous l'avons vu précédemment, les nouvelles générations entreprirent de débarrasser les relations amoureuses des considérations d'ordre social et religieux. À travers une révolution sexuelle d'importance qui s'étendit sur tout l'Occident, les naissances illégitimes et les grossesses préconjugales —les deux plus sûrs indicateurs de la fréquence des rapports sexuels avant le mariage¹⁴— firent un bond spectaculaire (voir figure II). Au Québec, le même mouvement survient avec un décalage d'environ une décennie.

¹⁴ Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, p.99.

FIGURE II
 NAISSANCES ILLÉGITIMES AU QUÉBEC: 1955-1965



Source: Québec, Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire du Québec*, Montréal, Bureau de la statistique du Québec, 1968-1969, 840 p.

De plus, il faut tenir compte du fait que les progrès rapides de la contraception à cette période ont certes atténué de beaucoup l'augmentation réelle des relations prémaritales. Les années-pilule, suivies des années-avortement, suivies des années-stérilisation, ont considérablement dissocié sexualité et procréation. Évidemment, cette vague d'érotisme qui allait submerger les relations des jeunes gens se répercuterait possiblement à l'intérieur de leurs éventuelles unions conjugales et allait en affecter la stabilité.

Une jeune fille de 19 ans voudrait croire en la promesse classique (celle de recommencer à neuf) d'un jeune homme de 24 ans, sans religion, qui a vécu deux ans en union de fait avec une femme mariée. Encore une fois, la courriériste ne fait aucun cas du jugement de sa jeune correspondante: «Ne croyez pas quand même que ce jeune homme

va recouvrer la foi en l'Église uniquement parce qu'il vous aime¹⁵». Pour Marie-Josée, la jeunesse, souvent trop naïve, a besoin d'encadrement. Pour éviter les anachronismes, il faut interpréter ces impératifs comme normaux et représentatifs des relations autoritaires entre les aînés et leur descendance. Le culte de l'adolescence observable dans la société québécoise actuelle est un phénomène qui apparaîtra beaucoup plus tard. Dans le monde rural des années soixante, la souveraineté des adolescents affranchis de la tutelle parentale demeure alors une tendance marginale.

Les relations adultères entre adultes, si elles héritent à coup sûr des mêmes proscriptions, inspirent beaucoup de précautions. Voici à cet égard une réponse typique qui tente de raisonner une jeune célibataire passionnément éprise d'un homme marié: «Vous dites que vous êtes la femme d'un seul amour... Qu'en savez-vous? Êtes-vous bien certaine surtout, que si cet homme devenait libre du jour au lendemain que vous l'épouseriez? Je parierais fort que vous ne le feriez pas[...]»¹⁶. La plume de Marie-Josée retrouve tout son mordant quand il s'agit de commenter le comportement du partenaire: «Mais étant donné que cet homme ne semble pas pouvoir se sortir lui-même de cette situation, c'est un signe de faiblesse. Vous aimez un faible, un être pitoyable». Si, pour les cas d'insatisfaction conjugale sans liaison adultère, la courriériste s'employait à justifier et à excuser les

¹⁵ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 08/05/68.

¹⁶ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 19/06/68.

défauts du mari, elle cherche maintenant à rabaisser, par les mêmes défauts, les maris infidèles. De plus, Marie-Josée craint que l'amant soit fort confortable dans cette situation; elle conclut sa réponse en associant la naïveté de sa lectrice à une caractéristique commune du tempérament féminin: «Nous, les femmes, nous nous méprenons si souvent sur l'objet de notre amour. Vous donnez vos plus belles années à un homme qui en retour, ne peut rien vous donner. Comment pouvez-vous vous contenter de cela?».

Dans une autre correspondance, Marie-Josée revient sur ces irrationalités imputées au tempérament féminin: «Ce que vous ne trouvez pas dans les bras de votre mari, vous le trouvez si vite dans ceux d'un homme de 50 ans [...]. Comme les femmes sont étranges!¹⁷». La courriériste invite sa lectrice à cesser son union adultère pour s'employer plutôt à redresser son mariage: «Continuez de lire le livre mentionné [sur la psychologie conjugale], il peut vous aider. Si votre frigidité persistait, il vaudrait la peine de consacrer quelques dollars pour consulter un psychiatre». Remarquons ici la référence psychologique, autodidacte ou assistée, et l'absence de recours aux jalons religieux. Ce silence est davantage manifeste lorsque la courriériste sent le besoin d'apporter plus de profondeur à sa démarche persuasive. Marie-Josée estime alors sûrement que la crédibilité des sciences humaines a déjà gagné, parallèlement au mouvement de défection religieuse, une part considérable de la confiance populaire.

¹⁷ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 31/01/68.

Indices de libéralisation

À travers le courrier de Marie-Josée se remarquent des indices frappants d'une libéralisation en cours. L'hédonisation des mœurs y est en pleine progression, ce qui — nous l'avons déjà mentionné plus haut — n'est pas sans répercussion sur la stabilité des unions conjugales. Comme l'a écrit Edward Shorter, «l'intensification de la vie érotique du couple [...] a introduit un puissant ferment d'instabilité entre mari et femme¹⁸». Une lectrice se plaint du déferlement de la sexualité dans la société québécoise: «C'est rendu que les gens sont saturés de sexualité, et trop d'entre eux en font le centre de leur vie¹⁹». Cette critique sera reprise par la courriériste: «On note en effet depuis quelques années, un déferlement exagéré de sexualité, partout. Dans les films, les livres, les journaux, les moyens de communication, la publicité, tout semble orienté pour laisser croire que le sexe et la génitalité sont les piliers indispensables du bonheur». Alléguant quelques rudiments de la psychanalyse moderne, la courriériste avancera que les débordements actuels s'expliquent par l'implosion d'un refoulement dû à la pruderie exagérée du passé. Ce débordement, qu'elle estime passager, n'en représente pas moins, aux yeux de la courriériste, un danger réel pour la jeunesse québécoise des années soixante:

Étant donné le courant de libertinage et d'érotisme dans lequel doivent s'habituer à vivre les jeunes d'aujourd'hui, il est quand même sage et prudent qu'ils connaissent

¹⁸ Edward Shorter, *op. cit.*, p.337.

¹⁹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 18/12/68.

exactement la place que doit occuper la sexualité dans une vie bien réglée.

La jeunesse de la fin des années soixante s'avère effectivement séduite, sinon troublée, par le processus de libéralisation qui souffle sur la société québécoise. Un vigoureux débat d'adolescents accapare le courrier de Marie-Josée à l'automne 1968: «Les garçons préfèrent-ils une fille qui n'a vécu aucune expérience amoureuse?». L'adolescence s'interroge: la réussite de sa vie sociale passe-t-elle nécessairement par un refus des jouissances sexuelles? Une jeune fille de famille catholique, pieuse mais perturbée par la vague hédoniste, fait appel au jugement de la courriériste. Cette dernière dit bien comprendre la pression agissant sur sa jeune correspondante:

Toutes les jeunes filles de 1968 doivent un jour ou l'autre se poser les mêmes questions que vous. Elles se sentent tiraillées par les nombreuses sollicitations de la vie. Tous les moyens de communication, revues, films, émissions de télévision consacrent une certaine forme de laisser-aller dans le domaine sexuel. On semble ne voir de bonheur possible et d'équilibre que dans la recherche libre du plaisir. Pourtant l'expérience semble prouver qu'au contraire un affranchissement complet de tous les tabous provoque encore plus de déséquilibre et de désenchantement que l'attitude contraire²⁰.

La courriériste approuve ensuite sa jeune lectrice du fait qu'elle ait «trouvé en Dieu le seul point d'appui» sur lequel baser ses décisions. Mais la pression culturelle agissant sur la jeune fille l'aura tout de même poussée à rechercher, auprès de Marie-Josée, une légitimation de la morale catholique. Une étude sur l'histoire des femmes

²⁰ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 18/09/68.

décrit la pression sexuelle des nouvelles valeurs sur les femmes:

Dans les années 60, la glorification de la sexualité sous toutes ses formes transmet aux femmes le message que celles qui ne sont pas disponibles en tout temps, pour toutes les aventures sexuelles, sont démodées et vraisemblablement frigides²¹.

Les relations prémaritales ne prennent souvent plus le détour traditionnel de la période idyllique; les amoureux s'expriment dorénavant dans des rapports sexués. Partout en Occident, la révolution sexuelle a aboli l'autorité parentale en ce qui concerne le contrôle et le refoulement des pulsions adolescentes. «L'épanouissement de soi —par l'intermédiaire de la jouissance sexuelle— est maintenant l'élément dominant des relations qu'ont entre eux les jeunes gens à marier²²». À la fin des années soixante, le surmoi des adolescents prend de moins en moins en compte les références externes qui veulent l'épauler. D'autant plus que les seules références du genre qui surnagent à la vague de libération sexuelle, Marie-Josée en témoigne, perdent de leur efficacité persuasive.

Le dernier cas cité ici témoigne des deux principaux facteurs menaçant la stabilité conjugale au cours des années soixante: l'insatisfaction féminine et la montée sociale de l'hédonisme. Un veuf esseulé écrit d'abord pour confesser ses manques d'attention envers sa défunte épouse. Il explique que le chantier, où il partit travailler à l'âge de

²¹ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles.*, p.593.

²² Edward Shorter, *op. cit.*, p.208.

10 ans, ne s'avérait pas le meilleur lieu d'éducation aux relations homme-femme:

Je pense maintenant que s'il y a tant d'incompréhension dans les ménages, c'est dû en grande partie à un manque d'éducation affective et sexuelle dans le jeune âge. Que d'hommes et de femmes se mariaient sans connaître absolument rien des besoins profonds de l'autre²³.

L'homme avoue ensuite être lui aussi ébranlé par la vague de libéralisation en cours:

Il me semble que je suis pas mal perdu. J'ai de la difficulté à croire encore, je vais à la messe pour faire comme les autres. Pourtant j'ai vécu honnêtement ma vie de jeunesse. On dirait que la vie sourit plus à ceux qui ne s'en font pas trop avec ces choses-là.

Sur ce dernier point, la courriériste s'empresse de soutenir l'homme qu'elle présume encore secoué et déprimé par le deuil: «Ne vous laissez pas leurrer par l'apparente joie de ceux qui n'attachent pas d'importance aux valeurs morales de la vie». L'homme mentionne au passage que les courriers du coeur possèdent une caractéristique particulière, les rendant susceptibles d'interprétation: «Ceux qui vous écrivent le font habituellement parce qu'ils sont malheureux. Quand ça va bien, on ne pense pas à partager sa joie». Évidemment la quasi-absence de correspondance masculine en 1968 (il y en a deux) laisse supposer que le monde rural féminin de l'époque n'a pas encore fragilisé la structure patriarcale. À la fin des années soixante, les relations conjugales des Québécoises ressemblent donc à celles des Américaines à propos desquelles une étude concluait: «il y a "le mariage des

²³ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 13/03/68.

hommes", qui est bon pour eux et dont ils se contentent assez bien, et il y a "le mariage des femmes", moins bon pour elles, qu'elles désirent transformer et qu'elles songent parfois à rompre²⁴». Le courrier du coeur fut, pour les moins scolarisées d'entre elles, le moyen de faire entendre leur voix. Cela explique aussi le fait que ce soit surtout les femmes qui requièrent les conseils de Marie-Josée, les hommes étant souvent en mesure de remédier autoritairement et sans délai aux insatisfactions conjugales, sitôt qu'ils les ressentent.

À la fin des années soixante, l'argument premier de la courriériste n'est jamais à caractère religieux. Celle-ci subordonne chaque fois le recours aux préceptes religieux –lorsqu'ils sont mentionnés– à des considérations plus profanes bien que ses recommandations finales promeuvent toujours, mais indirectement, le respect des règles catholiques. Qu'il s'agisse d'honnêteté, du bien des enfants ou de la sincérité douteuse d'un amant, la dissuasion pour préserver l'union légitime ne renvoie jamais à une référence religieuse. Marie-Josée estime sans doute qu'une part significative de ses lecteurs, tout en conservant une allégeance au catholicisme, se désintéresse d'une argumentation uniquement soutenue par de sèches ordonnances religieuses unilatérales, dépersonnalisées et sans considérations circonstanciées.

²⁴ Renée B.-Dandurand, «Le couple: les transformations de la conjugalité», dans Denise Lemieux, dir. *Familles d'aujourd'hui*, p.29.

Le «Courrier de Marie-Josée» (1975)

Au milieu des années soixante-dix, le mouvement féministe est en plein essor au Québec. Les 17 ingénieures, les 150 avocates, les 5 médecins, les 7 architectes, les 2 psychanalystes, les 6 urbanistes, cette poignée de femmes professionnelles que l'on dénombrait en 1968²⁵ se sont multipliées. La gratuité des études collégiales a permis aux femmes d'en constituer la moitié de la clientèle. Avec cette nouvelle alternative de l'éducation supérieure, des filles de cultivateurs provenant de familles nombreuses, donc peu susceptibles d'acquérir une part appréciable du patrimoine familial, ont dorénavant accès à un métier et peuvent enfin espérer quitter la vie de leur mère. En effet, la société de consommation et l'évolution du statut des femmes érodent la nécessité pour celles-ci de vivre en famille pour assurer leur survie. Le salariat donne un accès immédiat à l'autonomie. Il fournit aussi aux jeunes gens la possibilité de quitter la campagne et d'échapper ainsi au contrôle sexuel dont on s'affranchit plus aisément dans l'anonymat des villes. L'autonomie en regard de la famille s'agrandit notamment à l'égard du père dont on devait souvent auparavant attendre une part de patrimoine afin de s'établir. Mais sur le plan de la conjugalité, cette opportunité d'indépendance crée une nouvelle scission individualiste qui s'immisce peu à peu entre les conjoints et accentue également la rupture entre les générations.

²⁵ Collectif Clio, *op. cit.*, p.488.

La décennie soixant-dix reste aussi celle des premières comptabilités féministes sur l'iniquité, l'exploitation et la subordination dont sont victimes les épouses de cultivateurs. À cet effet, l'AFEAS produira un premier document en 1976 faisant part de l'aliénation juridique de ces femmes collaboratrices dont le mari opère une entreprise de type familial; cette prise de conscience mènera d'ailleurs à la fondation de l'Association des femmes collaboratrices en 1980. Ces dernières revendiqueront des droits de propriété égalitaires en regard du travail effectué. Le militantisme féministe, quant à lui, incite désormais les Québécoises à exiger dans la sphère privée les changements qu'on revendique depuis un bon moment déjà sur la place publique. C'est désormais dans le privé que le rapport entre les hommes et les femmes doit être transformé²⁶.

Insatisfaction conjugale

Si les bouleversements sont nombreux sur le plan collectif, l'univers individuel comporte aussi de nouvelles possibilités; les tensions conjugales sont notamment susceptibles de déboucher sur une rupture depuis l'avènement de la loi sur le divorce de 1968. Plusieurs épouses insatisfaites de leurs rapports conjugaux en envisagent effectivement la possibilité et font part de leur réflexion dans le courrier. Une dame dans la cinquantaine, épouse de cultivateur, souffre depuis longtemps de l'indifférence affective de son mari. «J'ai souvent le goût de partir, je

²⁶ Collectif Clio, *op. cit.*, p.482

ne sais pas si les enfants comprendraient, car je n'ai jamais parlé de ma souffrance. Je me sens vieillir et j'aimerais connaître quelqu'un qui m'aimerait telle que je suis²⁷». Ces mères de famille, qui en 1968 avait puisé leur bonheur «dans le soin donné aux enfants», se retrouvent souvent devant un grand vide affectif lorsque ces enfants ont quitté le foyer conjugal. La courriériste suggère toutefois à sa correspondante désespérée de ne pas lancer tout de suite la serviette:

Il est bien probable que votre mari puisse changer beaucoup. Vous savez qu'il est inutile de lui faire des scènes. Ça n'avance pas. Le calme, la sérénité et la fermeté sont de meilleurs atouts. Si vous laissez la maison où irez-vous. Est-ce que votre sort ne serait pas pire qu'avant?

La courriériste n'entrevoit guère d'avenir plus prometteur pour une autre candidate au divorce, femme de cultivateur dans la cinquantaine, sans instruction et peu susceptible d'insertion dans le marché du travail. La préservation de l'union conjugale reçoit d'ailleurs un appui substantiel chez les lecteurs du courrier et une proportion considérable des lectrices s'indignent du fait que des mères de famille veuillent ainsi se décharger de leurs engagements conjugaux:

Ne pensez-vous pas qu'il y a assez de monde malheureux sur cette terre pour en augmenter le nombre en le quittant? [...] Pour une femme croyante et pratiquante, comme vous dites, tournez-vous vers Dieu dans la prière et la fréquentation des sacrements qu'on délaisse beaucoup trop par les années courantes²⁸.

²⁷ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 10/12/75.

²⁸ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 10/09/75.

Pour plusieurs correspondantes, le fait de quitter la maison, même si les enfants sont grands, revient encore à briser une famille. Au milieu des années 1970, la courriériste n'obtiendrait certes pas l'assentiment de ses lecteurs si elle devait recommander la dissolution conjugale puisque les quelques correspondantes qui favorisent l'option divorciaire sont aussitôt décriées par d'autres lectrices vivement inquiètes de l'ébranlement des valeurs traditionnelles.

La fréquente utilisation de ce que certaines lectrices appelleront dorénavant «la méthode forte» s'avère une nouveauté au début des années 1970. Comme l'écrit Renée B.-Dandurand dans les actes d'un colloque sur la famille:

Avec l'accès des Québécois au divorce en 1968 et la chute marquée de l'influence de l'Église catholique, sont abaissées des barrières légales et morales à l'indissolubilité du mariage. Il y a dorénavant une alternative au mariage malheureux²⁹.

Et la seule menace de recourir à cette alternative confère aux épouses négligées un pouvoir notable afin de revendiquer un changement du comportement marital. Une correspondante explique en quoi consiste la «méthode forte» en racontant l'effet qu'a eu son départ sur un mari «égoïste»: «Cela a éclairé les idées de mon mari. Croyez-moi, il a fini par savoir où j'étais et il en a fait des promesses³⁰». Mais la courriériste ne s'emballe pas du procédé: «Vous avez essayé la méthode forte, vous avez

²⁹ Renée B.-Dandurand, *op. cit.*, p.31.

³⁰ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 15/10/75.

risqué le tout pour le tout et vous avez gagné». En contrepartie, Marie-Josée fait remarquer à la mère de famille son imprudence: «[à 40 ans], non seulement les choses ont-elles bien tourné pour votre mariage, mais aussi pour vous». La victoire lui confère un petit peu plus, mais une défaite l'aurait laissée avec beaucoup moins. Malgré la légalisation du divorce, il reste extrêmement pénible sinon impossible pour les divorcées d'assumer seules le rôle de pourvoyeur de la famille. La loi de 1968 signifie que la société québécoise a admis le principe du divorce-sanction, mais il restait encore à instaurer des conditions permettant aux conjointes malheureuses d'accéder au divorce et d'y survivre économiquement. Les femmes sont notamment défavorisées sur le plan des droits à la propriété du patrimoine. C'est sans doute la raison pour laquelle Marie-Josée tend à le déconseiller et voit dans la résignation une meilleure issue.

Une autre épouse expose fièrement son usage audacieux de la «méthode forte». Elle raconte avoir laissé un mari grossier et indifférent pour partir avec son amant. Le mari en fut si ébranlé qu'il consentit à changer radicalement, résolution qu'il accomplit, et le couple vit depuis dans le bonheur complet. La courriériste est encore embarrassée par une telle réussite de la ligne dure. Appliquée à grande échelle, cette dernière demeure pour Marie-Josée une menace sérieuse à l'institution familiale et elle s'empresse de discréditer le contre-exemple dangereux:

Toutes les femmes qui ont des problèmes de communication avec leurs époux ne peuvent se permettre une escapade du genre de la vôtre. [...] La séparation brutale entre deux conjoints donne rarement de bons résultats.

Il vaut infiniment mieux tenter de consolider l'acquis plutôt que de tout détruire pour rebâtir en neuf. On ne rebâtit jamais rien en neuf en ce domaine³¹.

Marie-Josée prévient, pour donner l'envers de ces réussites enthousiasmantes, que certaines épouses pourraient payer très cher ce genre de chantage. Mais ses avertissements restent sans réponse. La solution miracle fait boule de neige et elle crée un engouement. Des lectrices clament de toutes parts les réussites de la «méthode forte». Une correspondante n'en revient tout simplement pas: «À ma grande surprise, devant le sérieux de ma décision, il a multiplié les promesses de changer en me disant qu'avant, il ne voulait pas changer³²». Marie-Josée, contrariée, ne commentera pas ce dernier éloge envers une stratégie qu'elle désapprouve.

Visiblement, la courriériste éprouve bien des difficultés à donner du mordant à sa réplique, jugée trop conservatrice. Une lectrice lui reproche cette valorisation répétée de la résignation et s'indigne du fait que Marie-Josée ait récemment incité une épouse malheureuse à subir encore son mari. La courriériste interpellée explique ainsi sa position:

Je ne pense pas avoir incité cette jeune femme à supporter l'insupportable. Mais bien plutôt de tenter toutes les démarches normales avant de songer à l'irréremédiable. L'irréremédiable pour moi c'est le divorce quand on a sept enfants. Il est bien évident que si son mari continue de la bafouer, cette femme n'a plus aucune

³¹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 10/09/75.

³² «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 23/07/75.

obligation envers lui et qu'elle doit alors entamer des procédures légales. Je continue cependant de croire que dans beaucoup de cas le remède est pire que le mal lui-même³³.

Remarquons immédiatement l'ouverture sur la possibilité des «procédures légales» qui dans les faits —nous l'avons vu— n'est jamais alléguée par la courriériste pour les cas particuliers d'insatisfaction conjugale (sans liaison adultère). Et elle n'y fait allusion ici que parce qu'elle y est poussée par la remontrance d'une lectrice irritée. Si la courriériste valorise l'amélioration de la condition féminine sur le plan social, elle refuse toujours d'étendre ces revendications à la sphère privée. Elle termine enfin sa plaidoirie en démentant les soi-disant avantages qu'on attribue abusivement au divorce: «Mais il ne faut pas croire que tous les divorcés vivent des vies de paradis. Ce serait une grande illusion que de rompre son mariage uniquement pour espérer trouver un épanouissement tardif». En effet, la popularité du «divorce créatif» fait peur à la courriériste qui voit mal comment un divorce saurait être tout autant «créatif» pour les enfants de l'union légitime. Un autre lecteur conteste lui aussi la courriériste et répond lui-même à une épouse qui se dit malheureuse avec un mari qui ne lui adresse même plus la parole:

Je ne vous suggère pas de laisser votre mari. Mais s'il ne parle pas, prenez donc un petit congé temporaire, laissez-le avec ses repas à faire et son linge et sa vaisselle à laver. Prenez un congé de 2 à 4 semaines. À votre retour, peut-être aura-t-il quelque chose à "raconter"³⁴.

³³ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 25/06/75.

³⁴ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 24/09/75.

Visiblement, la méthode forte semble de plus en plus convenir aux femmes. La force du militantisme féministe dans les années soixante-dix a transporté dans la sphère privée l'exigence du bonheur immédiat. La vie privée devient politique et c'est là que commence la véritable déconstruction des rapports de domination³⁵. Supportant de moins en moins cette subordination notamment réservée à plusieurs épouses de cultivateurs, on transfère progressivement aux maris une part de responsabilité quant au maintien de l'harmonie du couple.

La femme peut maintenant montrer à l'homme qu'il n'a pas le monopole sur le monde extérieur. Et, à présent, c'est à lui de prouver qu'il n'est pas démuné lorsqu'il se trouve sur son terrain traditionnel à elle, qu'il est capable de sentiments et de domesticité, qu'il est capable d'intériorité³⁶.

Par la méthode forte, les épouses malheureuses passent à l'impératif: «Change ou je pars».

Infidélité conjugale

Le fait marquant du courrier de 1975 demeure certes cette baisse significative des cas d'insatisfaction conjugale, possiblement liée à une hausse marquée des infidélités; comparativement à 1968, tout se passe comme si l'adultère avait remplacé la résignation chez les conjoints insatisfaits. L'appel féministe à la libération a exacerbé la résignation de plusieurs conjointes et des causes de

³⁵ Collectif Clio, *op. cit.*, p.474.

³⁶ Guy Corneau, *Père manquant, fils manqué*, p.110.

tensions conjugales rapportées en 1968 serviront désormais à justifier l'existence de liaisons adultères. Colette Moreux décrivait en 1969 un processus culturel alors en émergence et maintenant bien établi au milieu des années soixante-dix:

Ainsi le modèle théorique de l'image féminine et de sa vertu demeure très vif tandis que les moyens de le contourner se sont accrus en proportion de l'affaiblissement du contrôle collectif. À ce niveau encore, l'appui d'une conscience autonome est inexistant, la faute s'estompe si aucune autorité extérieure (société, religion, famille) n'est plus à même d'exercer une censure; l'expansion du milieu paroissial, les positions moins autoritaires et l'audience moindre de l'Église, la dissolution du groupe parental étendu ne laissent à la vertu féminine que deux freins: sa propre conscience et l'autorité maritale. La première est faible, la seconde toute théorique³⁷.

Une épouse escompte ici retirer plus de satisfaction d'une liaison adultère que du fait de se résigner; elle se plaint auprès de Marie-Josée de l'indifférence affective de son mari alcoolique: «Il faut dire que je manque d'affection de la part de mon mari. C'est le sexe ensuite rien. Quand je rêve à mon médecin, je fais l'amour avec lui³⁸». La lectrice apporte ici un élément nouveau; elle dit trouver dans le fantasme la force de continuer mais, manifestement, elle ne peut assurer à la courriériste qu'elle résisterait si une occasion se présentait. Au départ, Marie-Josée ne la blâme pas, estimant sans doute que la montée des valeurs hédonistes, ajoutée à une claustration dans l'univers

³⁷ Colette Moreux, *La Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, p.395.

³⁸ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 22/01/75.

domestique, crée souvent un besoin d'évasion qui incite aux fantasmes certaines ménagères négligées et esseulées: «C'est votre part de rêve, bien chanceuse d'avoir votre secret qui vous aide à traverser la vie et ses banalités». Cependant, la responsable de la chronique avertit bien sa lectrice qu'aucune transition ne sera possible entre le rêve et la réalité:

Beaucoup d'époux et d'épouses regrettent de ne pas avoir eu une vie affective et sexuelle plus épanouissante, mais ce n'est pas une raison pour se conduire comme des linottes et pour plonger sa famille dans le malheur. Continuez de rêver si vous ne pouvez faire autrement. Mais accrochez-vous à vos enfants et à votre famille.

Même si elle concède quelques fantasmes à sa lectrice, la courriériste s'oppose toujours à ce que le désir d'une rencontre sexuelle gratifiante remette en cause la cellule familiale.

Dans un autre cas du genre, une femme mariée à un «bon gars» qu'elle n'aime cependant pas raconte à la courriériste sa brève liaison amoureuse avec un compagnon de travail: «Je ne pus donner suite à cet amour: ma foi me l'interdisait, mais je ne regrette rien. Maintenant je sais le "sens du frisson" [...]»³⁹. La courriériste, étonnamment, ne semble rien regretter non plus:

Heureusement, vous avez connu le soleil et la joie d'un amour intense. Amour qui restera d'autant plus dans votre mémoire que vous avez su le sacrifier pour le bonheur des autres. Vous avez réussi l'essentiel: l'éducation au bonheur de vos enfants.

³⁹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 21/05/75.

Ce dernier commentaire de Marie-Josée est fort révélateur. Il subit manifestement l'influence liée aux encouragements typiques, et ici fort maladroits, qui suivent l'abandon d'une relation adultère: car si l'épreuve, une fois traversée, grandit l'individu, alors l'infidélité est en quelque sorte légitimée, étant la brève étape nécessaire d'un processus dans son ensemble bénéfique. L'importance de l'épreuve dans le récit secouriste ou moralisateur permet avant tout de rétablir la priorité des valeurs initialement inversées. Mais ici, des commentaires cherchant à féliciter le cheminement attendu de la lectrice auront maladroitement et indirectement valorisé aussi la relation adultère en elle-même. Cette incohérence apparente illustre l'étroite zone de communion, au milieu des années soixante-dix, entre la culture stoïco-chrétienne sur son déclin et la culture hédoniste portée par la révolution sexuelle. La courriériste cherche à s'immiscer dans cette zone sans heurter personne mais elle n'y arrive parfois que difficilement. Elle exhorte donc à la préservation des ménages mais sans alléguer de motifs religieux.

L'avènement d'une nouvelle législation n'exerce pas uniformément son influence sur l'ensemble des couples. Il faut donc s'attendre à voir co-exister des idéologies libérales avec des mentalités encore réticentes à enfreindre la morale traditionnelle. Colette Carisse qualifie d'«ambivalence sociologique»⁴⁰ cette co-existence des deux idéologies. Les valeurs hédonistes sont sources

⁴⁰ Colette Carisse et Québec, Conseil des affaires sociales et de la famille, *La Famille: mythe et réalité québécoise*, Québec, Éditeur Officiel du Québec, 1977, p.109.

d'instabilité et, par conséquent, favorisent l'expérience nouvelle plutôt que le statu quo. Dès lors, les aventures sexuelles extra-conjugales, suivies d'un retour à la «morale du devoir», s'avèrent le scénario qui rejoint le plus de lecteurs. Celui-ci éclipse le renoncement terne (et sans expression passionnelle) à toute infidélité et rétablit, après l'aventure, le respect de l'engagement familial au nom des enfants. Les personnes dans cette situation se sentent moins isolées au milieu des années 1970 et sont donc plus portées à révéler leur cheminement. S'établit ainsi une zone de turbulence culturelle où le plaisir hors mariage est plus aisément avoué lorsqu'il précède le rétablissement triomphal de l'ordre conjugal légitime. Voilà peut-être ce qui exprime le plus clairement la transition culturelle en cours. Le mariage n'est pas encore remis en question: après l'escapade, le retour à la norme.

Indices de libéralisation

Au milieu des années soixante-dix, la courriériste se retrouve dans une sorte de *no man's land* culturel où d'un côté, elle s'expose aux revendications de féministes exaspérées de la résignation des épouses malheureuses –nous en avons observé plusieurs cas ci-haut– tandis que de l'autre côté, elle subit les réprimandes de la vieille garde stoïco-chrétienne qui voit progressivement s'effondrer ses repères religieux. Un prêtre indigné dénonce vigoureusement le laxisme coupable de Marie-Josée: «Il ne fallait pas calmer votre correspondante, mais lui dire que son genre de vie la menait en enfer, et vous, vous lui dites: "Dormez en

paix". [...] Ce n'est pas surprenant qu'on entende dire aujourd'hui qu'il n'y a plus de péché⁴¹».

La courriériste perçoit le caractère délicat de la situation dans laquelle elle se trouve:

Pour la solidité et l'équilibre de la société, il est certain que la notion de mariage indissoluble était un bienfait, mais pour le bonheur des individus c'est autre chose [...]. Pour des cas exceptionnels, il est certain que la séparation est une solution de pis-aller⁴².

Vu la grande diversité des valeurs de ses lectrices, Marie-Josée reste souvent coincée entre l'arbre et l'écorce. Elle tente de promouvoir de meilleures conditions de vie pour les épouses négligées, mais cherche d'abord à préserver l'union conjugale. Jamais elle n'appuie un recours au divorce. Elle recommande la séparation légale seulement dans deux cas d'une gravité exceptionnelle: soit celui d'une femme dont la soeur et le mari entretiennent une relation au su des enfants et celui d'une autre épouse dormant sur le divan alors que le mari et sa maîtresse occupent la chambre conjugale. Outre les victimes de ces deux cas extrêmes de l'échantillon-courrier, personne ne peut esquiver la proscription de désunion.

Le «Courrier de Marie-Josée» (1983)

⁴¹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 23/04/75.

⁴² «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 16/04/75.

On a beaucoup parlé de la disparition du féminisme au début des années quatre-vingt⁴³. Certes, le militantisme agressif des années soixante-dix s'est bel et bien estompé, mais les femmes n'ont pas cessé pour autant de prendre conscience d'une subordination qu'elles décèlent encore dans plusieurs secteurs de la société québécoise. Les grandes manifestations féministes —à l'exemple des autres mouvements sociaux— se sont fractionnées sous la pression engendrée par la montée de l'individualisme⁴⁴. Par ailleurs, le féminisme a graduellement glissé de la sphère publique vers l'environnement domestique et privé. Le premier extrait du courrier nous permet d'observer ce déplacement.

Insatisfaction conjugale

Une épouse se plaint du fait que, depuis le départ des enfants, son mari l'oblige à traire les vaches parce que «lui n'aime pas ça⁴⁵». La femme du cultivateur dit aimer son époux mais ne veut plus «s'écraser sous les vaches» matin et soir. «Existe-t-il des moyens de s'en sortir sans quitter son mari ou briser son ménage?». La courriériste croit que oui:

Est-ce que vous me permettez de vous donner une opinion d'ex-trayeuse de vache? Pourquoi pensez que vous n'avez qu'une alternative [...]. À partir de demain, vous restez dans votre maison. Vous dites sans élever la voix: Désormais, je vois à mon

⁴³ Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p.477.

⁴⁴ Christopher Lasch, *Le Complexe de Narcisse: la nouvelle sensibilité américaine*, p.53.

⁴⁵ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 18/08/83.

intérieur. Je suis trop fatiguée pour porter ces fardeaux. C'est fini.

Au milieu des années quatre-vingt, la courriériste semble avoir adopté la «méthode forte» que lui suggéraient ses lectrices dix ans plus tôt. Elle explique ainsi son acquiescement: «Cela fait partie en effet de la tradition que les femmes aillent aider au train. Mais les traditions doivent changer avec le temps et les progrès. [...] Bonne chance et soyez ferme. Cessez de vous écraser». Si Marie-Josée avait toujours reconnu que la condition des femmes devait s'améliorer, elle prône désormais des changements au coeur même du foyer conjugal. Pour assumer la sensibilisation accrue à la condition féminine, Marie-Josée va ici composer avec le risque de rupture conjugale.

Une jeune femme subit l'omniprésence envahissante de ses beaux-parents qui exercent un contrôle psychologique sur son mari. Elle maugrée contre ces ingérences qu'elle estime plus courantes chez les gens de la terre: «Ils ambitionnent sur leur fils qui ne se défend pas et tant qu'à [sic] la femme de ce dernier puisqu'elle aime son mari, elle endure en silence. Y a-t-il un mot plus laid dans ce monde que d'entendre dire "endurer"?⁴⁶». Par cette dernière remarque, la lectrice semble vouloir prévenir Marie-Josée qu'elle ne se contentera pas d'un verdict de résignation à perpétuité. Après une période de militantisme féministe (années soixante-dix) pendant laquelle s'était parallèlement accrue une hédonisation déjà en cours dans la société québécoise, souffrance, résignation et stoïcisme deviennent caducs pour

⁴⁶ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 27/10/83.

des épouses résolues à enrayer les tensions conjugales. Mais cette fois, c'est peine perdue pour la lectrice. La courriériste s'impose avec assurance puisque, selon elle, la plainte manque de sérieux; pour Marie-Josée, cette forme d'omniprésence parentale s'explique avant tout par le mode de transfert du patrimoine familial qui resserre forcément les familles rurales: «Il n'y a pas que les cultivateurs qui vivent à la façon de leurs parents.[Mais aussi] Tous ceux qui sont placés dans des situations traditionnelles où le savoir et les connaissances de plus vieux sont nécessaires aux plus jeunes». Marie-Josée va jusqu'à discréditer les doléances de sa lectrice: «Il n'y a pas de quoi en faire un plat. Juste une toute petite larme. [...] Ma chère amie, rassurez-vous, il n'y a pas que votre mari qui ne soit pas bon jusqu'à la dernière goutte». Ce dernier commentaire trahit l'intention de miser sur la réprobation communautaire, plus lente à disparaître en milieu rural. L'usage de comparaisons rappelle à l'ordre les malheureuses tentées de partir; elles s'exposeraient à une réprobation sociale d'autant plus grave que d'autres mères, éprouvées parfois davantage, ont su endurer pour le bien de leur enfants. Se crée alors un sentiment de culpabilité chez celles qui voudraient mettre fin à leur mariage alors que tant d'autres dans la même situation endurent valeureusement «pour le bien des enfants». Dans ses efforts pour discréditer des revendications qu'elle considère injustifiées, la courriériste allègue fréquemment –et elle le fait d'ailleurs ici– le malheur des autres.

Même si elle demeure beaucoup moins employée par la courriériste au milieu des années quatre-vingt, cette

stratégie de la consolation est progressivement disqualifiée. En effet, l'injonction aux épouses malheureuses de se soumettre à leur sort provoque aussitôt des réactions hostiles. Plusieurs correspondantes s'insurgent contre ce qu'elles considèrent comme de l'«à-plat-ventrisme». Une agricultrice québécoise, riche d'une immersion professionnelle au Maroc, élabore sa critique de la culture québécoise traditionnelle: «Accepter d'être le marche-pied de son mari ou de quiconque n'est pas signe de vertu, comme on a voulu nous le faire croire⁴⁷». La lectrice ne croit guère justifié cet argument de la soumission aux qu'en-dira-t-on: «Faire fi de l'opinion des autres est une force et ceux qui ont accompli de grandes choses ont eu à se battre pour défendre leurs idées». Une autre lectrice désapprouve la résignation des mères de famille malheureuses, ayant sans doute remarqué le conservatisme de la courriériste dès que des enfants sont impliqués. La correspondante s'adresse directement à ces mères infortunées:

Arrêtez de vous plaindre, de gémir, de pleurer, de vous plaindre de vos maudits maris. Nous sommes en 1983, pensez-y un peu. Fini les esclaves, victimes, incomprises, les quêteuses d'amour et de sous de ces goujats que vous appelez "mon mari". Ils ne méritent ni femme ni enfants. Allez-vous en... Qu'est-ce que vous attendez!⁴⁸.

Alors qu'une génération auparavant, le traditionalisme prônait l'effacement des femmes pour le bien de la famille, le nouveau discours sur le droit féminin sert de tremplin

⁴⁷ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 03/11/83.

⁴⁸ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 13/10/83.

pour agrandir l'autonomie de celles qui veulent en profiter⁴⁹.

Ces critiques et conseils des lectrices font parfois du courrier un carrefour d'échanges et d'entraide féminins. En 1975, rappelons-nous la promotion de la «méthode forte» alors que des femmes mariées ayant éprouvé le procédé incitaient d'autres malheureuses à poser un ultimatum aux maris acariâtres. On disait la «méthode» fort efficace. Au milieu des années quatre-vingt, une autre solution miracle fait sensation chez les correspondantes: il s'agit de «consulter un neutre». Ce que les lectrices appellent «un neutre» s'avère en fait un psychologue spécialisé dans l'assistance conjugale. Comme sa première appellation l'indique, le psychologue est au départ perçu par les épouses en difficulté comme une sorte d'autorité arbitrale et objective susceptible de rétablir leur position dans le rapport de force conjugal. Une épouse de cultivateur, aux prises avec un mari-enfant, subit les pressions de son mari (manipulé par son père) qui souhaite la venue d'un héritier pour reprendre la terre familiale, le couple n'ayant eu que des filles jusque-là. Elle raconte comment le recours à une psychologue eut l'effet attendu sur le mari:

Surprise que fut la sienne. Tout ce que je lui disais depuis 5 ans au sujet de papa chéri et bien la psychologue lui en a touché mot. Elle lui a carrément demandé qu'il choisisse entre son petit papa et sa femme. Il hésita et répondit: sa femme et ses filles⁵⁰.

⁴⁹ Collectif Clio, *op. cit.*, p.457.

⁵⁰ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 01/12/83.

La lectrice s'étonne encore de l'influence de la psychologue: «Eh bien oui ce fut une résurrection. Il s'occupe de moi (petite fin de semaine, souper au restaurant, il entre pour souper à la maison, il joue avec ses filles, il lave mon plancher, etc.). Je ne le reconnais plus».

Les antagonismes entre psychologie et religion sont pleinement affirmés au début des années quatre-vingt. L'objectif des thérapies s'oppose à ceux de la religion: la société moderne reste centrée sur le présent. On n'accepte plus le report du bonheur dans un au-delà hypothétique. À titre d'exemple, l'éventuel besoin d'un homme d'être un jour entouré de ses petits enfants sort du cadre d'analyse du thérapeute conjugal qui ne s'attardera strictement qu'à la compatibilité des conjoints. Centré sur les intérêts à court terme de son patient, le thérapeute accorde souvent moins de considération à l'égard du bien des enfants ou de la cohésion familiale. De plus, la «thérapie d'affirmation» associe renoncement pour le bien de l'autre à un état d'aliénation de l'individu; il faut se «libérer» de toute contrainte ou culpabilité par lesquelles d'autres contrôlent la vie affective, intellectuelle ou spirituelle des individus. Le catholicisme ne peut donc se soustraire à la liste des tyrans de la psyché⁵¹. Les fonctions d'assistance qu'assumaient auparavant les prêtres de paroisse sont désormais remplies par des professionnels liés aux sciences

⁵¹ Wilhelm Reich, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*, p.218.

psycho-sociologiques⁵². Ainsi, les classes moyennes se tournent progressivement vers des instances professionnelles privées. La psychothérapie, à qui l'on ne référerait jadis que des cas relativement graves, voit alors le cercle de sa clientèle s'élargir d'une manière significative: le nombre de professionnels de l'assistance passe en effet de 1 000 à 5 000 au Québec entre 1970 et 1990⁵³.

La morale thérapeutique portée par le processus de psychologisation crée un déplacement de la référence morale. «La société thérapeutique instituée par les professionnels de l'assistance s'est édifiée sur les ruines d'une morale "ascétique" et du dispositif de contrôle qui lui servait de support: la confession sacramentelle⁵⁴». La révolution «psy» affiche cet étendard à la mode qu'est celui de la modernité; elle récupère le besoin de croire que n'étanche plus le catholicisme. Condamnant les méthodes artificielles de contraception, l'Église n'a plus la faveur des femmes⁵⁵. Cette fois, la courriériste bascule du côté «psy». Elle exhorte d'ailleurs à l'action une épouse soumise aux brutalités de son mari:

Ma chère amie, la violence ne s'exerce librement que par la mollesse des faibles. Si vous décidez vraiment que c'est assez, vous allez prendre les moyens pour que ça

⁵² Jacques Donzelot, *La Police des familles*, p.92.

⁵³ Serge Gagnon, «Confession, courrier du coeur et révolution sexuelle», dans Manon Brunet et Serge Gagnon, dir., *Discours et pratiques de l'intime*, p.72.

⁵⁴ Serge Gagnon, *op. cit.*, p.85.

⁵⁵ Colette Carisse et Québec, Conseil des affaires sociales et de la famille, *La Famille: mythe et réalité québécoise*, p.124.

cesse. Votre compagnon aurait besoin d'être aidé. Par une personne "neutre", comme nous le signalait une correspondante récemment. Il verrait clair dans son passé, réussirait à extirper les racines de sa violence⁵⁶.

Marie-Josée apprécie surtout dans ces thérapies la présence d'une instance responsable, opérant d'abord un suivi sur les cas de brutalité, mais se chargeant également d'escorter vers des recours légaux des épouses trop gravement assujetties. La courriériste n'est plus la seule référence de ses lectrices en difficulté; elle oriente désormais vers une instance officielle les cas complexes (ou délicats) pour lesquels ses suggestions risqueraient d'être compromettantes.

Infidélité conjugale

Avec la libéralisation des mœurs, certaines unions inhabituelles se voient d'une certaine manière légitimées. Cette tolérance aboutit parfois en une sorte de nihilisme jovial. L'expression «jugement de valeurs» s'infecte alors d'une connotation péjorative et toute hiérarchie exprimée quant aux différentes façons de vivre est aussitôt perçue comme arriérée et aliénée⁵⁷. À la suite d'un processus mental souvent inconscient chez l'individu, «le droit légal» à un mode de vie confère une légitimité morale à ce mode de vie.

⁵⁶ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 15/12/83.

⁵⁷ Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, p.347.

La courriériste n'en est pas encore là; les attitudes trop libérales en matière conjugale suscitent en elle une extrême méfiance. Un homme de 65 ans projette de quitter son épouse pour aller rejoindre une jeune femme de 35 ans qui l'y presse instamment. Après avoir immédiatement souligné la différence d'âge, Marie-Josée tente de semer l'inquiétude chez son correspondant:

D'ailleurs, vous signaliez que cette personne vit sur le bien-être, alors que vous, vous êtes un homme d'affaires qui a réussi. N'avez-vous jamais pensé qu'il pourrait y avoir un brin d'intérêt autre qu'affectif dans les élans de cette femme délaissée?⁵⁸.

Visiblement, la courriériste ne croit guère à l'amour désintéressé de la jeune femme. Elle invite son correspondant à renoncer à cette liaison et tente de le convaincre de vivre plutôt dans l'appréciation de ses acquis antérieurs: «Ce que vous avez vécu a été votre vie». Pour la courriériste, il faut savoir tirer un trait. Une résignation sèche mais lucide vaut mieux qu'une illusion enivrante.

Un autre intrigue inhabituelle mérite la même condamnation lorsqu'une célibataire de 33 ans fait part de sa liaison avec un homme marié de 57 ans. Marie-Josée dénote tout de suite la différence d'âge et en énumère les éventuelles conséquences sur le couple:

Pour le moment ça va, puisque vous ne vous voyez que dans des circonstances artificielles: dans des beaux restaurants, avec du vin et des fleurs. Mais le quotidien d'un homme vieillissant avec son

⁵⁸ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 10/03/83.

inévitable cortège de malaises et de déficiences deviendrait lourd pour une femme encore en pleine possession de ses moyens⁵⁹.

Remarquons que la courriériste discrédite les chances de réussite de l'union adultère plutôt que de rappeler les devoirs maritaux ou d'évoquer le chagrin de l'épouse trompée. Devant la progression d'une morale indifférente à l'endroit de la victime, Marie-Josée s'en tient désormais à de brèves analyses des émotions; les allusions aux devoirs matrimoniaux ou à une morale objective sont passées de mode. L'empêchement n'est plus à l'extérieur des relations adultères mais en elles-mêmes: les verdicts d'incompatibilité à l'autre, prudents et personnalisés, ont remplacé les interdits souvent plus expéditifs de la morale objective traditionnelle.

Si la courriériste brusque le mari qu'elle considère responsable des liaisons adultères, elle concède cependant plus de latitude à l'épouse victime d'un mari aventureux. Ici, une épouse trompée reçoit quelques directives prudentes et mesurées:

À savoir établir fermement avec votre mari quelles sont les limites que vous ne pouvez dépasser l'un et l'autre sans risquer de compromettre votre ménage. Si au bout de quelques mois, votre mari continue de fréquenter une autre femme, lui signifier clairement que pour vous c'est devenu intolérable. À ce moment là, il vaudra mieux penser à vous séparer⁶⁰.

En terminant sa réponse, la courriériste rappelle encore une fois que la «solution extrême» ne doit

⁵⁹ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 21/04/83.

⁶⁰ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 03/03/83.

s'appliquer que pour des cas extrêmes: «Je ne suis pas partisane du divorce, parce que j'ai trop vu de femmes pleurer pendant des années un homme qu'elles continuaient d'aimer envers et contre tous, même après une séparation de plusieurs années». Remarquons encore une fois qu'il n'est guère question de devoirs pour détourner du divorce mais de la crainte d'un éventuel retour d'affectivité. Bien qu'elle cherche prioritairement à préserver l'union conjugale légitime, Marie-Josée admet certaines revendications féminines (dont la nécessité de la fidélité maritale) et elle exige maintenant du mari son implication afin que les épouses infortunées puissent être soulagées de conditions devenues inacceptables.

La rareté des liaisons adultères retrouvées dans le courrier de 1983 témoigne sans doute d'une plus profonde intériorisation de préceptes libéraux en matière conjugale. Les Québécois, au milieu des années quatre-vingt, éprouvent de moins en moins de culpabilité lorsqu'ils vivent une liaison adultère. D'ailleurs, les couples adultères classiques, ceux de partenaires du même âge, malheureux en ménage et amoureuxment épris l'un de l'autre, ne sentiront pas le besoin d'écrire à Marie-Josée et ils ne lui feront part d'aucun problème de conscience à ce sujet. L'importance du sentiment entre deux êtres semble maintenant légitimer l'existence de la liaison amoureuse, qu'elle soit ou non adultère. Aux yeux des amants infidèles, le devoir et le respect envers les liens du mariage s'éclipsent derrière le droit au bonheur immédiat, nouvelle option individualiste affranchie de toute exigence extérieure. Comme le souligne Gille Lipovetsky, c'est n'est donc plus la

morale qui maintient unis les conjoints, mais exclusivement l'attachement sentimental: «Que se dissipe l'attraction des êtres, la fidélité cesse d'être investie de valeur⁶¹».

Indices de libéralisation

Alors que le fait marquant du courrier de 1975 restait cette augmentation du nombre d'infidélités conjugales, celui de 1983 est principalement caractérisé par des plaintes et des inquiétudes devant la libéralisation des pratiques sexuelles. Malgré ses incessantes interventions pour préserver la famille, la courriériste est tout de même régulièrement accusée de laxisme: «À vous lire, on voit que vous êtes née depuis 1960, période de la Révolution tranquille, où l'éducation de nos ancêtres a été sabordée du tout au tout et que vous êtes influencée par les programmes audacieux de la T.V⁶²». L'homme qui se plaint ainsi fera également remarquer le lien entre les ruptures conjugales et l'insatisfaction des épouses québécoises:

Un sondage récemment révélait que 77% des séparations étaient réclamées par les femmes. Cela veut dire que la plupart des jeunes filles naïves comme leur âge ont été trompées dans des fréquentations mensongères où la femme est toujours la victime.

Cette dernière interprétation du lecteur, où la femme est victimisée sans égard aux circonstances, témoigne de l'influence du militantisme féministe au cours des années soixante-dix. Notons la déformation amenée par le lecteur

⁶¹ Gilles Lipovetsky, *Le Crépuscule du devoir: l'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, p.71.

⁶² «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 15/09/83.

lui-même: ce dernier base peut-être son opinion sur une époque où la femme, n'ayant pratiquement pas de pouvoir, était conséquemment et invariablement perçue comme victime des ruptures conjugales.

Des indices de la libéralisation des mœurs émergent du courrier sous diverses formes. Ici, une femme inquiétée par le nombre de désunions qu'elle observe autour d'elle, sent le besoin de faire connaître les fondements de la réussite de son propre ménage:

La faiblesse de bien des couples c'est qu'après le mariage on prend son conjoint comme un bien acquis. On le range sur la tablette et on s'en sert au besoin. Quand je constate autant d'indifférence dans une vie de couple, je ne suis pas surprise d'y voir autant de séparations⁶³.

La rapidité avec laquelle s'effectuent les changements culturels bouleverse les aînés qui auront vu leurs repères moraux progressivement disqualifiés. Cependant, la réaction de la dernière correspondante démontre avant tout que la stabilité conjugale n'est plus acquise mais qu'elle nécessite dorénavant un effort de préservation à peu près ignoré quinze ans plus tôt.

Autre menace à l'institution familiale: l'hédonisation des rapports hommes-femmes. Au milieu des années quatre-vingt, l'attachement ne paraît souvent reposer que sur le désir sexuel. La courriériste exprime son empathie pour une lectrice qui se cherche désespérément un compagnon amoureux sérieux:

⁶³ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 24/11/83.

Je crois qu'il est plus difficile en 1983 de trouver un compagnon stable que ce l'était en 1953 par exemple. Les très jeunes gens et les très jeunes filles commencent tôt à avoir des relations avec l'autre sexe et cela de façon très libre. Cela reporte d'autant la période où le mariage est considéré comme un besoin⁶⁴.

La courriériste touche là une des conséquences marquantes de la révolution sexuelle. En effet, au milieu des années quatre-vingt, pour vivre une expérience sexuelle, le mariage n'est plus nécessaire: «Beaucoup d'hommes, qui n'ont pas besoin absolument d'une compagne pour partager leur tâche et leur lit, vont vouloir continuer plus longtemps de papillonner de fleurs en fleurs». Cette dernière remarque, qui témoigne aussi des améliorations techniques intervenues sur la ferme, montre comment est parfois vécue la nouvelle autonomie professionnelle du cultivateur-propriétaire. Plusieurs préfèrent des aventures à un mariage et à son cortège de contrariétés. On évite ainsi de voir s'installer une femme éventuellement «collaboratrice» qui réclame sa participation au capital. Nouveau phénomène apparu, on resserre autour de soi un patrimoine qu'on resserrait jadis autour de la famille, alors que «[...] la fréquence du célibat définitif était très peu élevée chez les générations plus âgées servant à la ferme⁶⁵». L'hédonisation de la société québécoise juxtaposée à la mécanisation des fermes aura ainsi converti certaines exploitations familiales en entreprises personnelles. Comme

⁶⁴ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 24/02/83.

⁶⁵ Lyse Frenette, «Facteurs explicatifs de la baisse de la fécondité québécoise: faits et commentaires», dans Québec, Bureau de la statistique du Québec, *Démographie québécoise: passé, présent, perspectives*, p.274.

le soutenait Wilhelm Reich⁶⁶, le mariage «coercitif», c'est-à-dire nécessaire pour accéder aux jouissances sexuelles, est devenu caduc.

La dernière nouveauté culturelle apparue dans le courrier au milieu des années quatre-vingt reste l'adoption, par quelques jeunes, d'une orientation hédoniste complètement purgée des résidus de la morale sexuelle catholique. Un jeune marié décrit ici le nouvel équilibre que doivent maintenant rechercher les couples québécois:

Il n'y a rien de mal à connaître d'autres gens que ce soit au lit ou ailleurs. Cela ne détruit pas l'harmonie et la compréhension d'un couple suffisamment intelligent. Au contraire, ces expériences peuvent nous ouvrir les yeux sur d'autres façons de vivre, de ressentir et les êtres et les choses. Bien sûr et avant tout, l'Église condamne. [...] Ce n'est pas forcément bon pour l'épanouissement d'un couple de rester dans le même lit ensemble toute leur vie et je réalise combien mes relations extra-conjugales et celles de ma femme nous sont profitables. Je n'ai pas d'enfant personnellement, mais j'estime que les enfants se forment à l'image des grands, et si les parents trouvent ces choses-là normales, les enfants en feront de même et n'auront sans nul doute aucun problème⁶⁷.

Voilà ainsi exprimé le dernier raffinement du discours hédoniste paru dans le courrier de Marie-Josée en 1983. La courriériste ne répondra rien. La révolution sexuelle, qui s'opérait privément dans des trajectoires individuelles discrètes au milieu des années soixante-dix, accapare maintenant les hautes tribunes, se présente en thérapies

⁶⁶ Wilhelm Reich, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*.

⁶⁷ «Courrier de Marie-Josée», *La Terre de Chez Nous*, 24/02/83.

d'épanouissement conjugal et offre ouvertement une nouvelle option libertaire, déculpabilisée, et radicalement affranchie des édits moraux d'autrefois.

Le courrier de *La Terre de Chez Nous* reçoit une impressionnante quantité de correspondances matrimoniales à la fin des années soixante. Cette caractéristique corrobore l'hypothèse de départ voulant que les lecteurs du journal soient de moeurs plus conservatrices. Plus on hésite, plus on écrit. Et cette abondance de courrier peut sans doute être interprétée comme le signe d'une certaine hésitation, nettement plus perceptible chez les lecteurs du journal agricole. Les doléances des femmes s'y manifestent mais, comparativement à celles des lectrices du *Nouvelliste*, elles aboutiront généralement moins rapidement vers l'ultimatum. Cependant, la tendance vers l'émancipation s'avère bien perceptible: de plus en plus d'épouses refusent d'assumer cette part de travaux agricoles ajoutée fréquemment aux fardeaux de l'entretien domestique et du soin aux enfants. Hésitantes, plusieurs épouses demandent conseil à Marie-Josée qui, en disculpant la conduite reprochée au mari et en invoquant le bien des enfants, cherche à les détourner de toute révolte contre l'ordre conjugal. Au milieu des années soixante-dix, surgit cette «méthode forte» par laquelle quelques épouses exaspérées cherchent à s'affranchir d'une tutelle maritale jugée oppressive. Au milieu des années quatre-vingt, plusieurs épouses refusent d'absorber les tensions conjugales par la résignation; elles revendiquent la collaboration immédiate du mari pour que persiste la vie conjugale. Elles profiteront parfois d'un recours aux

professionnels de l'assistance, psychologue ou autre considéré comme «un neutre».

Occurrence paradoxale mais constatée dans l'ensemble du courrier, le nombre des cas de problèmes conjugaux parus est inversement proportionnel au nombre de désunions conjugales. De moins en moins les Québécois éprouveront de problèmes de conscience à composer avec des options conjugales qui s'écartent de la moralité catholique⁶⁸. Les pressions, exclusions et contrariétés que subissaient les épouses à la fin des années soixante seront de plus en plus contestées. La résignation n'est plus acceptée et le refus marital de rééquilibrer le rapport conjugal peut provoquer une rupture.

L'amélioration de la condition féminine entraîne parfois l'élargissement des motifs d'insatisfaction conjugale. L'importance accordée à la sexualité dans les relations amoureuses contribue à accroître l'emprise sociale de la morale individualiste et la légitimité du bonheur individuel et immédiat éclipse progressivement la nécessité de préserver la famille, remarquée en 1968. Parallèlement à cette individualisation, la courriériste a défendu l'intégrité de la famille mais a dû mettre en veilleuse la référence religieuse à l'égard des unions hors mariage; elle discréditait alors l'authenticité de la relation amoureuse en elle-même plutôt que d'invoquer des devoirs familiaux objectifs. Dans l'argumentation de la courriériste, le respect de l'engagement conjugal glisse subtilement vers le

⁶⁸ Nive Voisine, dir, Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle, de 1940 à nos jours*, vol. 3, tome 2, Montréal, Boréal Express, 1984, p.278-279 et 329.

respect de l'engagement familial, la notion d'engagement à respecter ne s'appuyant alors plus que sur la présence d'enfants.

Enfin, le dépouillement du courrier de *La Terre de Chez Nous* aura permis de découvrir un fait lourd de sens quant à la représentativité chronologique des correspondances étudiées. Plusieurs préjugés sceptiques et amusés laissent souvent sous-entendre que tous ces «courriers du coeur» ne seraient que des «histoires arrangées», c'est-à-dire construites de toutes pièces ou sinon tendancieusement retranscrites par la courriériste. Et ici, cela est vrai en partie. Bien qu'il reste quasi impossible de vérifier si certaines lettres ont été inventées par la courriériste, nous pouvons cependant confirmer que Marie-Josée a publié de nouveau, en 1975, des lettres déjà parues en 1968. Conséquemment, il n'est pas de mon ressort de porter ici un jugement de valeur en rapport avec l'éthique journalistique ni même de discourir sur l'honnêteté professionnelle d'une telle pratique envers le lecteur. Mais il s'avérerait primordial de signaler ce procédé fallacieux qui affecte directement l'exactitude des bases chronologiques d'une étude cherchant à rapporter le tracé d'une évolution culturelle. Mes interprétations du courrier, tout en étant exactes, pourraient ainsi n'être guère représentatives des étapes chronologiques choisies. C'est pourquoi finalement, sur la représentativité historique et culturelle des correspondances issues du courrier de Marie-Josée, j'émets certaines réserves.

CONCLUSION

Comment expliquer la montée du nombre de divorces au Québec? Psychologues, sociologues et divers intervenants sociaux ont fortement médiatisé la question. Mais les hypothèses qu'ils formulent reposent souvent sur des motifs d'un second ordre; ils ratent l'élément premier de l'explication, c'est-à-dire la légalisation. La légalisation du divorce n'a pas seulement permis la séparation des couples dont le mariage est considéré comme un échec; elle aura aussi fourni une autre avenue de résolution des conflits conjugaux québécois. Des couples typiques, sans incompatibilité majeure ni désaccord grave, ont désormais la possibilité de se débarrasser de leurs problèmes plutôt que de s'efforcer de les solutionner. Il s'agit d'un choix personnel, sans plus de connotations morales et de plus en plus toléré par la société. Et si l'on manifeste habituellement de la compassion pour les enfants du divorce, ces désolations perdent graduellement du poids et —l'analyse des courriers du coeur en témoigne— elles sont de moins en moins nanties de récriminations farouches à l'égard des parents:

Je crois que la sécheresse de ces statistiques masque l'un des plus profonds bouleversements que le couple ait connus. La rupture du lien conjugal, marginale et scandaleuse au 19^e siècle, est peu à peu passée dans les moeurs jusqu'à devenir une très réelle possibilité pour chacun d'entre nous aujourd'hui¹.

¹ Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, p.336.

La hausse spectaculaire du nombre de divorces qui suivit sa légalisation en 1968 s'explique également par l'ampleur de tous les bouleversements sociaux survenus depuis les années soixante. La sécularisation des moeurs québécoises, le déclin de l'influence religieuse, l'emprise grandissante d'une psychanalyse vulgarisée, les tiraillements entre revendications féministes et réactions masculines, la meilleure répartition des richesses entre hommes et femmes, et la redéfinition des droits de propriété lors des règlements divorciaires s'avèrent tous des facteurs ayant contribué à abaisser les barrières législatives, économiques et morales qui empêchaient les recours en divorce. Et il faut absolument garder comme axiome que, de l'analyse de ces phénomènes découlent des vérités sociologiques «en tendance». «On parle généralement de facteurs associés plutôt que de causes, car la complexité sociale favorise souvent l'interdépendance des phénomènes²».

L'analyse de la question du divorce dans les courriers du coeur aura de plus fait apparaître quelques constantes quant aux scénarios de rupture conjugale. Pendant les années soixante-dix, on peut affirmer que la femme qui demande le divorce cherche généralement à se sortir d'une situation conjugale qu'elle juge intolérable tandis que l'homme quitte sa famille pour aller rejoindre une autre femme, d'ordinaire plus jeune que son épouse. Il s'agit dans ces derniers cas de ce que les théories libérales en

² Lyse Frenette, «Facteurs explicatifs de la baisse de la fécondité québécoise: faits et commentaires», dans Québec, Bureau de la statistique du Québec, *Démographie québécoise: passé, présent, perspectives*, p.239.

matière conjugale ont rangé parmi les «divorces créatifs» du père dans la quarantaine qui se refait une jeunesse en communiant à celle d'une compagne plus jeune. Pendant la décennie quatre-vingt, les causes ou motifs qui provoquent le divorce semblent en voie de se libérer des fondements traditionnels de rupture: les femmes notamment n'attendent souvent plus d'être malheureuses pour annoncer un départ et les hommes commencent à faire l'expérience de la remise en question quant au contrôle qu'ils exercent encore souvent dans le ménage.

Pour ce qui est de la décennie quatre-vingt-dix et des pronostics concernant les rapports conjugaux des prochaines générations à venir, le modèle de la monogamie sérielle sans contrat s'impose. Le taux de divorce n'a pas encore plafonné (il grimpe toujours) et la durée moyenne des mariages continue sa descente. La crise provient de l'affaiblissement de la volonté chez les individus. Les gens ne réussissent plus à vivre ensemble, bien que la plupart d'entre eux en aient l'ardent désir. Il s'avère de plus en plus difficile de convenir d'une orientation commune et fondamentale en combinant deux volontés particulières. Les difficultés des nouveaux mariés contemporains ne condamnent cependant pas le mariage à l'extinction éventuelle puisque les divorcés eux-mêmes finissent d'ordinaire par se remarier. Ce n'est donc pas l'institution légale du mariage qui touche à sa fin, «mais simplement l'idée que le mariage est "pour la vie"³».

³ Edward Shorter, *op. cit.*, p.337.

D'autre part, remarquons que l'élément prédominant qui ressort d'une étude sur le divorce reste sans aucun doute le reflet négatif qui s'en dégage; car l'étude du divorce est avant tout celle d'un déclin, d'une détérioration, l'examen d'une érosion qui depuis quelques décennies désagrège l'institution matrimoniale. Du point de vue physique comme du point de vue sociologique, une détérioration ne peut s'analyser que de la condition première d'un élément (ici la conjugalité) à celle d'un état second, ultérieur. Le but de cette méthode aussi classique consiste à repérer les zones de problèmes et de tensions afin d'y concentrer l'attention des intervenants et de favoriser ainsi la recherche de solutions. Par contre, l'impression qui se dégage d'une telle étude est trompeuse, car les couples heureux et sans histoire ne figurent pas au palmarès.

L'examen des diverses améliorations apparues en société —et elles sont nombreuses— ne peut être maintenu, en parallèle, avec cette même profondeur d'analyse consacrée à la question du divorce. Par conséquent, dans la présente étude, les lacunes remarquées chez les nouvelles mœurs prédominent et éclipsent souvent les avancements favorables de la modernité qui, insistons bien là-dessus, n'en demeurent pas moins manifestes.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGLICAN CHURCH OF CANADA et COLL., *Mémoire au ministre de la justice sur la réforme de la loi du divorce*, [s.l.n.é.], 8 novembre 1967, 8 p.
- [ANONYME], «Déclaration de l'épiscopat du Québec. "L'introduction du mariage civil ne change rien au mariage des chrétiens"», *Le Devoir*, 14/03/69, p. 10.
- BLOOM, Allan David, *L'Âme désarmée: essai sur le déclin de la culture générale*, traduction française de Paul Alexandre, avant-propos de Saul Bellow, Paris, Guérin littérature, 1987, 332 p.
- BRUNET, Manon et GAGNON, Serge, dir. *Discours et pratiques de l'intime*, Québec, IQRC, 1993, 267 p.
- CARISSE, Colette, et QUÉBEC, CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FAMILLE, *La Famille: mythe et réalité québécoise*, Québec, Éditeur Officiel du Québec, 1977, 137 p.
- CHABROL, Claude, *Le Récit féminin: contribution à l'analyse sémiologique du courrier du coeur et des entrevues ou «enquêtes» sur la femme dans la presse féminine actuelle*, coll. «Approaches to semiotics», n° 15, Paris, Mouton, 1971, 142 p.
- COLLECTIF CLIO, DUMONT-JOHNSON, Micheline et COLL., *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, 646 p.
- CONFÉRENCE CATHOLIQUE CANADIENNE, *Mémoire de la Conférence Catholique Canadienne au Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes chargé d'enquêter sur le divorce*, [s.l.n.é.], 6 avril 1967, 11 p.
- CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES CATHOLIQUES DU CANADA, *Mémoire au Comité permanent de la justice et des questions juridiques de la Chambre des communes sur le projet de loi C-47: loi concernant le divorce et les mesures accessoires présenté par la Conférence des évêques catholiques du Canada (C.E.C.C.)*, [s.l.n.é.], 18 juin 1985, 7 p.
- CORNEAU, Guy, *Père manquant, fils manqué*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1989, 183 p.
- DAIGLE, Gérard et ROCHER, Guy, dir., *Le Québec en jeu: comprendre les grands défis*, Montréal, PUQ, 1992, 811 p.

- DANDURAND, Renée-B., *Le Mariage en question: essai sociohistorique*, Québec, IQRC, 1988, 188 p.
- DANDURAND, Renée-B. et SAINT-JEAN, Lise, *Des Mères sans alliance*, Québec, IQRC, 1988, 297 p.
- DESJARDINS, Gaston, *L'Amour en patience: la sexualité adolescente au Québec, 1940-1960. Transformation des normes sexuelles au Québec*, Ste-Foy, PUQ, 1995, xii-261 p.
- DES RIVIÈRES, Marie-José, *Châtelaine et la littérature, 1960-1975. Essai*, préface de Micheline Lachance, coll. «Centre de recherche en littérature québécoise», n° 13, Montréal, L'Hexagone, 1992, 378 p.
- DONZELOT, Jacques, *La Police des familles*, coll. «Critique», Paris, Éditions de Minuit, 1977, 220 p.
- DUMONT, Fernand, dir., *La Société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC, 1990, 358 p.
- FLANDRIN, Jean-Louis, *Familles: parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, [s.l.], Hachette, 1976, 287 p.
- FUKUYAMA, Francis, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 1992, 452 p.
- GRAND'MAISON, Jacques et LEFEBVRE, Solange, dir., *Une Génération bouc-émissaire: enquête sur les baby-boomers*, coll. «Cahiers d'études pastorales», n° 12, Montréal, Fides, 1993, 436 p.
- LASCH, Christopher, *Le Complexe de Narcisse: la nouvelle sensibilité américaine*, traduit de l'américain par Michel L. Landa, coll. «Libertés 2 000», Paris, Robert Laffont, 1980, 340 p.
- LEGRAIN, Michel et BOULIC, Hervé, *Les Chrétiens face au divorce: entretiens avec Hervé Boulic*, coll. «C'est-à-dire», Paris, Le Centurion, 1991, 101 p.
- LEMIEUX, Denise, dir., *Familles d'aujourd'hui*, Québec, IQRC, 1990, 243 p.
- LINTEAU, Paul-André et COLL., *Histoire du Québec contemporain. Tome 2. Le Québec depuis 1930*, coll. «Boréal compact», n° 15, nouvelle édition refondue et mise à jour, Montréal, Boréal Express, 1989, 834 p.
- LIPOVETSKY, Gilles, *Le Crépuscule du devoir: l'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, coll. «NRF essais», Paris, Gallimard, 1992, 292 p.

- MANSEAU, Édith, «La Presse de coeur: un indicateur culturel», M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1985, ix-137 p.
- MOREUX, Colette, *Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, préface de Guy Rocher, Montréal, PUQ, 1969, 485 p.
- PRONOVOST, Gilles, dir., *Comprendre la famille. Actes du 1^{er} Symposium québécois de recherche sur la famille* (Trois-Rivières, 24-25 octobre 1991), Sillery, PUQ, 1992, xxiii-706 p.
- REICH, Wilhelm, *La Révolution sexuelle: pour une autonomie caractérielle de l'homme*, Paris, C. Bourgeois, 1982, 383 p.
- SHORTER, Edward, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, 379 p.
- STEININGER, V., *Peut-on dissoudre le mariage?*, Paris, Cerf, 1968, 187 p.
- VOISINE, Nive, dir., BEAULIEU, André et HAMELIN, Jean, *Histoire de l'Église catholique au Québec (1608-1970)*, Montréal, Fides, 1971, 111 p.
- VOISINE, Nive, dir., HAMELIN, Jean et GAGNON, Nicole, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle, de 1940 à nos jours*, vol. 3, tome 2, Montréal, Boréal Express, 1984, 425 p.

Documents officiels

- [ANONYME], *Lois du Québec*, [s.l.], Éditeur officiel du Québec, 1969, ix-1 143 p.
- [ANONYME], *Statuts du Canada*, vol. I, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1986, ix-1 107 p.
- [ANONYME], *Statuts révisés du Canada 1970*, vol. III, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, xvi-3 493 p.
- [ANONYME], *Statuts du Québec*, Québec, Imprimeur de la Reine, 1968, 981 p.
- CANADA, PARLEMENT, COMITÉ SPÉCIAL MIXTE CHARGÉ D'ENQUÊTER SUR LE DIVORCE, *Divorce: rapport du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes chargé*

d'enquêter sur le divorce, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, vii-176 p.

CANADA, STATISTIQUE CANADA, DIVISION DE LA RECHERCHE ET DE L'ANALYSE et COLL., *Divorce: la loi et la famille au Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 1983, 280 p.

CANADA, STATISTIQUE CANADA, *Annuaire du Canada. Annuaire statistique*, Ottawa, Statistique Canada, 1960-1988.

QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Annuaire du Québec*, Montréal, Bureau de la statistique du Québec, 1968-1969, 840 p.

QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Démographie québécoise: passé, présent, perspectives*, Montréal, Bureau de la statistique du Québec, 1983, xxxii-457 p.

ANNEXES

I - Extrait de la loi de 1968 sur le divorce⁴

CAUSE DE DIVORCE

3. Sous réserve de l'article 5, l'un des conjoints peut présenter à un tribunal une requête en divorce parce que, depuis la célébration du mariage, l'autre conjoint:
- a) a commis l'adultère;
 - b) s'est rendu coupable de sodomie, de bestialité ou de viol, ou s'est livré à un acte d'homosexualité;
 - c) a passé par une formalité de mariage avec une autre personne; ou
 - d) a traité le requérant avec une cruauté physique ou mentale qui rend intolérable la continuation de la cohabitation des époux. 1967-68, c. 24, art. 3.
4. (1) En sus des causes spécifiées à l'article 3, et sous réserve de l'article 5, un conjoint peut présenter une requête en divorce à un tribunal, lorsque les conjoints vivent séparés l'un de l'autre, parce que leur mariage a subi une rupture définitive à cause de l'une ou plusieurs des circonstances suivantes que spécifie la requête, savoir:
- a) l'intimé

⁴ [Anonyme], *Statuts révisés du Canada 1970*, vol. III, chap. D-8, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, p. 2 501.

- (i) a été emprisonné, après avoir été déclaré coupable d'une ou plusieurs infractions, pendant une ou plusieurs périodes d'une durée totale d'au moins trois ans au cours des cinq ans précédant immédiatement la présentation de la requête, ou
- (ii) a été emprisonné pendant les deux ans, au moins, précédant immédiatement la présentation de la requête, après avoir été déclaré coupable d'une infraction pour laquelle il a été condamné à mort ou à emprisonnement de dix ans ou plus, et tous les droits de l'intimé d'interjeter appel de cette déclaration de culpabilité ou de cette déclaration de culpabilité ou de cette sentence devant un tribunal ayant compétence pour entendre un appel ont été épuisés;
- b) l'intimé, pendant les trois ans, au moins, précédant immédiatement la présentation de la requête, s'est adonné de façon excessive à l'alcool ou à un stupéfiant, tel que le définit la *Loi sur les stupéfiants*, et il n'y a pas d'espoir raisonnable de réhabilitation de l'intimé dans un délai raisonnablement prévisible;
- c) le requérant, pendant les trois ans, au moins, précédant immédiatement la présentation de la requête, n'a pas su ou appris où se trouvait l'intimé et, pendant toute cette période, a été incapable de le trouver;
- d) le mariage n'a pas été consommé et l'intimé, pendant une période d'un an, au moins, a été incapable de consommer le mariage, à cause de maladie ou d'invalidité, ou a refusé de le consommer; ou
- e) les conjoints ont vécu séparés l'un de l'autre

- (i) pour une raison autre que la raison mentionnée au sous-alinéa
 - (ii) pendant les trois ans, au moins, ou,
 - (ii) à cause de l'abandon de l'intimé par le requérant, pendant les cinq ans, au moins, précédant immédiatement la présentation de la requête.
- (2) Dans toute requête présentée en vertu du présent article, lorsque l'existence de l'une quelconque des circonstances décrites au paragraphe (1) a été établie, la rupture définitive du mariage à cause de ces circonstances est censée avoir été établie. 1967-68, c. 24, art. 4.

II- Extrait de la loi de 1985 sur le divorce⁵

- 8.(1) Le tribunal compétent peut, sur demande de l'un des époux ou des deux, lui ou leur accorder le divorce pour cause d'échec du mariage.
- (2) L'échec du mariage n'est établi que dans les cas suivants:
- a) les époux ont vécu séparément pendant au moins un an avant le prononcé de la décision sur l'action en divorce et vivaient séparément à la date d'introduction de l'instance;
 - b) depuis la célébration du mariage, l'époux contre qui le divorce est demandé a:
 - (i) soit commis l'adultère,
 - (ii) soit traité l'autre époux avec une cruauté physique ou mentale qui rend intolérable le maintien de la cohabitation.
- (3) Pour l'application de l'alinéa (2)a) :
- a) les époux sont réputés avoir vécu séparément pendant toute la période de vie séparée au cours de laquelle l'un d'eux avait effectivement l'intention de vivre ainsi;
 - b) il n'y a pas interruption ni cessation d'une période de vie séparée dans les cas suivants:
 - (i) du seul fait que l'un des époux est devenu incapable soit d'avoir ou de concevoir l'intention de prolonger la séparation, soit de la prolonger de son

⁵ [Anonyme], *Statuts du Canada*, vol. I, chap. 4, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1986, p. 177-178.

plein gré, si le tribunal estime qu'il y aurait eu probablement prolongation sans cette incapacité,

(ii) du seul fait qu'il y a eu reprise de la cohabitation par les époux principalement dans un but de réconciliation pendant une ou plusieurs périodes totalisant au plus quatre-vingt-dix jours.